Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

MAIRIE DE
L'ILE D'YEU

# RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

# ANNÉE 2025

## ANNEXE CRC
## ET BUDGET VERT

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# ANNEXE - La prise en compte des recommandations de la Chambre régionale des Comptes (2023)

| Thème | Recommandation | Action entreprise |
|---|---|---|
| 1.2 Une qualité de l'information budgétaire et financière à améliorer | Se référer à l'article D. 2312-3 du CGCT | |
| 1.2.1 Le contenu du rapport sur les orientations budgétaires à étoffer | La présentation des orientations en matière de programmation d'investissement ne fait référence qu'aux investissements prévus au budget principal (BP), alors qu'une part non négligeable des investissements concerne également les budgets annexes (BA | La note de synthèse détaillée, issue de Finance Active apporte une vision des budgets consolidés et des niveaux d'investissements de chaque budget |
| | Aucune information relative à la structure et à la gestion de la dette, ainsi qu'au profil de l'encours de dette que visait la collectivité pour la fin de l'exercice 2023 n'est apportée | La note de synthèse détaillée, issue de Finance Active apporte une vision plus détaillée de la structure de la dette |
| 1.2.2 Les états annexés au compte financier unique (CFU) doivent être complétés | Les informations contenues dans certaines annexes méritent d'être complétées afin d'assurer une fiabilité optimale des éléments retranscrits (voir détail en annexe n° 1 rapport). | Annexes qui ont été « re-listées et complétées pour le budget 2024 ». Idem pour 2025 |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# La prise en compte des recommandations de la Chambre régionale des Comptes (2023)

| Thème | Recommandation | Action entreprise |
|---|---|---|
| 1.2.3 La publicité des informations financières, et des données relatives aux subventions et aux marchés publics | L'article R. 2313-8 du CGCT précise les conditions de mise en ligne, qui doit intervenir dans le délai d'un mois suivant l'adoption des délibérations.<br>Dont : rapport adressé<br>au conseil municipal à l'occasion du débat d'orientation budgétaire et la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et au compte administratif. | Données mises en ligne sur le site internet de la mairie (rubrique « mon budget ») depuis l'approbation du BP 2024. Idem pour 2025 |
| | Les dispositions du<br>décret n° 2017-779 du 5 mai 2017 et de l'arrêté du 17 novembre 2017, imposent aux communes de plus de 3 500 habitants, de publier sur leur site internet les données essentielles des conventions de subventions supérieures à 23 000 €, pour celles intervenues à compter du<br>1er août 2017. | Données mises en ligne sur le site internet de la mairie (rubrique « mon budget ») depuis 2025 |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# La prise en compte des recommandations de la Chambre régionale des Comptes (2023)

## Recommandation n° 2. : Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires en investissement dès le prochain budget primitif

| Thème | Recommandation | Action entreprise |
|---|---|---|
| 1.3.1 Un taux d'exécution à améliorer en section d'investissement aussi bien en dépenses qu'en recettes | La logique budgétaire, imposant d'inscrire des crédits annuels à un niveau réaliste, n'est pas respectée. (AP/AE/CP) L'extension d'une gestion pluriannuelle en autorisations de programme/autorisations d'engagement/crédits de paiement (AP/AE/CP) pourrait être une solution. L'amélioration de (RAR) L'exhaustivité des restes à réaliser en dépenses en est une autre | Le taux de liquidation constaté sur 2024 est de 69,7% en investissement, donc traduit un budget 2024 réaliste. Les AE/CP se développent. Ex : extension école du Ponant.<br><br>Amélioration des RAR qui sont passés de 4 490 473M€ en 2023 à 3,6M€ en 2024 |
| | Décalage important constaté entre les prévisions des produits de cession d'immobilisations et les réalisations, dont le taux se situe entre 43 % au plus fort et 11 % en 2022. | Rééquilibrage au BP 2024 : le budget primitif 2024 voté par le conseil municipal prévoyant notamment une baisse significative des produits de cession (passant de 5,4 M€ au BP 2023 à 2,135 M€ en 2024) et des subventions d'équipement revues à la hausse.<br>Inscrit au BP 2025 (prov) : 1,098M€ |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# La prise en compte des recommandations de la Chambre régionale des Comptes (2023)

## Recommandation n° 2. : Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires en investissement dès le prochain budget primitif

| Thème | Recommandation | Action entreprise |
|---|---|---|
| 1.3.2 L'exhaustivité des restes à réaliser n'est pas garantie | (RAR) Les états de RAR joints aux CA (CFU) sont détaillés par opération, par compte et par fonction.<br>Néanmoins ils gagneraient en lisibilité, en intégrant des précisions liées à l'engagement, telles que le numéro d'engagement, l'identification du marché, le nom du débiteur ou créancier, l'objet de l'engagement et l'article, | Action en cours progressivement |
| | Par ailleurs, la commune n'enregistrant ses recettes qu'au moment de l'imminence de leur encaissement, elle n'a pas de RAR en recettes. Il serait de bonne gestion d'inscrire les recettes certaines dès leur notification pour les subventions ou contractualisation pour les emprunts, afin de pouvoir suivre l'évolution de leur encaissement effectif lorsqu'il se réalise sur plusieurs exercices. | Généralisation et systématisation en 2025 des engagements de recettes (fonctionnement et investissements) |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# La prise en compte des recommandations de la Chambre régionale des Comptes (2023)

**Recommandation n° 3. : Établir et communiquer annuellement l'état récapitulatif des indemnités perçues par les élus tel qu'il est prévu par les dispositions de l'article L. 2123-24-1-1 du CGCT**

| Thème | Recommandation | Action entreprise |
|---|---|---|
| 1.4 Les indemnités des élus | La commune n'a pas mis en œuvre l'article L. 2123-24-1-1 du CGCT, qui impose l'établissement d'un état de l'ensemble des indemnités de toutes natures (y compris les éventuels avantages en nature accordés5) dont bénéficient les élus municipaux, qui doit être communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune.<br>Référence : L. 2123-24-1-1 du CGCT | Une délibération avec un état des indemnités sera proposé par délibération au Conseil municipal du 1er avril 2025 (approbation du budget) |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# ANNEXE 2 - Cotations du budget vert

## Quels sont les axes de cotation des dépenses ?

Les six axes de la taxonomie européenne sont posés à l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 :

- Axe 1 : atténuation du changement climatique ;
- Axe 2 : adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
- Axe 3 : gestion des ressources en eau ;
- Axe 4 : transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques
- technologiques ;
- Axe 5 : prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
- Axe 6 : préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# ANNEXE 2 - Cotations du budget vert

Pour l'exercice 2024 (comptes produits en 2025), seul l'impact environnemental des **dépenses réelles d'investissement exécutées** aux **comptes suivants** des budgets mettant en oeuvre l'instruction budgétaire et comptable M57 doit être évalué :

2031 « Frais d'études »,

2111 « Terrains nus »,

2115 « Terrains bâtis »,

2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

21312 « Bâtiments scolaires »,

21318 « Autres bâtiments publics »,

21351 « Installations générales, agencements,

aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

21352 « Installations générales, agencements,

aménagements des constructions - Bâtiments privés & aquo;,

2138 « Autres constructions »,

2151 « Réseaux de voirie »,

2152 « Installations de voirie », 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,

21828 « Autres matériels de transport », 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,

2313 « Constructions en cours », 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours », 2317

« Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

MAIRIE DE
L'ILE D'YEU

# Rapport d'Orientation Budgétaire
# Exercice 2025
# ----
# Synthèse consolidée budgets principal et annexes

**Diffusion Conseil municipal**

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Sommaire

~~1 - Le contexte macro-économique~~

~~2 - Le décryptage de la Loi de Finances pour 2025~~

~~3 - Les grandes orientations budgétaires~~

~~4 - L'évolution de la masse salariale~~

~~5 - La structure et l'évolution de la dette~~

6 - Synthèse consolidée

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# 03

# Les grandes orientations budgétaires (analyse rétro-prospective)

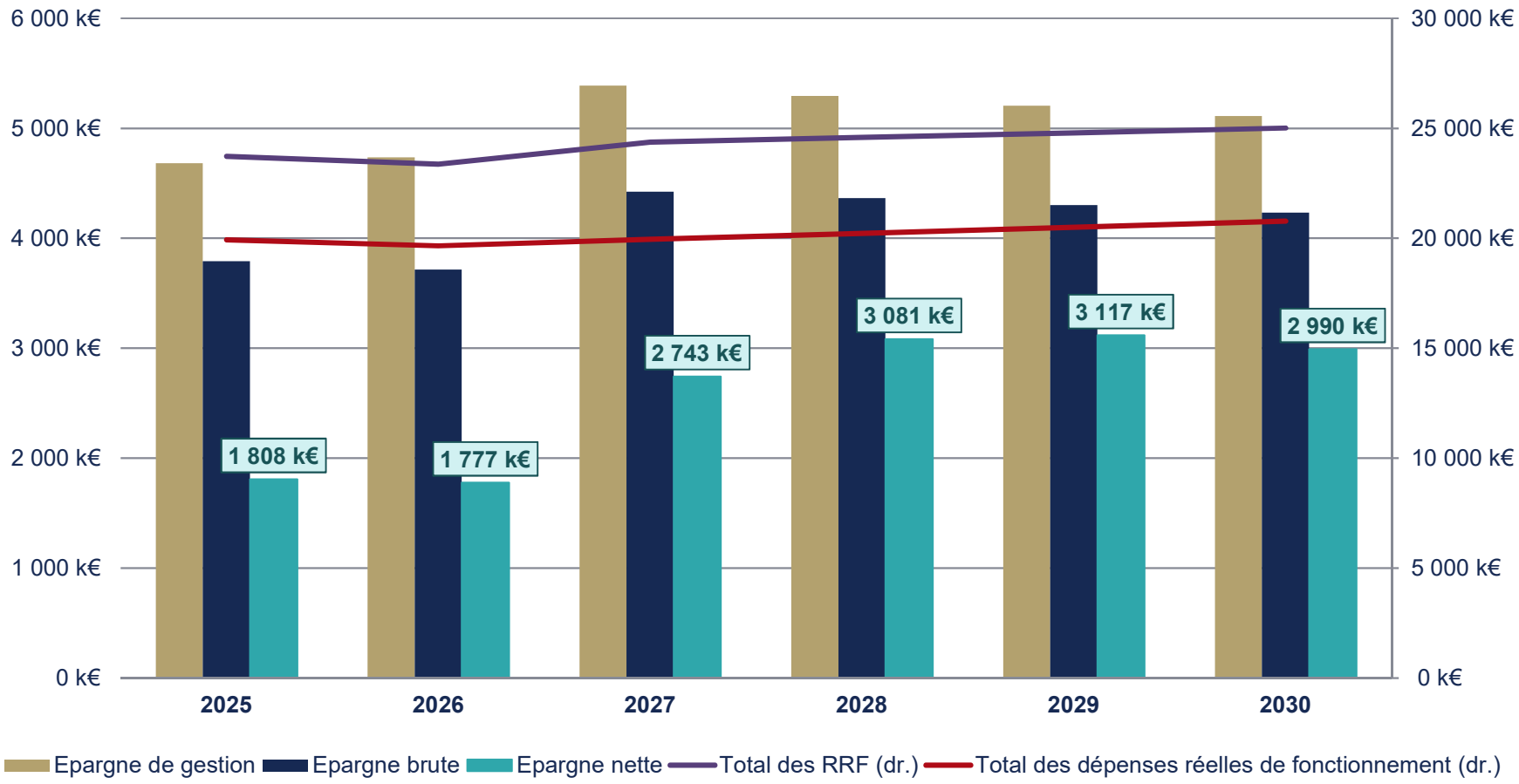
Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Synthèse consolidée

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

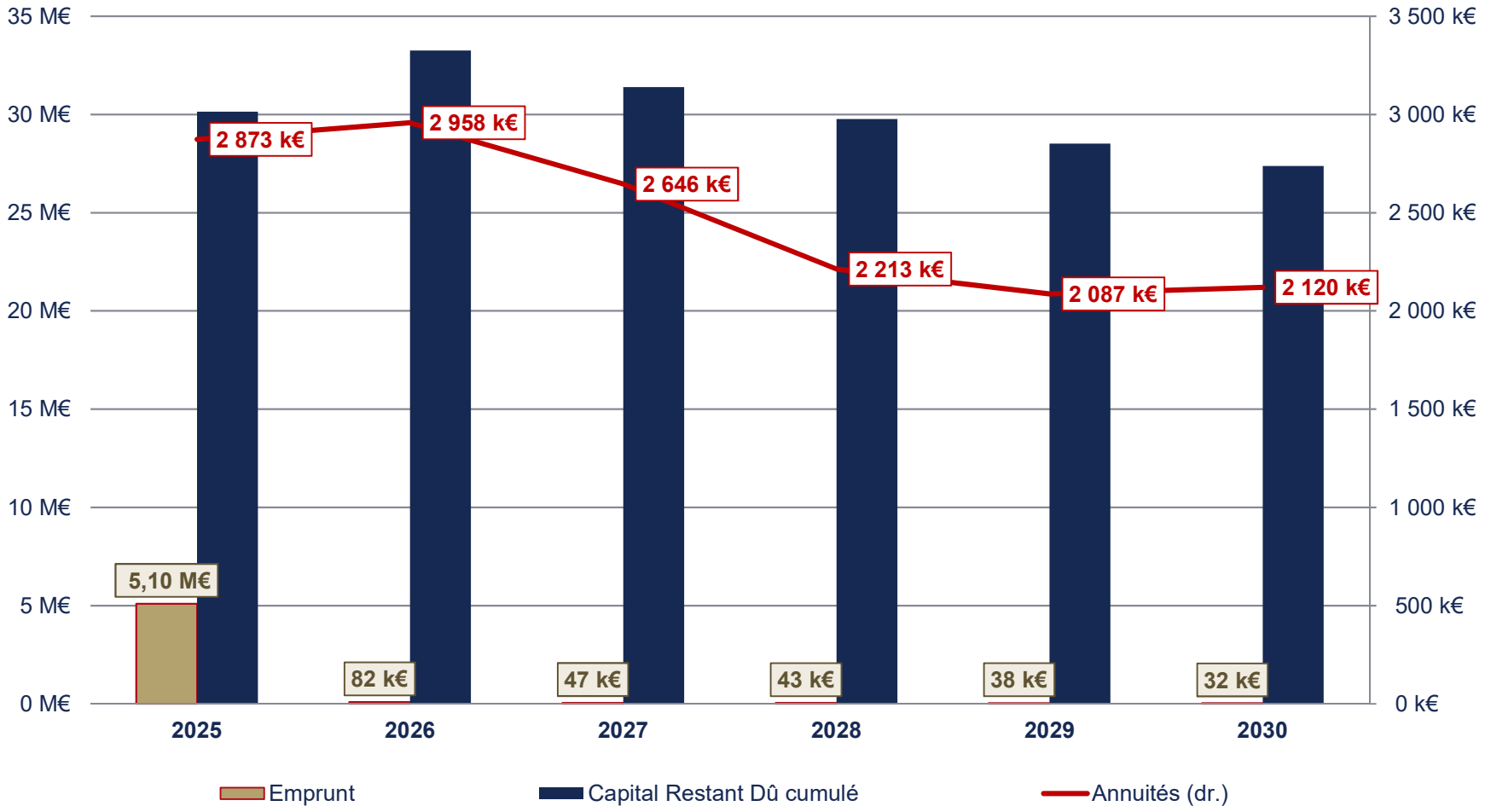
# Analyse financière : évolution des épargnes consolidées

**Évolution des épargnes brute et nette et taux d'épargne brute**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

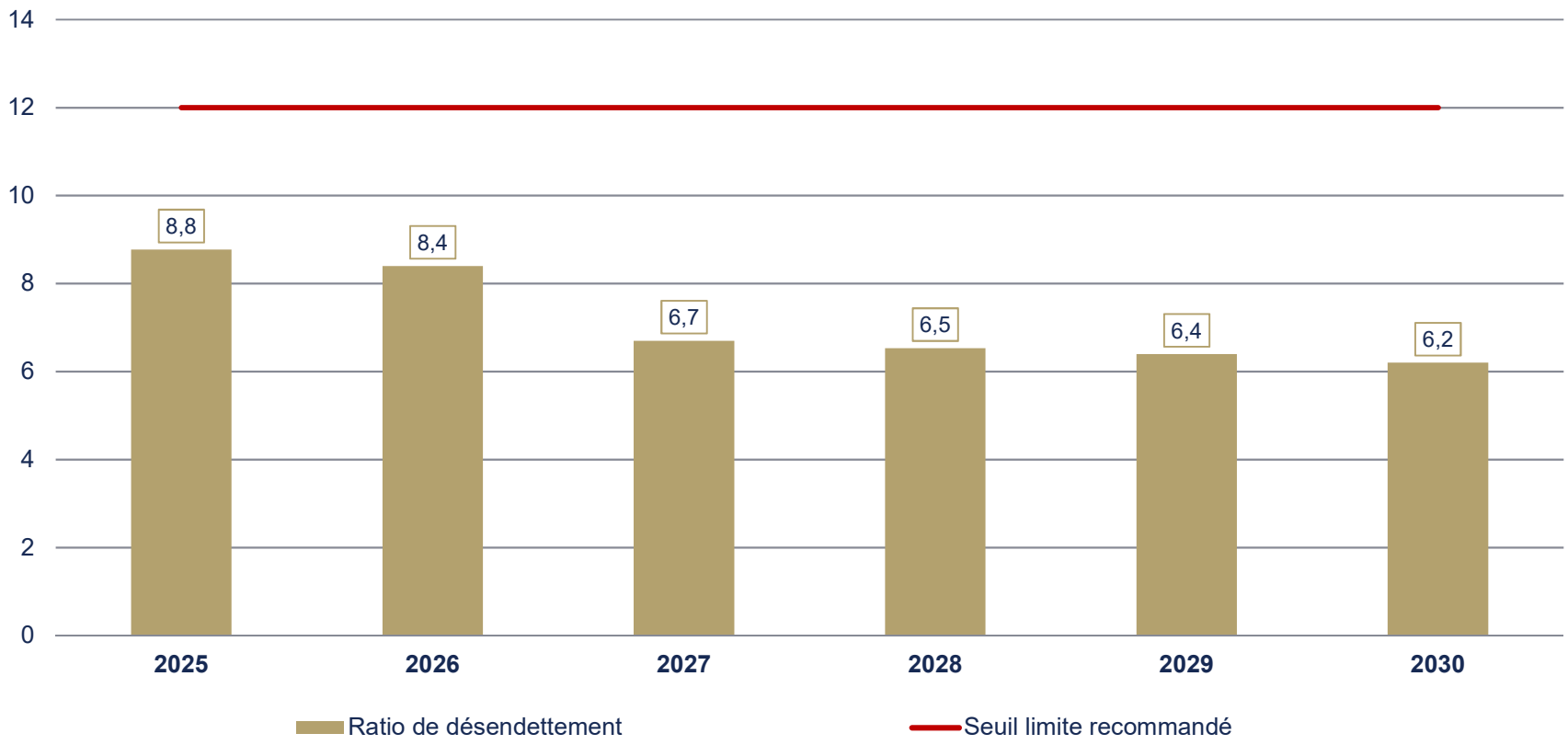
# Analyse financière : dette consolidée



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Analyse financière : ratio de désendettement consolidé

**Le ratio de désendettement (en années) – Vision consolidée**




Le **ratio de désendettement consolidé de la ville est bien positionné au regard du seuil limite de 12 ans recommandé** en analyse financière.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

MAIRIE DE
L'ILE D'YEU

# Rapport d'Orientation Budgétaire
# Exercice 2025

*Budget principal (rétrospective), budget principal 2025, éléments de la dette*

**Diffusion Conseil du 25 février 2025**

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Sommaire (suite)

① Le contexte macro-économique

② Le décryptage du Projet de Loi de Finances pour 2025

③ Les grandes orientations budgétaires

④ L'évolution de la masse salariale

⑤ La structure et l'évolution de la dette

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Budget Principal : synthèse des éléments de rétrospective 2021 - 2024

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Les objectifs et la méthodologie

## Les objectifs

- Analyser les indicateurs de gestion de la collectivité afin de mettre en évidence sa situation financière et anticiper une possible dégradation budgétaire à venir.
- Permettre de dégager des pistes de travail / fixer des objectifs cohérents pour améliorer les indicateurs financiers.
- **Déterminer la capacité d'investissement de la collectivité ainsi que l'évolution de ses ratios financiers**

## La méthodologie

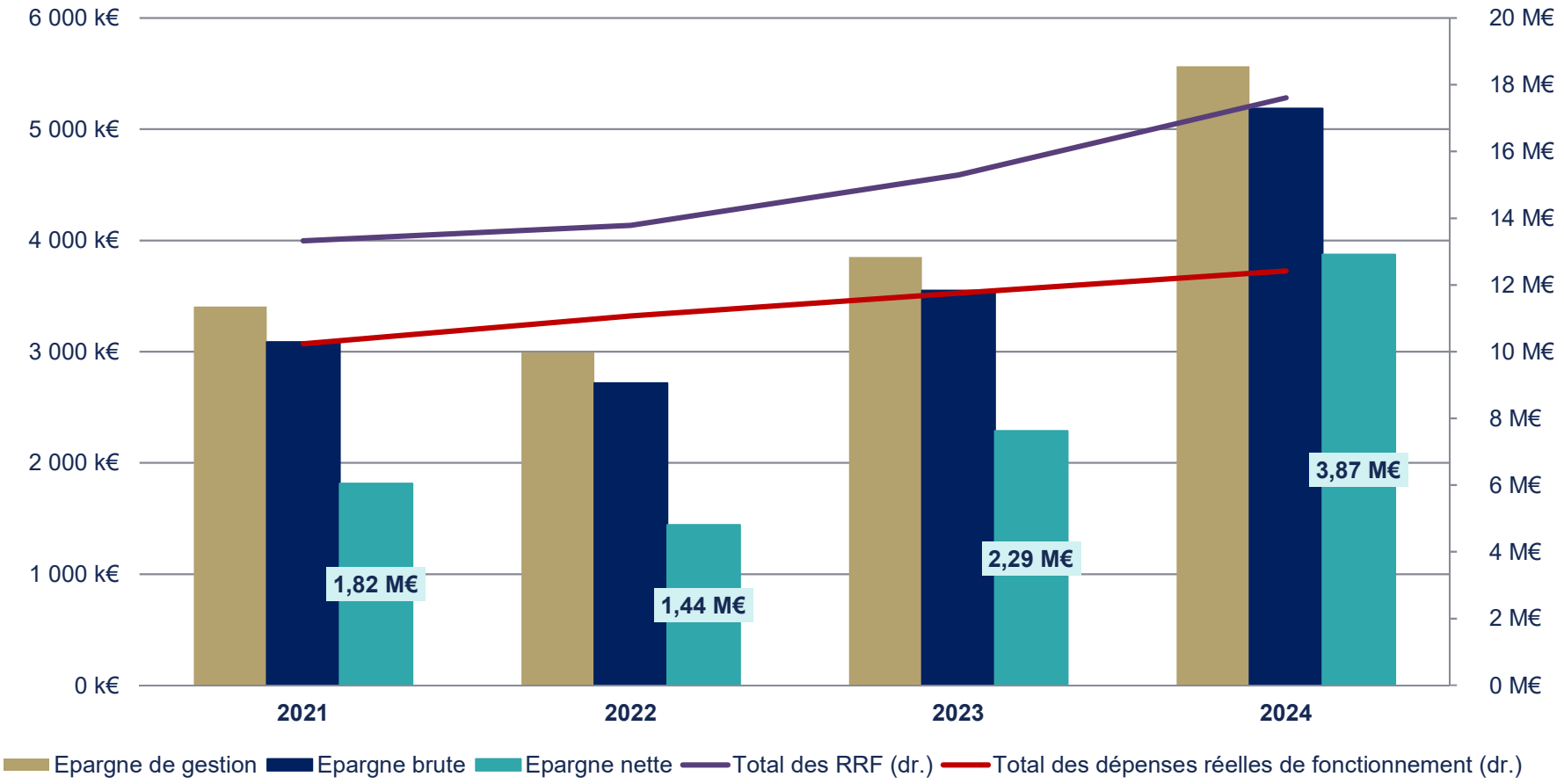
Les données renseignées :

- 2022-2023 : Intégration des données des CA de la commune.
- 2024 et suivants : CA 2024 provisoire intégration des éléments communiqués par la collectivité et des éléments apportés par le consultant Finance Active.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Des épargnes nettement améliorées en 2024

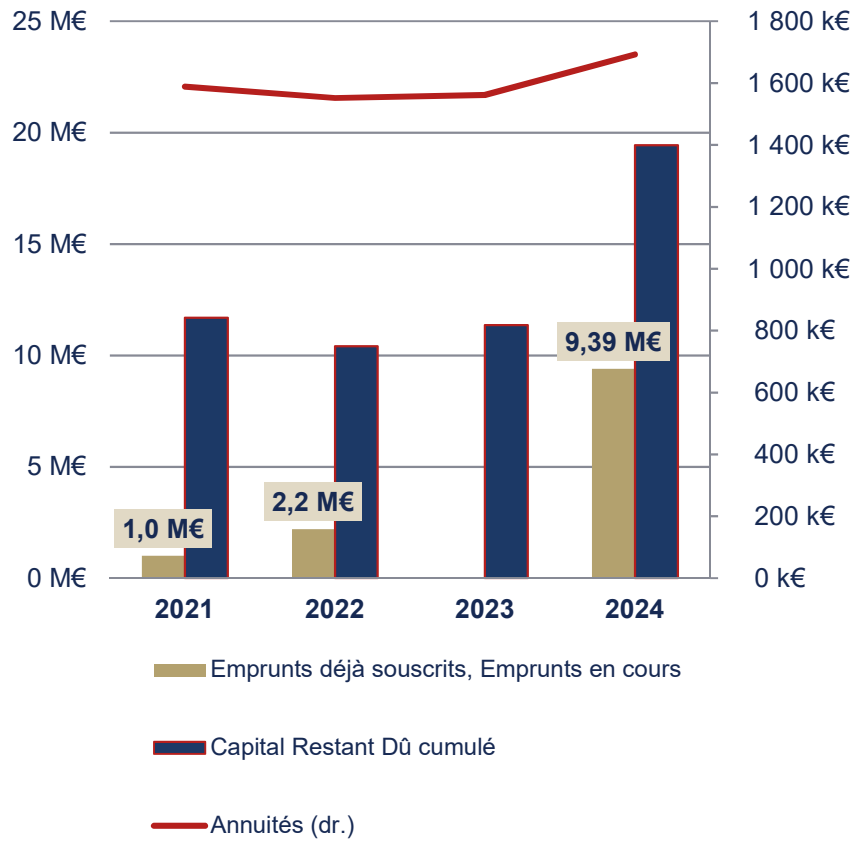
**Évolution des épargnes (hors cessions) et effet de ciseau**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une légère hausse du ratio de désendettement

**Évolution de l'encours de dette et du recours à l'emprunt**

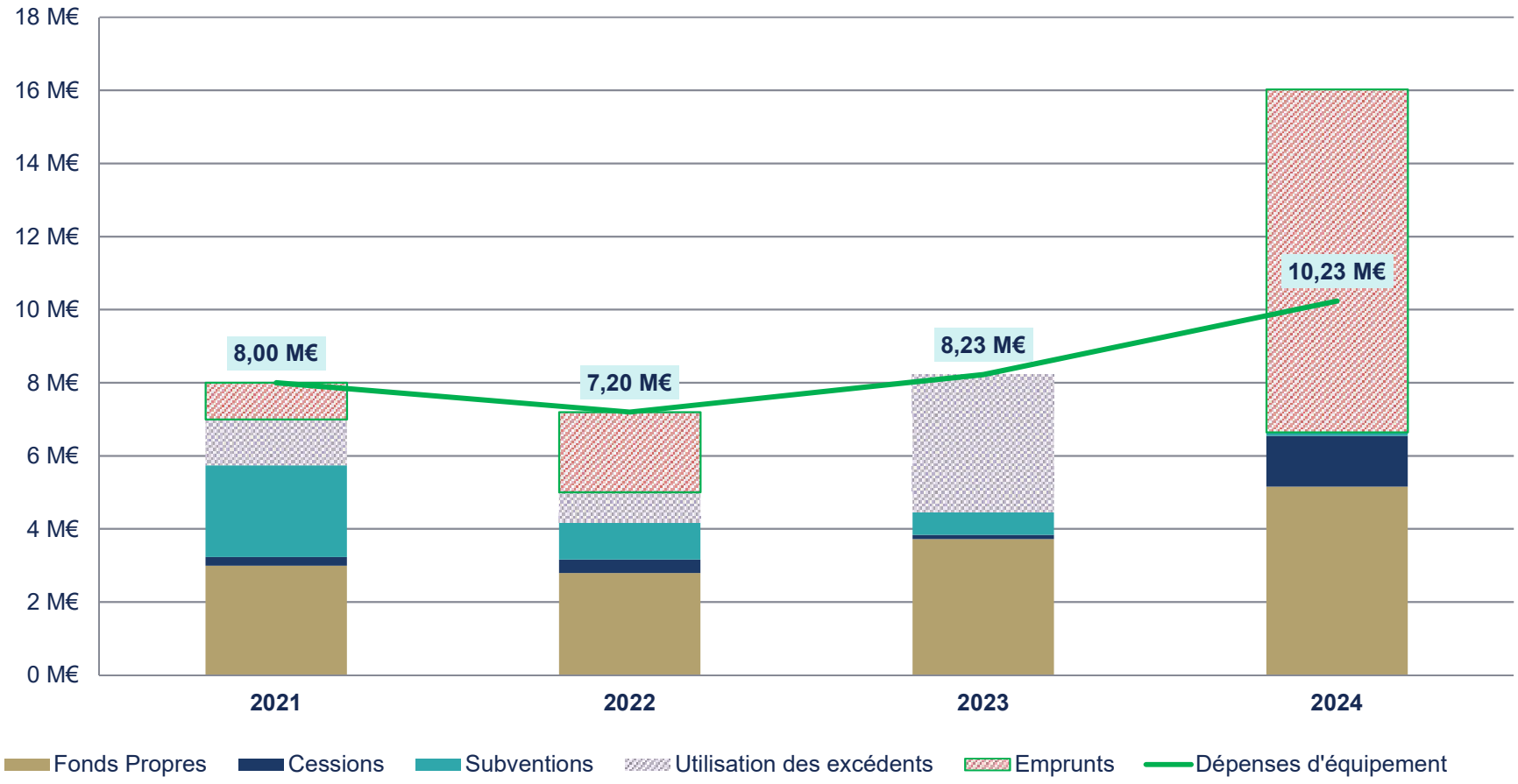



**Le ratio de désendettement (en années)**

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Le financement des dépenses d'équipement

## Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement



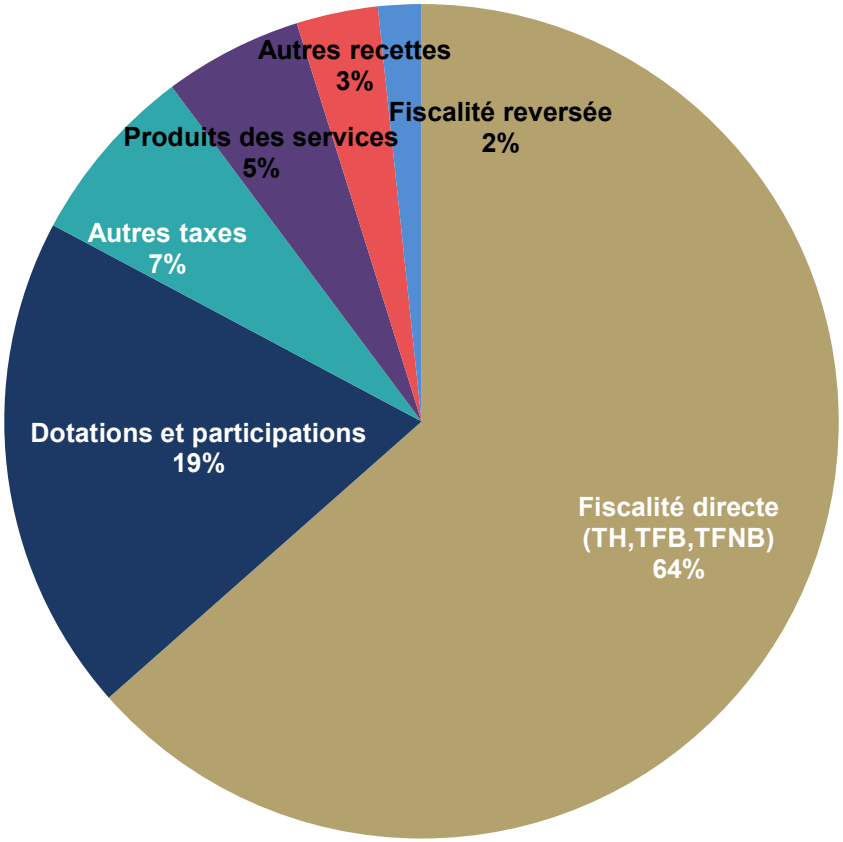
Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Budget Principal : synthèse des éléments de prospective 2025 - 2030

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Répartition des recettes réelles de fonctionnement

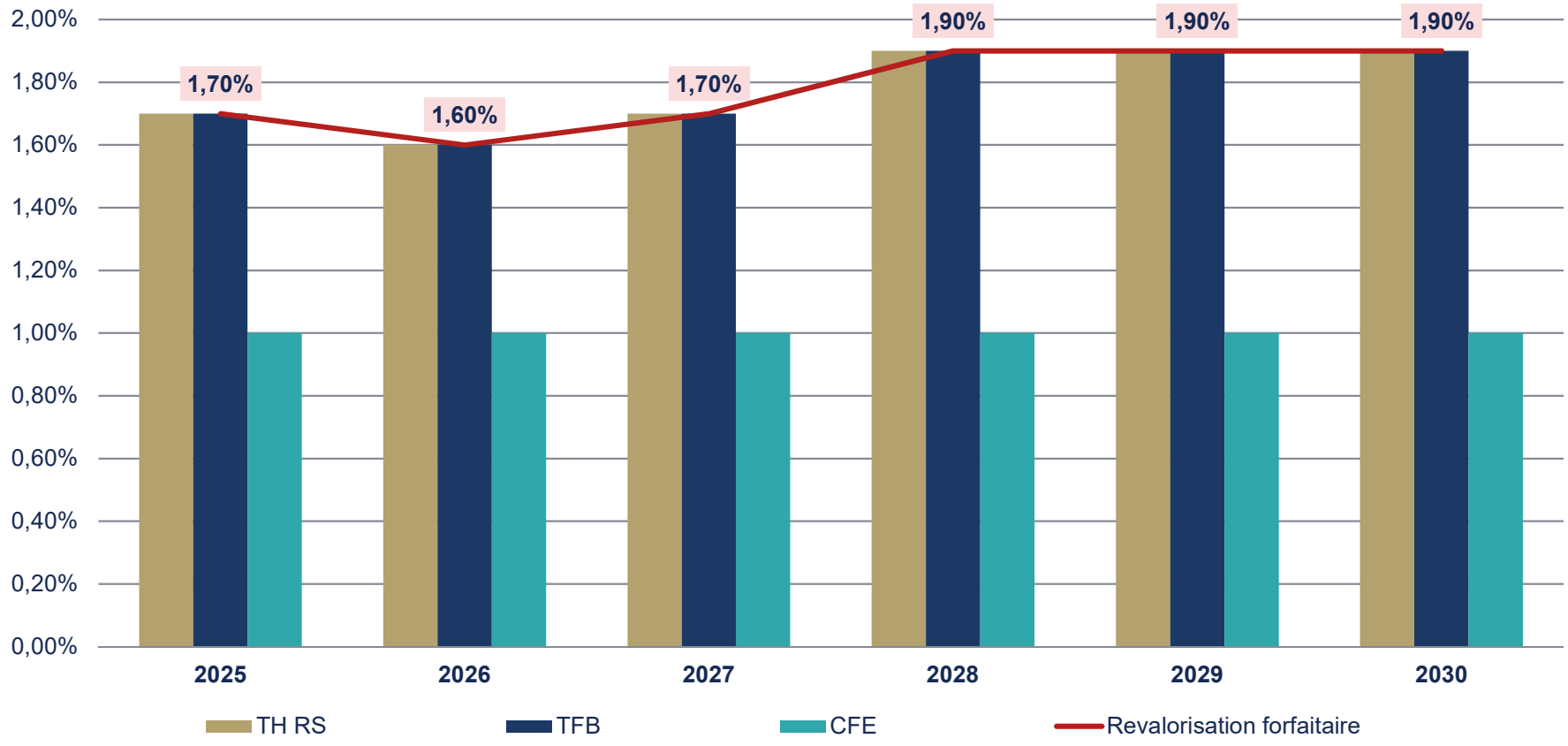
**Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2025 (hors produits de cession)**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une revalorisation forfaitaire en baisse conformément aux prévisions d'inflation

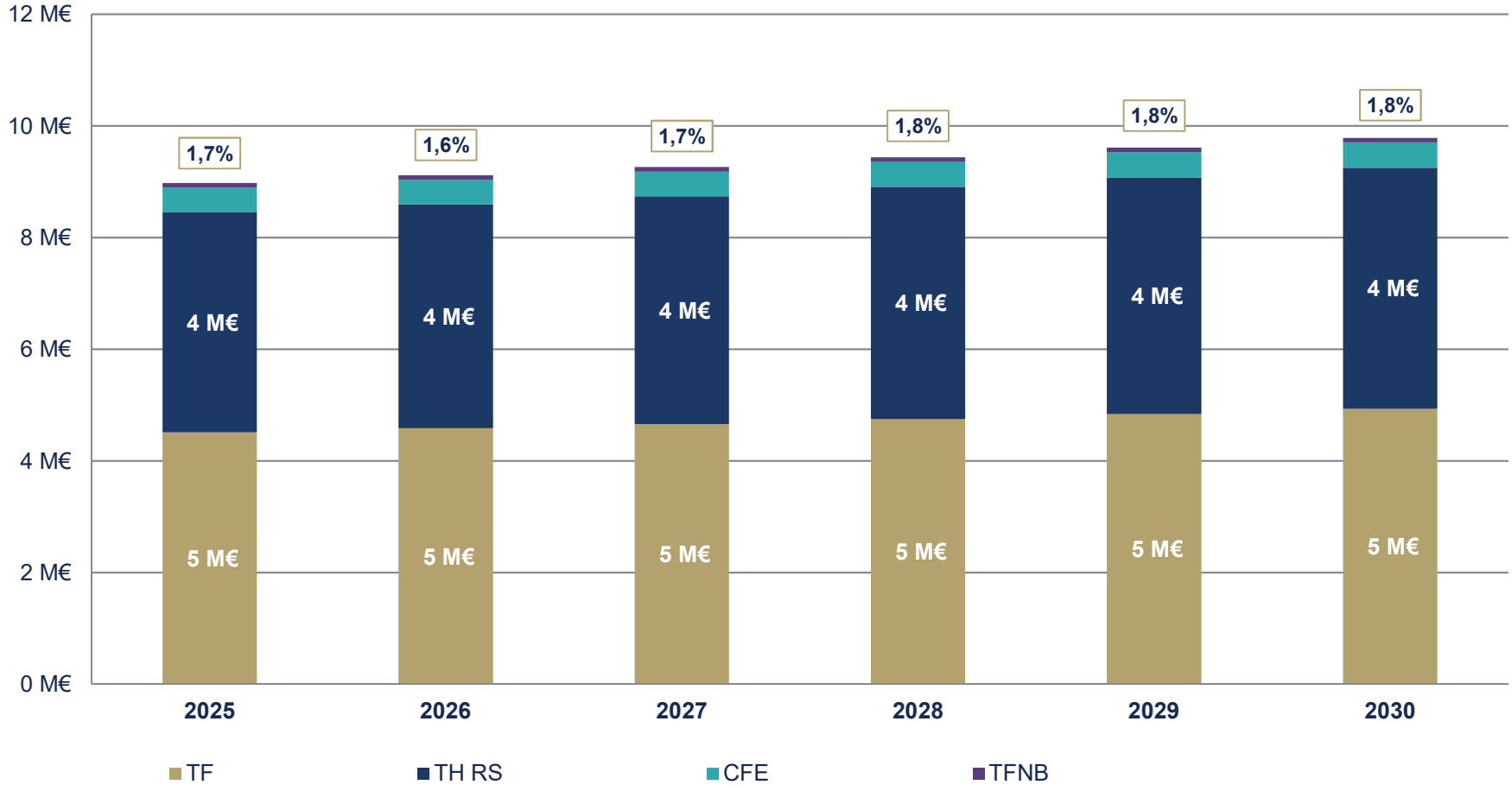
**Évolution des bases fiscales**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une progression du produit de la fiscalité directe sous le seul effet base

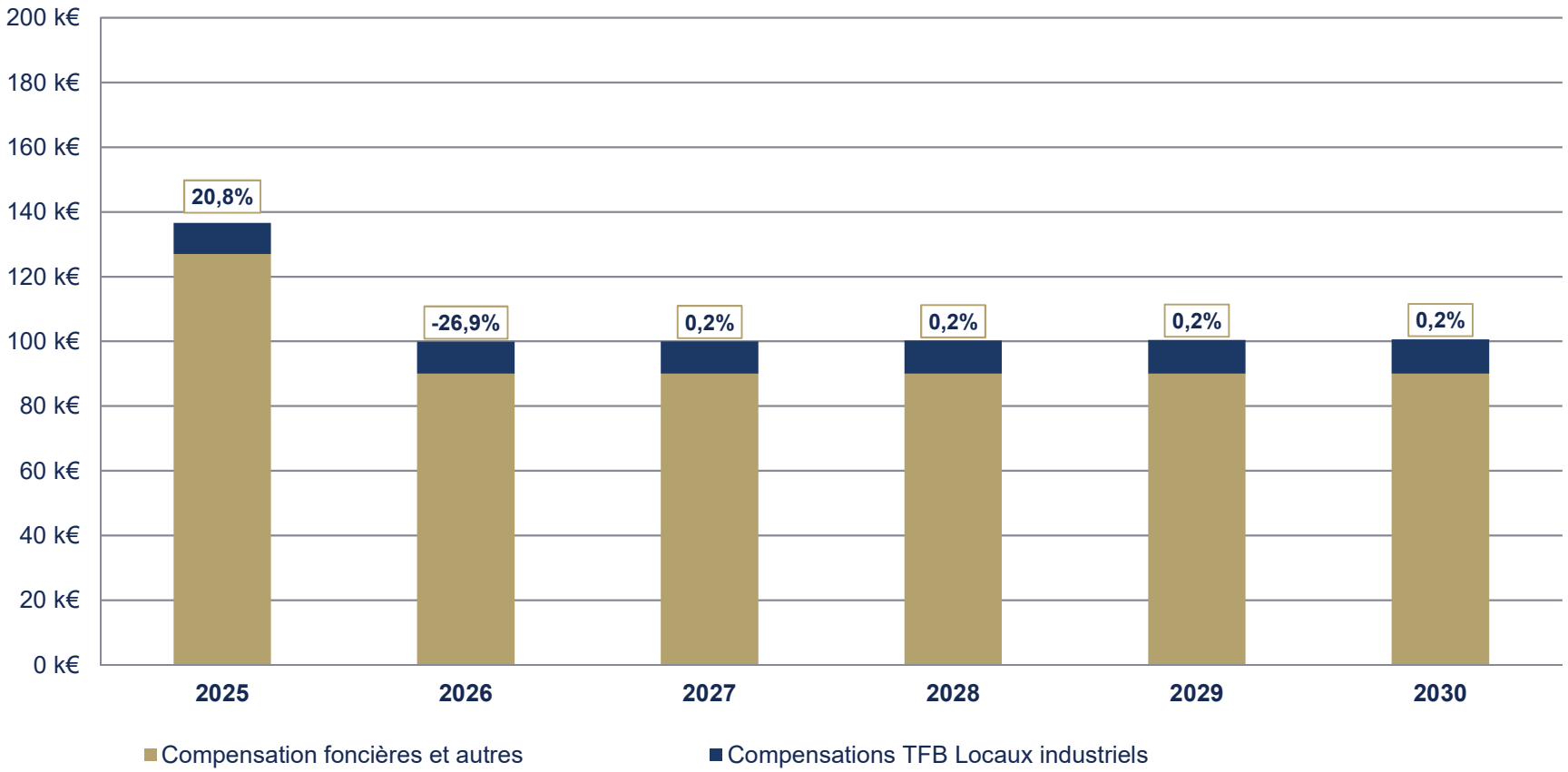
**Évolution du produit des contributions directes**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une compensation totale garantie par l'Etat au titre de l'exonération des locaux industriels

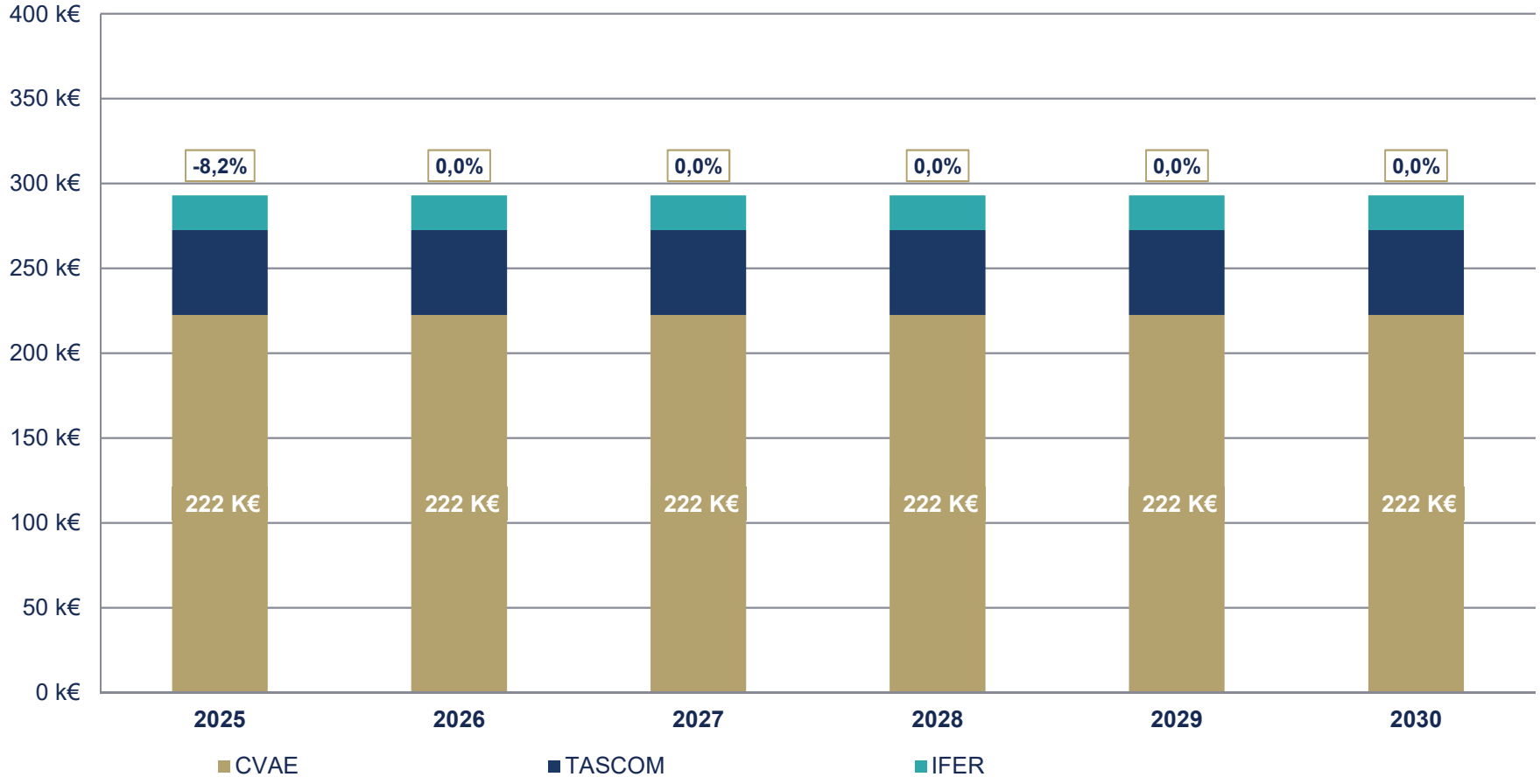
**Évolution des compensations fiscales**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# La fiscalité économique prévue stable

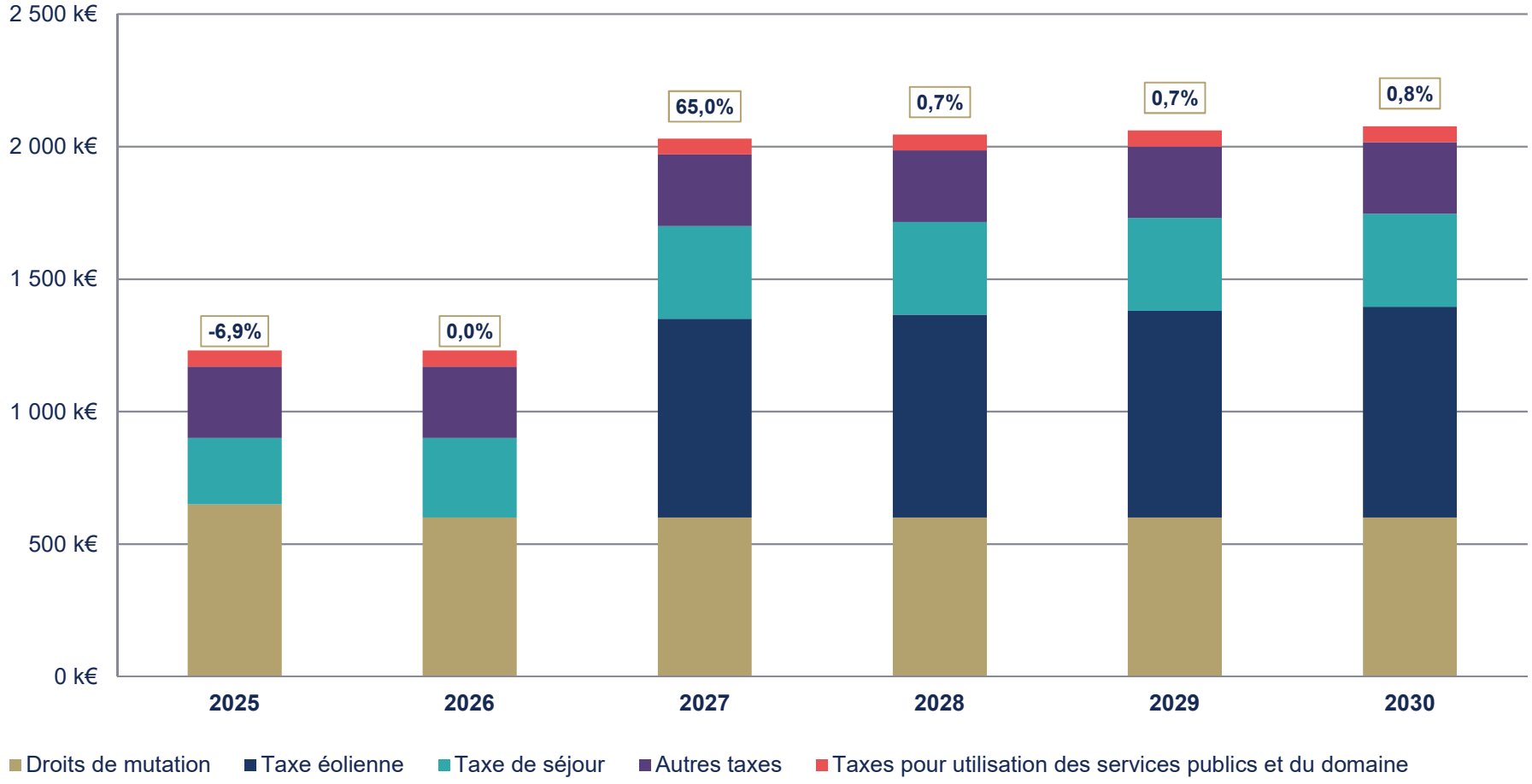
## Évolution de la fiscalité économique



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# La fiscalité indirecte

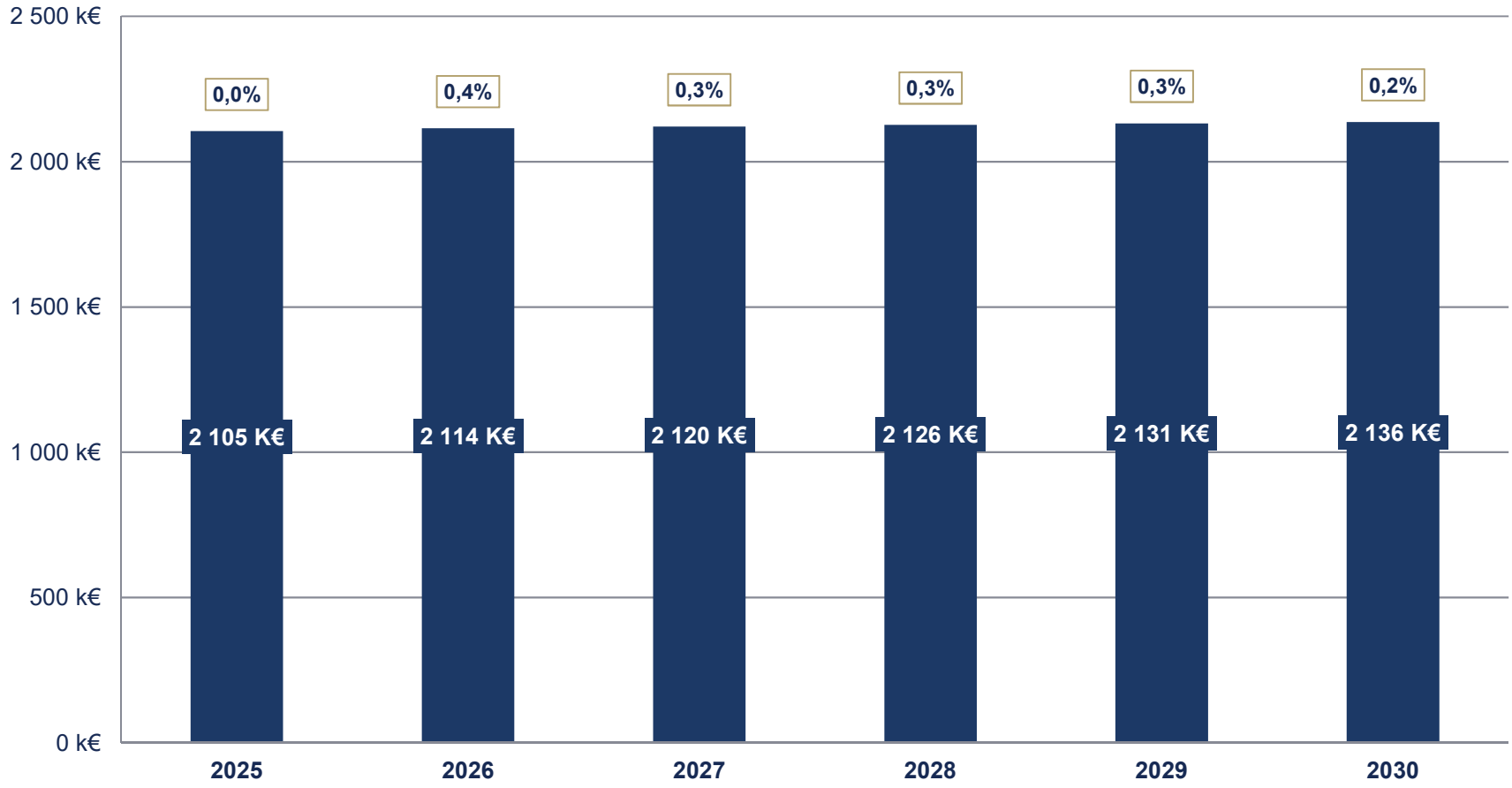
## Évolution et répartition du produit de la fiscalité indirecte



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Evolution de la dotation forfaitaire et de la dotation communale d'insularité

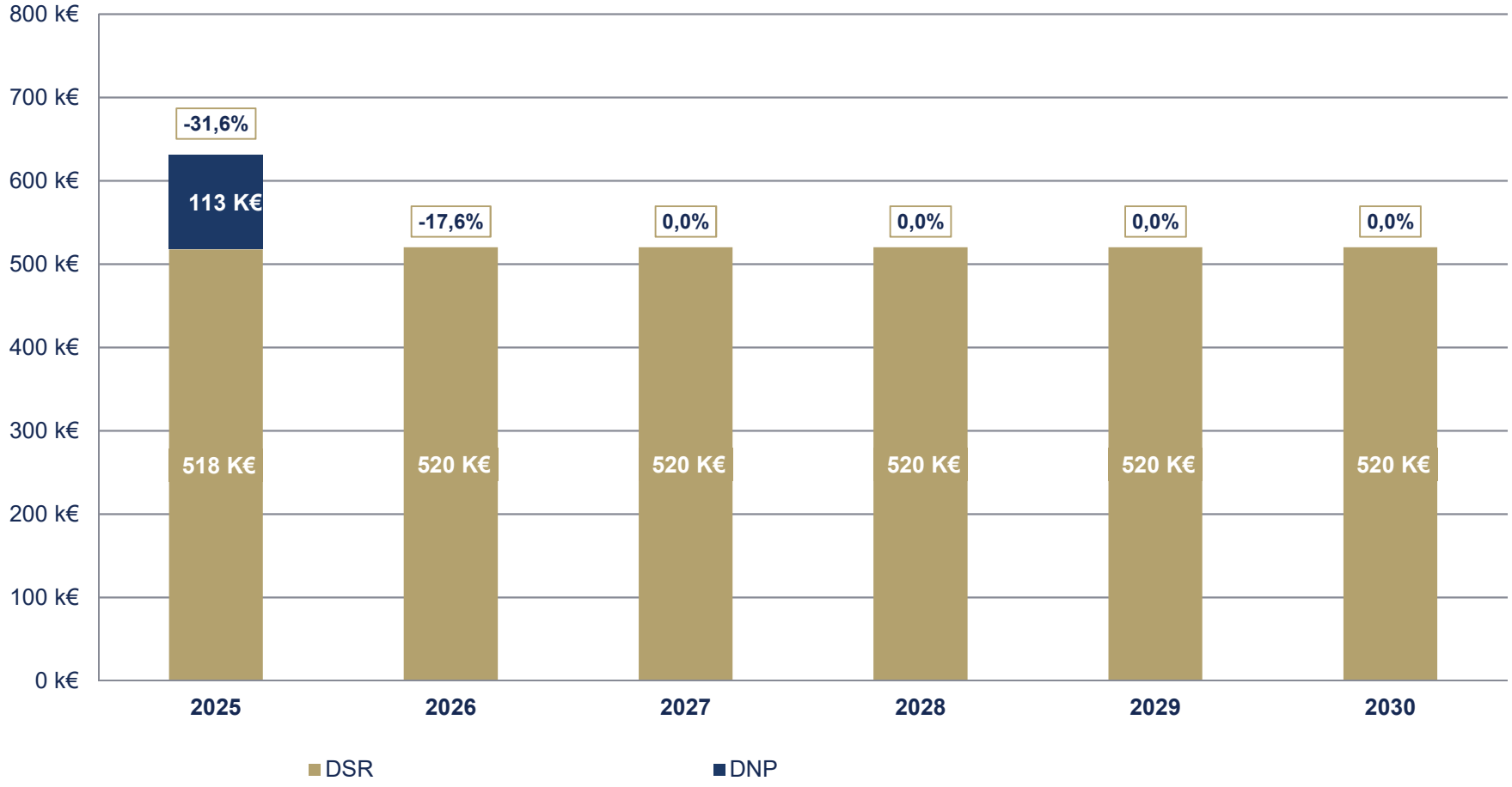
**Evolution de la dotation forfaitaire**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une perte de la DNP anticipée en 2026

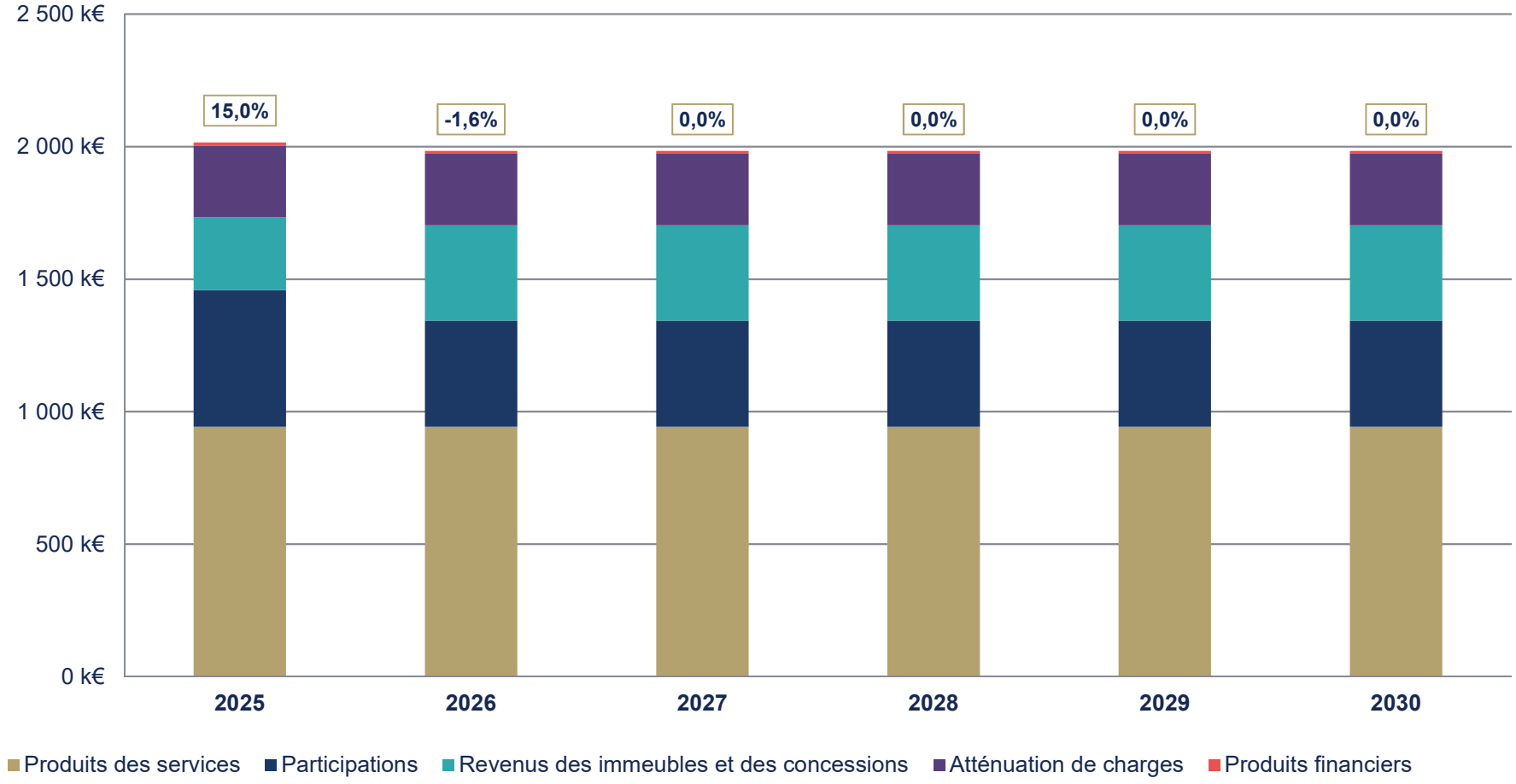
**Evolution des dotations de péréquation**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Les autres recettes

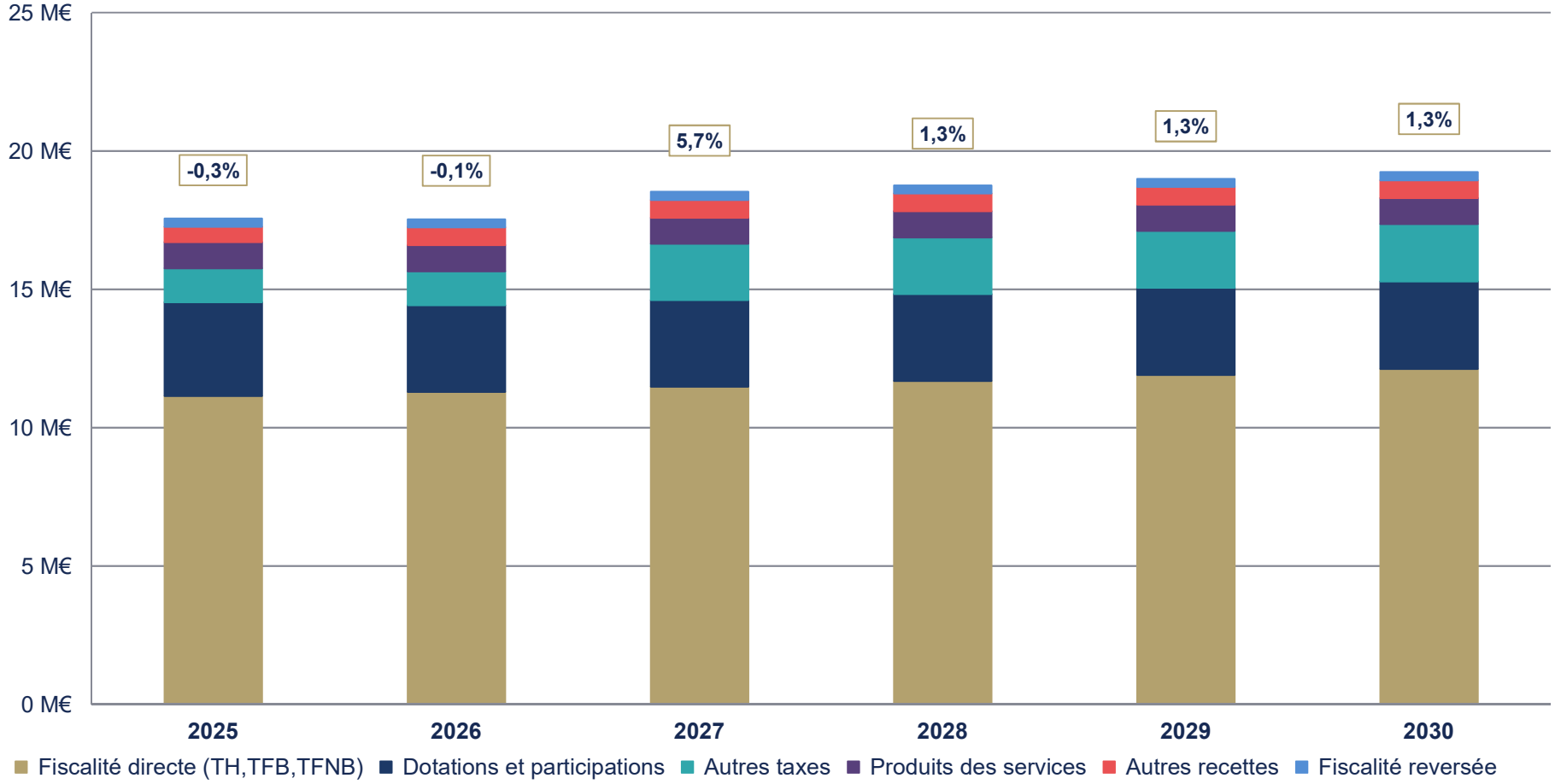
## Détail et évolution des autres recettes de fonctionnement



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Evolution des recettes réelles de fonctionnement

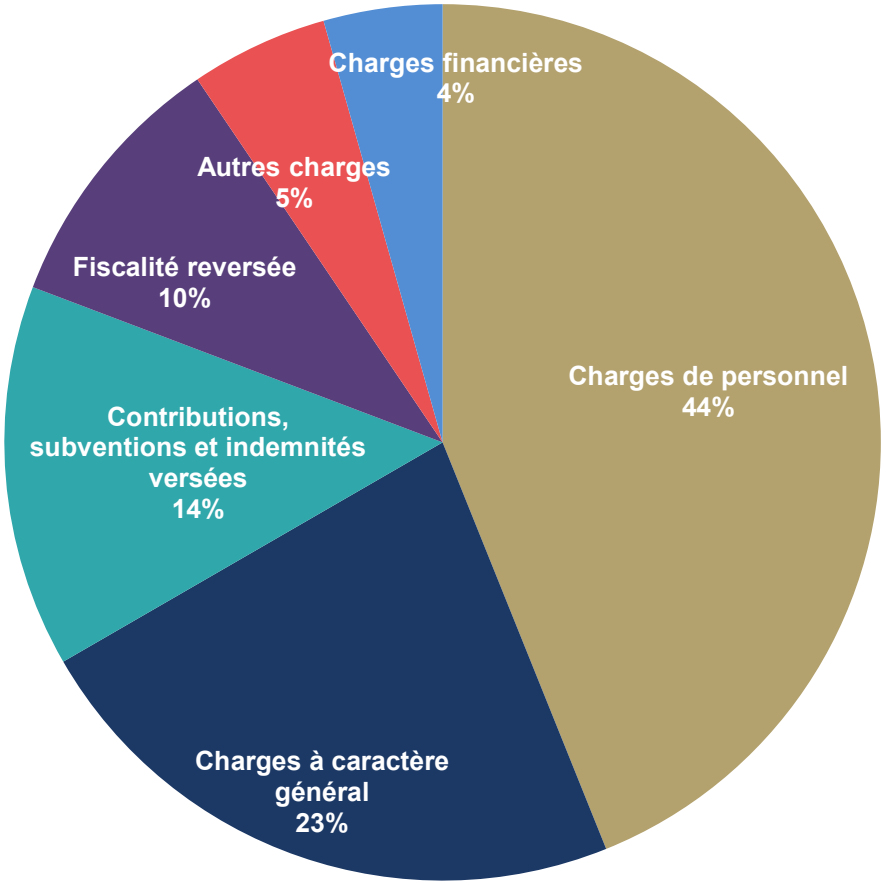
**Répartition et évolution des recettes réelles de fonctionnement**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Répartition des dépenses réelles de fonctionnement

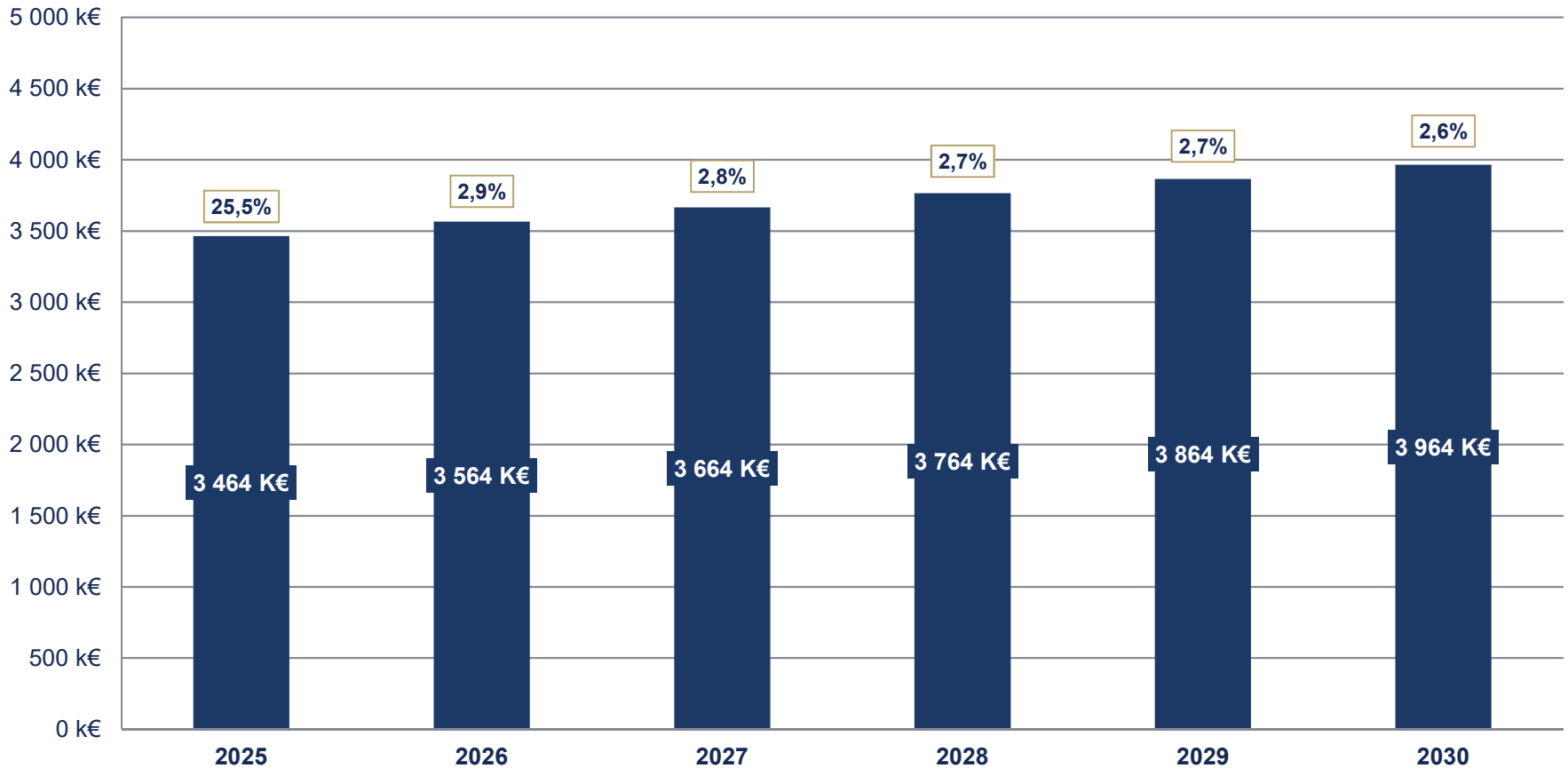
**Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2025**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Les charges à caractère général

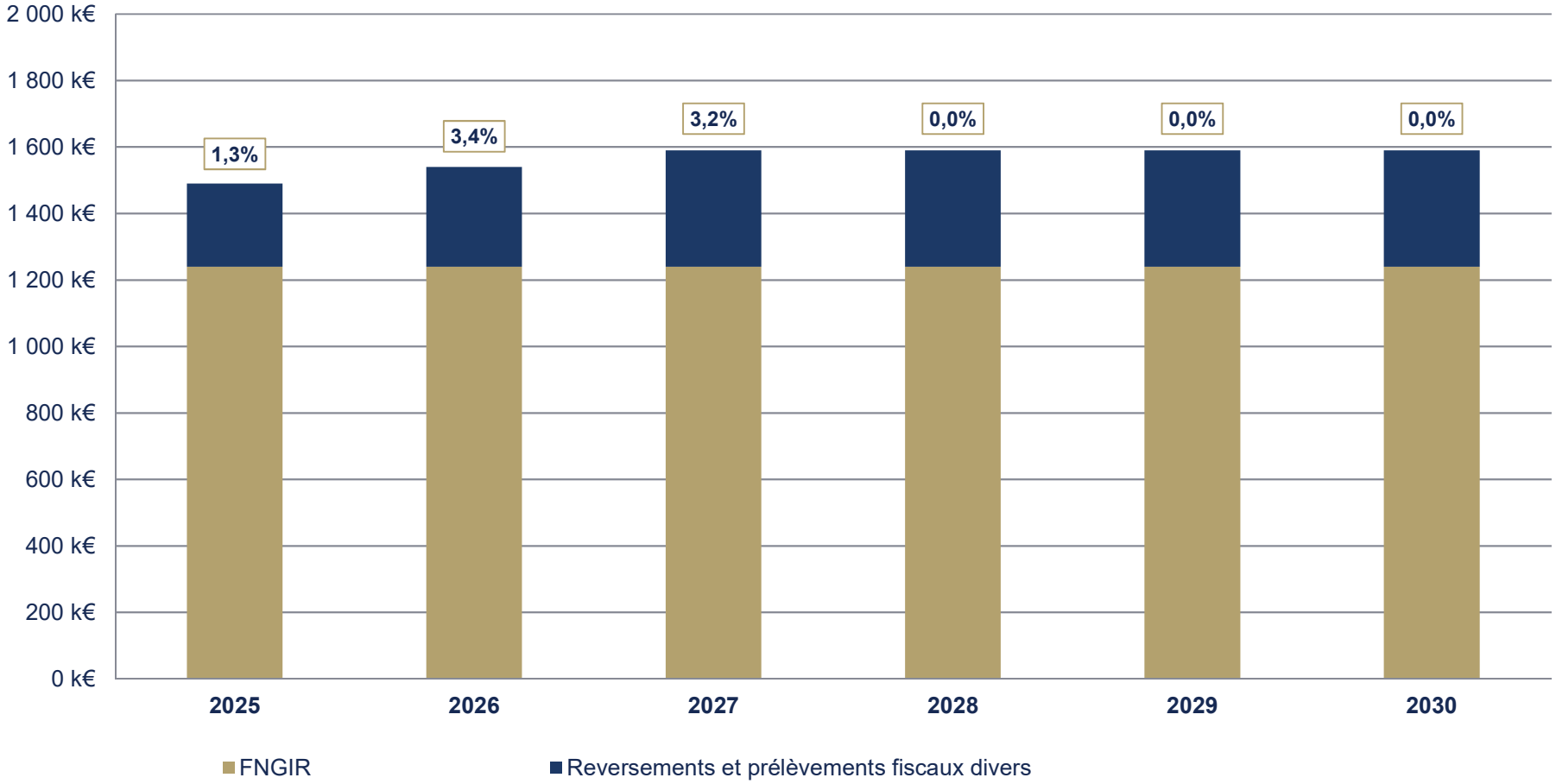
## Évolution des charges à caractère général



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Les atténuations de charges (hors FPIC)

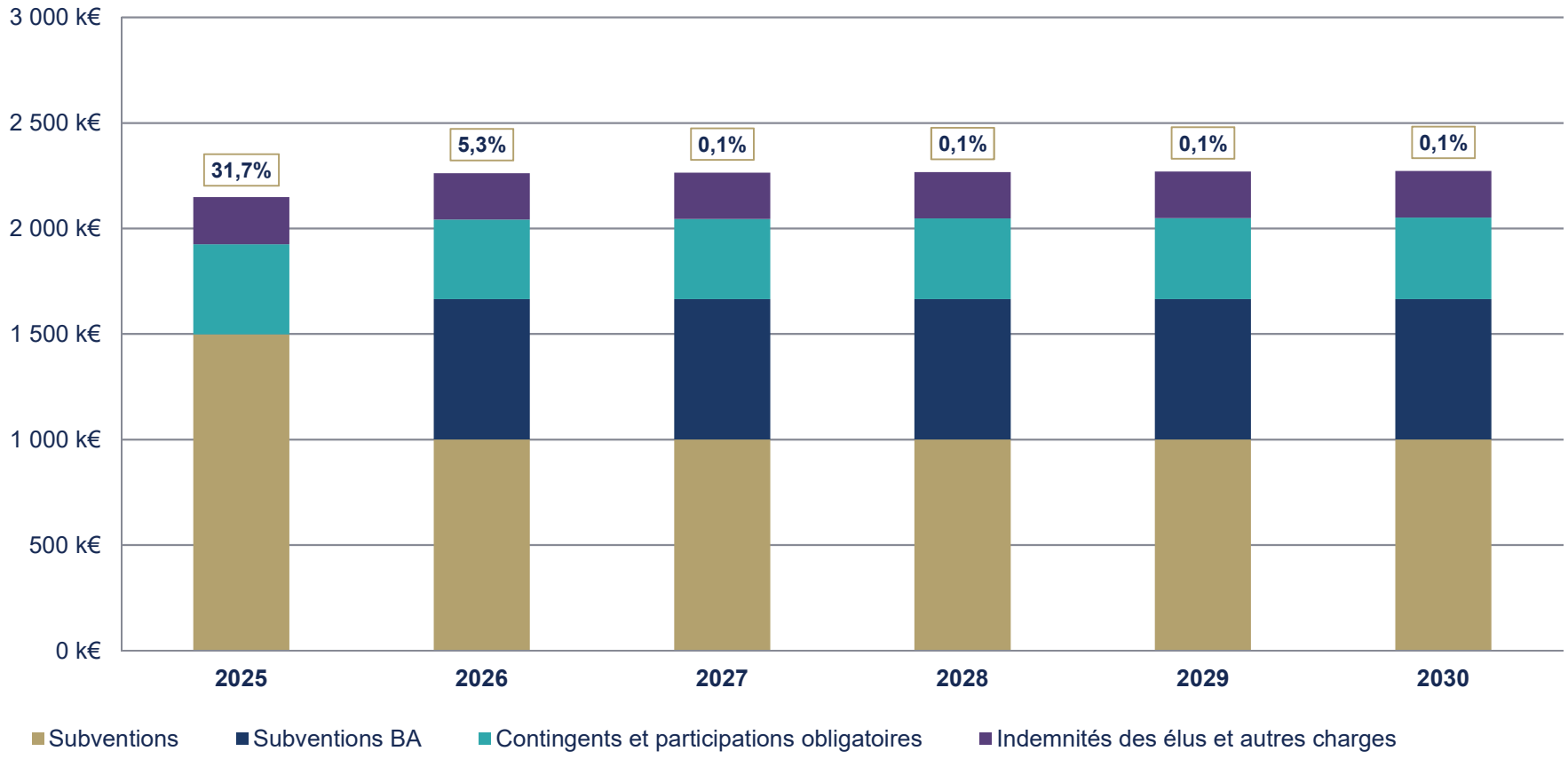
**Atténuations de charges :**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Les charges de gestion courante

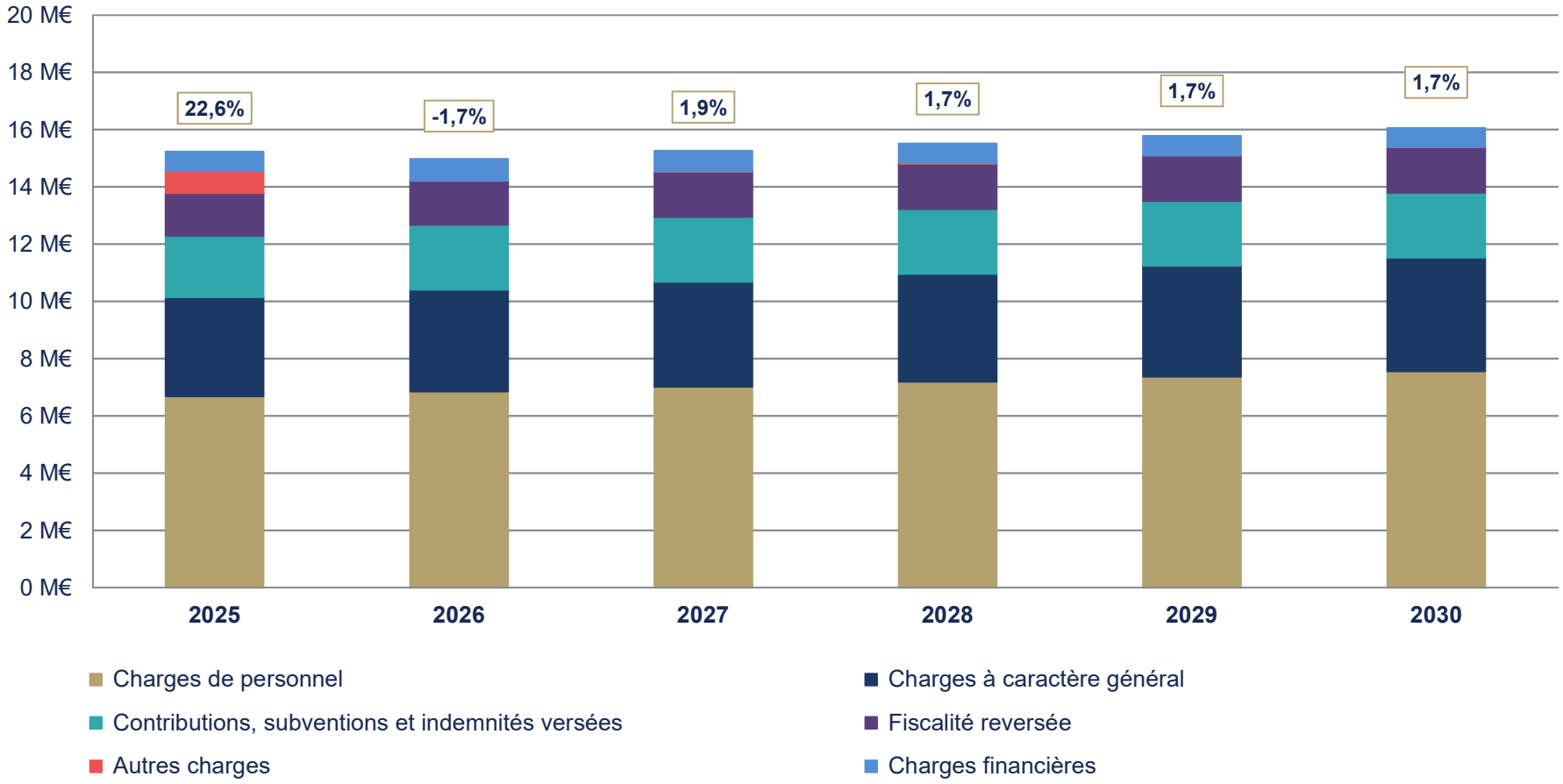
## Évolution des charges de gestion courante



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Evolution des dépenses de fonctionnement

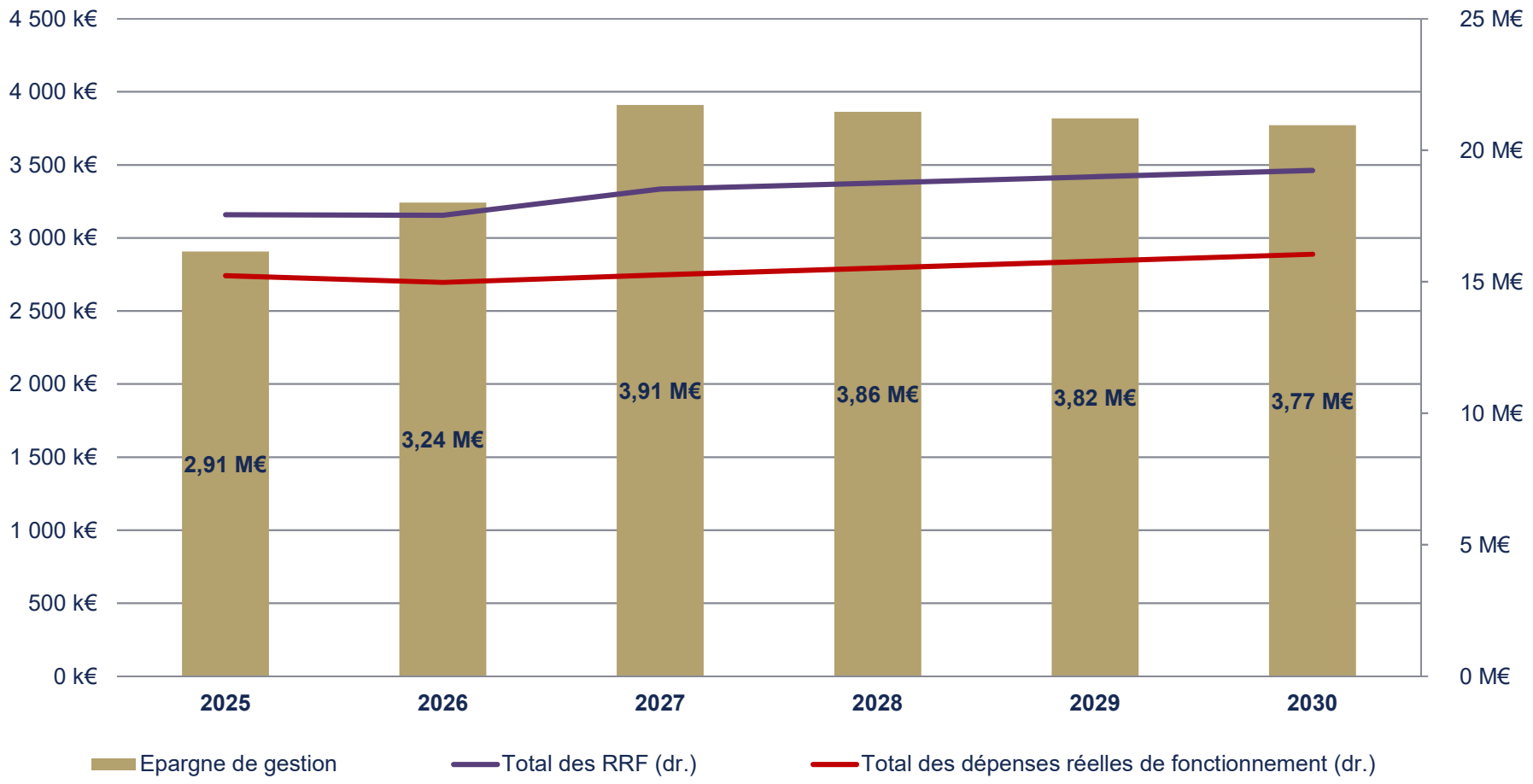
**Répartition et évolution des dépenses réelles de fonctionnement**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Comparaison des trajectoires des dépenses et recettes de fonctionnement

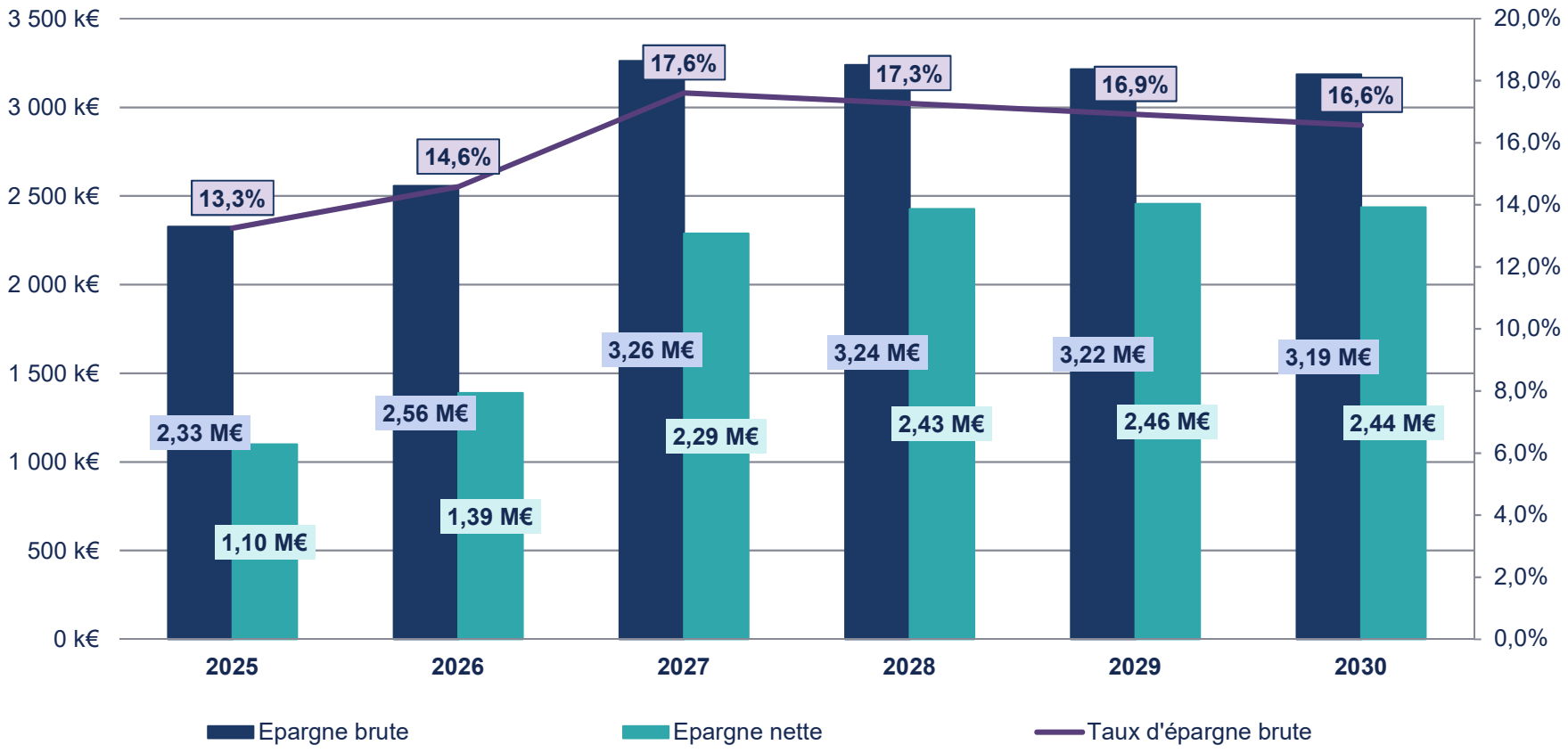
**Évolution de l'épargne de gestion et effet de ciseau**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Évolution des épargnes brute et nette et taux d'épargne brute

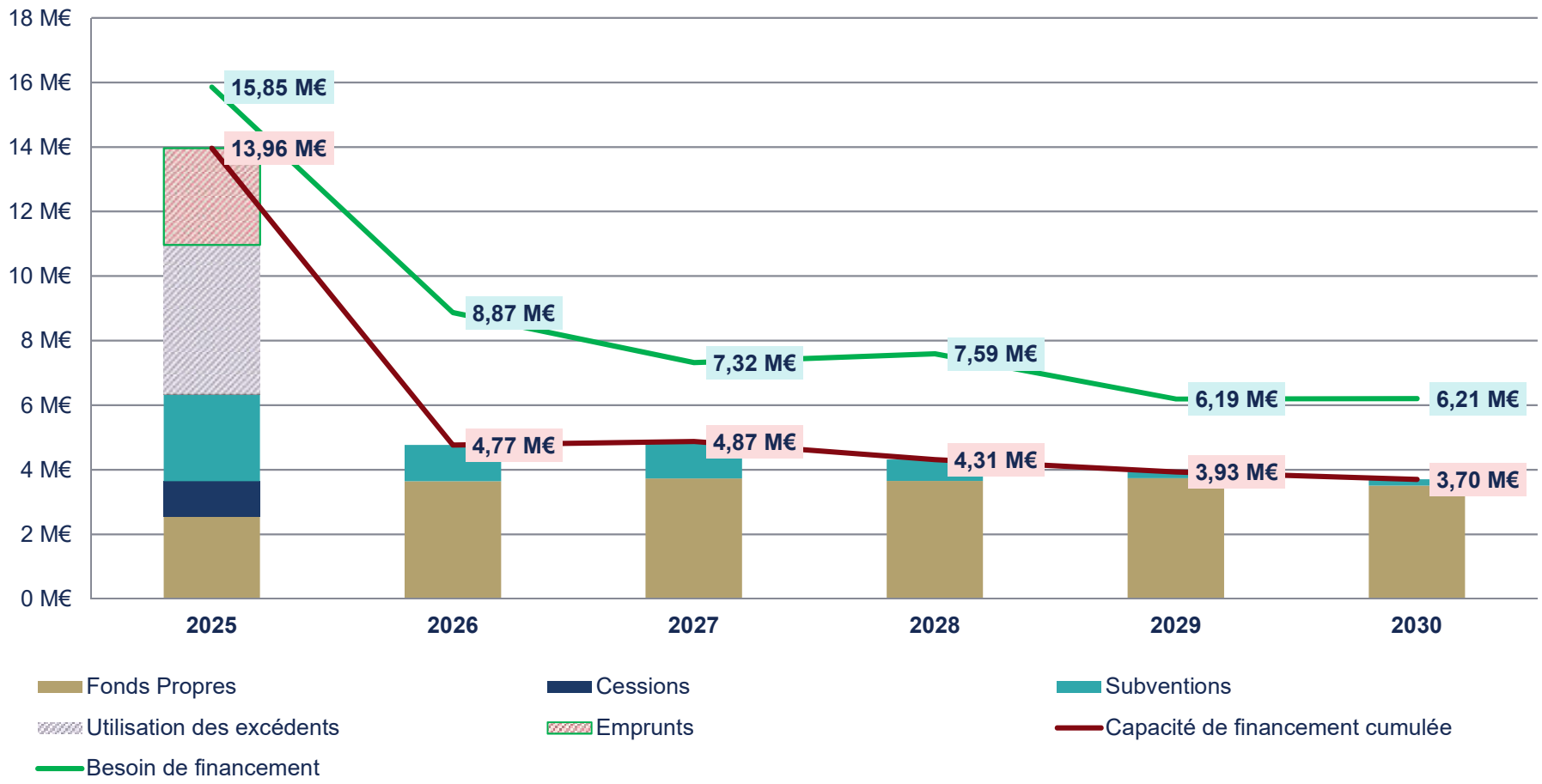
**Évolution des épargnes brute et nette et taux d'épargne brute**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Le financement des dépenses d'équipement

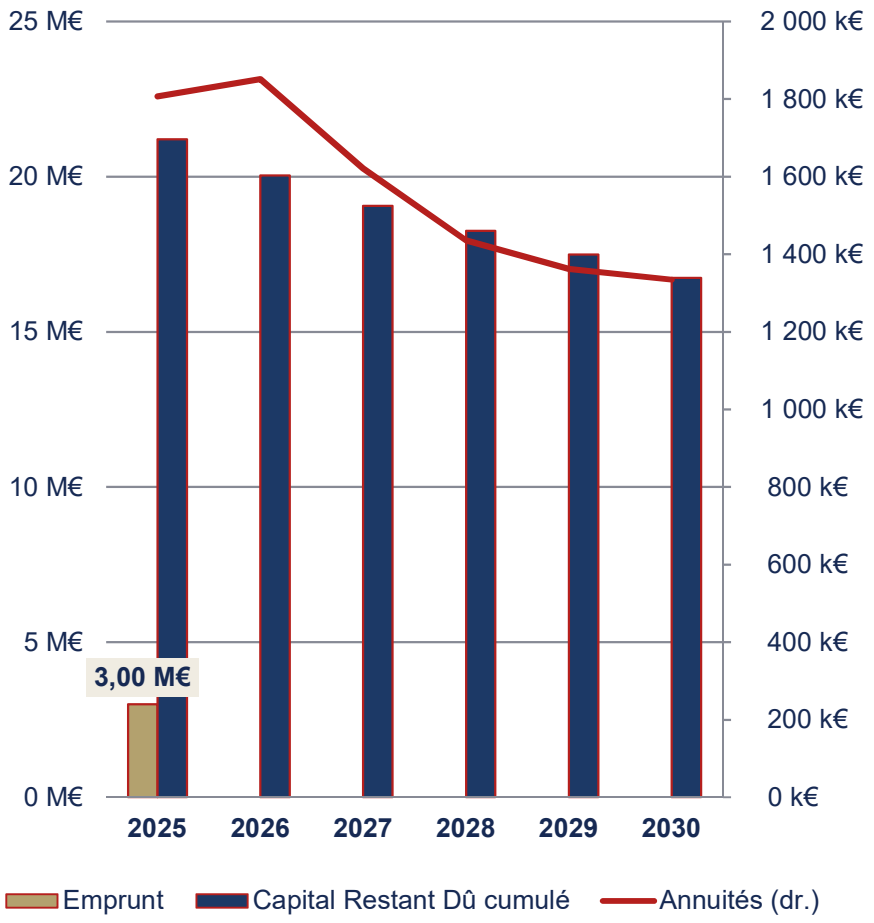
## Évolution des moyens de financement de l'investissement et des dépenses d'investissement

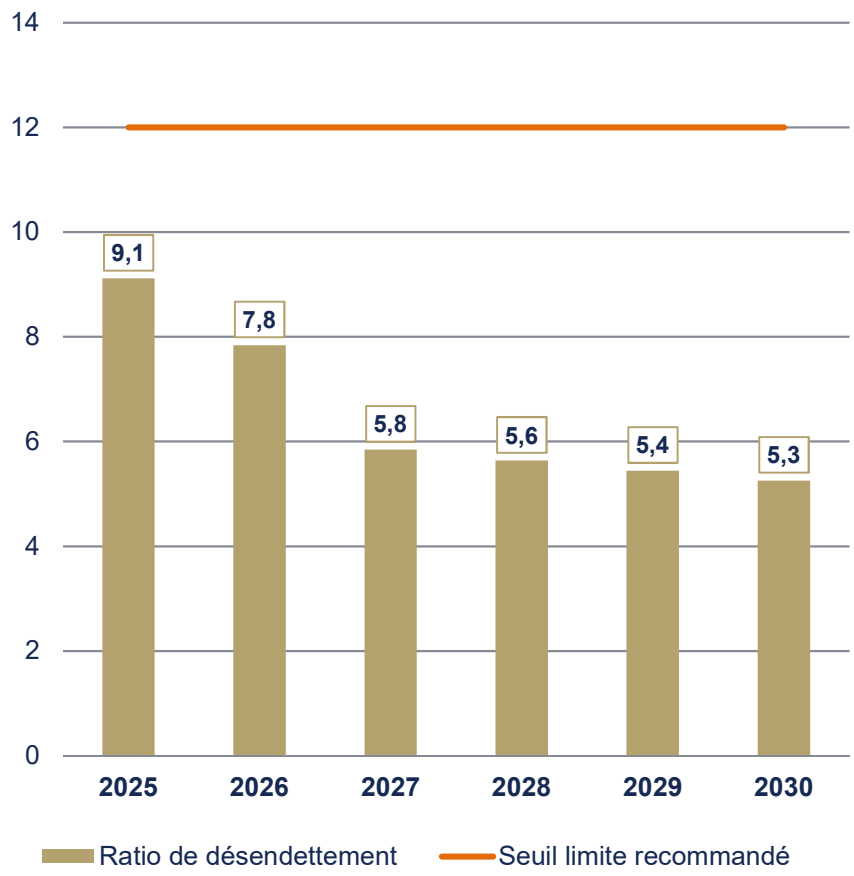


Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Un ratio de désendettement en deçà du seuil limite de 12 années

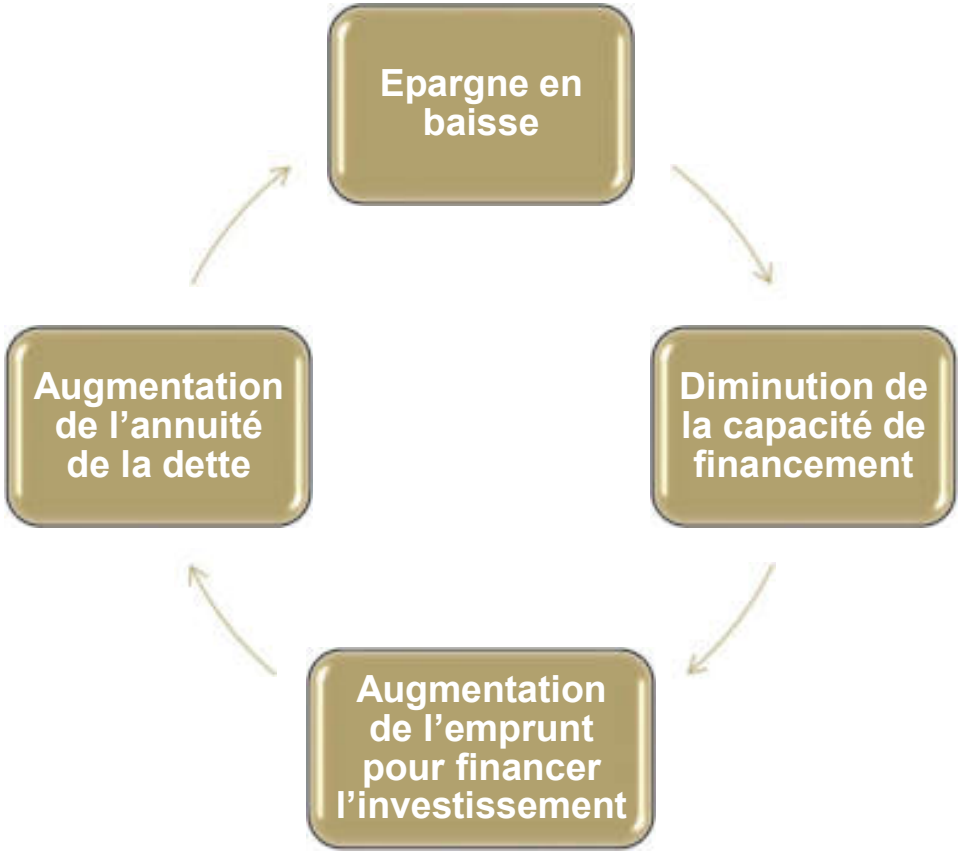
**Évolution de l'encours de dette et du recours à l'emprunt et du ratio de désendettement**



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Limiter le recours à l'emprunt




## Les causes :

1. Une épargne nette négative…
2. La capacité d'investissement est alors en diminution
3. Le recours à l'emprunt devrait donc augmenter pour garder une capacité d'investissement stable
4. Et en conséquence augmenterait l'annuité de la dette… en diminuant d'autant l'épargne.

## Les conséquences :

1. **<u>Le recours à l'emprunt nécessairement limité</u>**
2. Une action sur la section de fonctionnement pour améliorer l'épargne nette est nécessaire

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Un fonds de roulement minimal préservé

## Tableau de l'évolution du fonds de roulement

*Le fonds de roulement est la somme des excédents passés (001 + 002 + 1068). Il s'agit des réserves de la collectivité. Il évolue en fonction du résultat de l'exercice (dépenses réelles – recettes réelles).*

| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Fonds de roulement - Début d'exercice | **5 231 239 €** | **600 000 €** | **600 000 €** | **600 000 €** | **600 000 €** | **600 000 €** |
| Résultat de l'exercice | **-4 631 239 €** | **0 €** | **0 €** | **0 €** | **0 €** | **0 €** |
| Fonds de roulement - Fin d'exercice | **600 000 €** | **600 000 €** | **600 000 €** | **600 000 €** | **600 000 €** | **600 000 €** |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

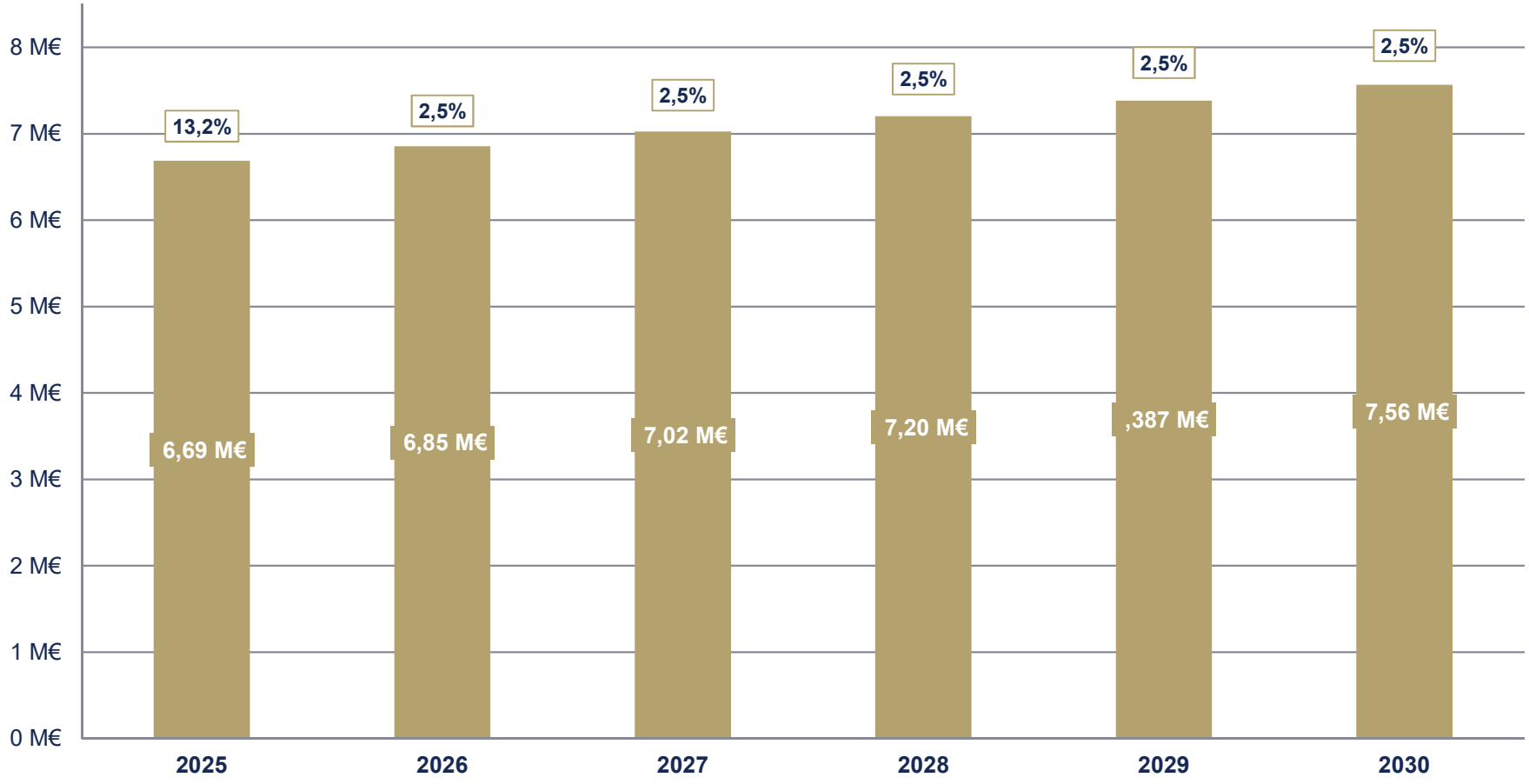
# 04

# L’évolution de la masse salariale

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Les charges de personnel : un enjeu majeur

## Évolution des charges de personnel



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Explications locales :

## Volet RH - Explications

Effets exogènes :

- CNRACL (+3%),
- Prévoyance (maintien garantie de salaire..) : augmentation + 25 K€ budget Mairie,
- Glissement GVT (+2,5% / + 35 K€)

Politique RH Mairie :
**+ 503 340€**

**TITUL :** + 416 000 € (nouveau poste DRH, création poste service finances, pole culturel – propreté & régie -, service propreté, complexe sportif, espaces naturels

**STAGIAIRES REMUNERES :** 3 840 € (patrimoine culture)

**NON TITULAIRES :** + 83 500 € (renfort saisonnier urba/meublés de tourisme, commissaires enquêteurs, coordinateur recensement, ..)

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

MAIRIE DE
L'ILE D'YEU

# Rapport d'Orientation Budgétaire
# Exercice 2025

**Diffusion restreinte**



# Cadre légal

Le débat d'orientation budgétaire a vocation à éclairer le vote des élus et à permettre à l'exécutif de tenir compte des discussions afin d'élaborer des proportions qui figureront dans le budget primitif de la collectivité. LE débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel.
Le DOB est obligatoire dans les communes, EPCI et syndicats de 3500 habitants et plus. Il doit avoir lieu dans les deux mois précédents l'examen du budget par l'assemblée délibérante. (Article L2312-1 du CGCT).
Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 apporte des informations quant au contenu, aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire.
Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un rapport conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT.

Contenu obligatoire :
- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre
- La présentation des engagements pluriannuels
- Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, les EPCI de plus de 10 000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants, et les départements, le rapport comporte également les informations relatives :
- À la structure des effectifs ;
- Aux dépenses de personnel, comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
- À la durée effective du travail.
- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement.
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Sommaire

1 - Le contexte macro-économique

2 - Le décryptage de la Loi de Finances pour 2025

3 - Les grandes orientations budgétaires

4 - L'évolution de la masse salariale

5 - La structure et l'évolution de la dette

6 - Synthèse consolidée



# 03

# Les grandes orientations budgétaires (analyse rétro-prospective)

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

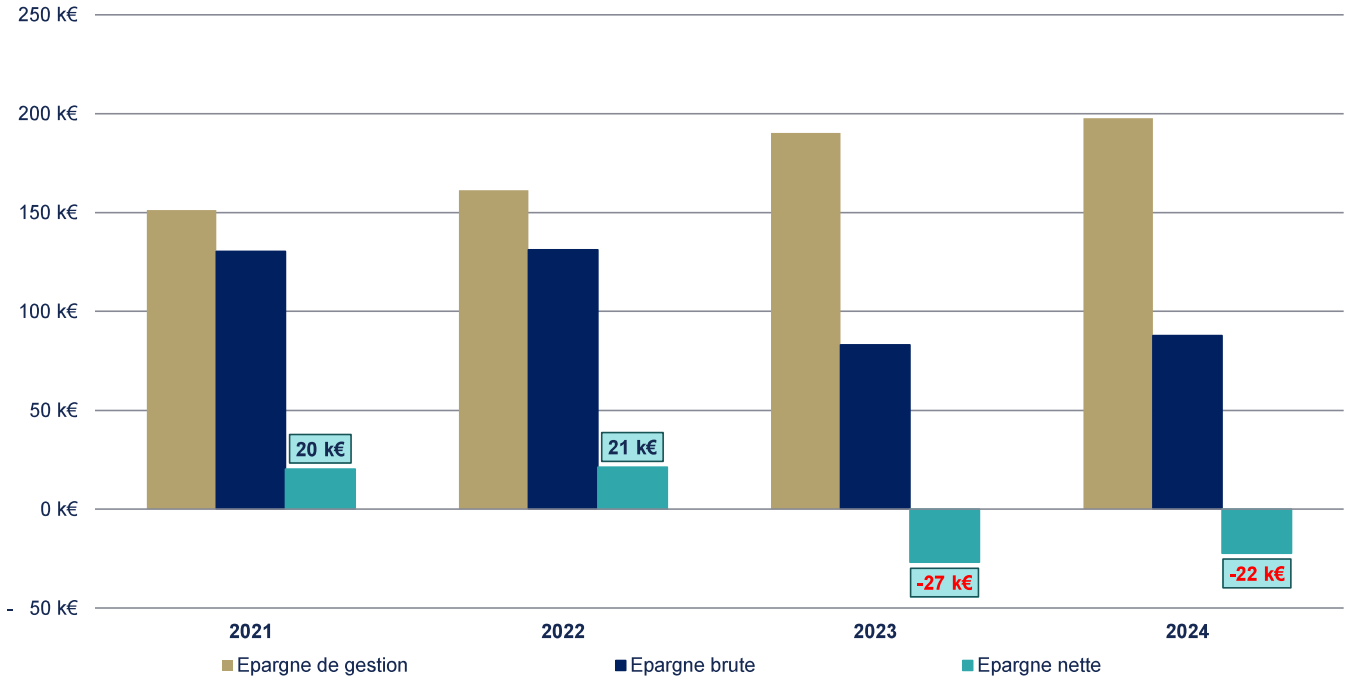
# Synthèse des éléments de rétrospective 2021 - 2024



# Budget Zone artisanale

# Une épargne nette négative en fin de période

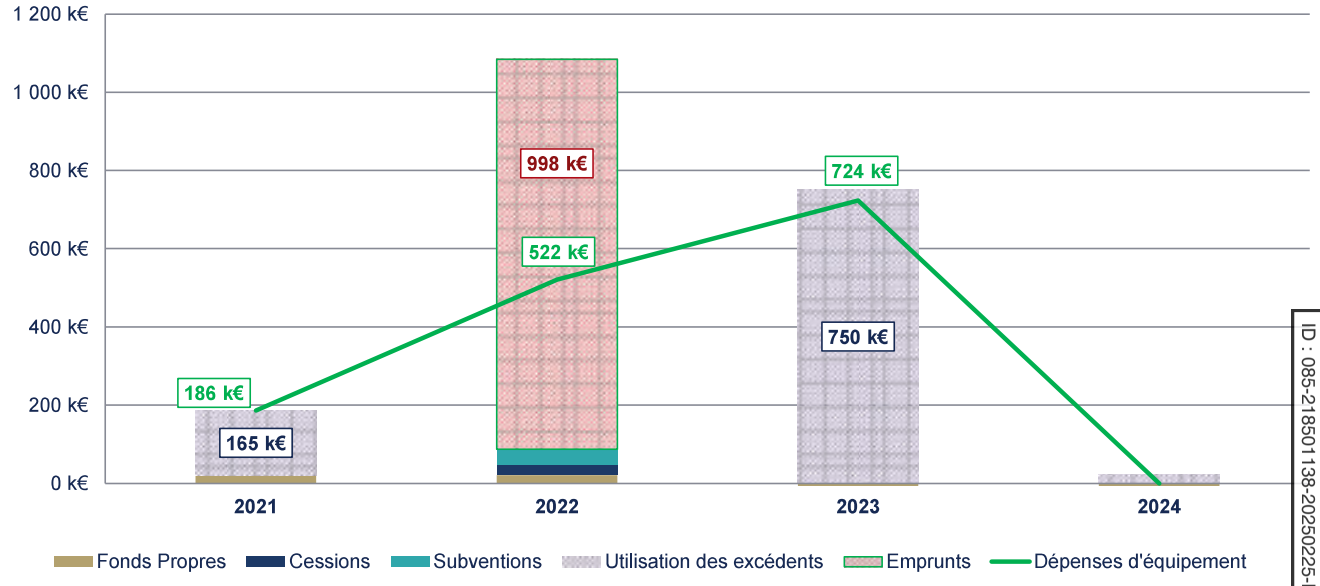
**Évolution des épargnes (hors cessions)**






# Des dépenses d'équipement principalement financées par l'emprunt et les excédents

**Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement**




**Les 1,43 M€** d'investissements réalisés par la collectivité sur le budget « Zone artisanale » ont été financés à 70% par l'emprunt et à 66% par l'utilisation des excédents.



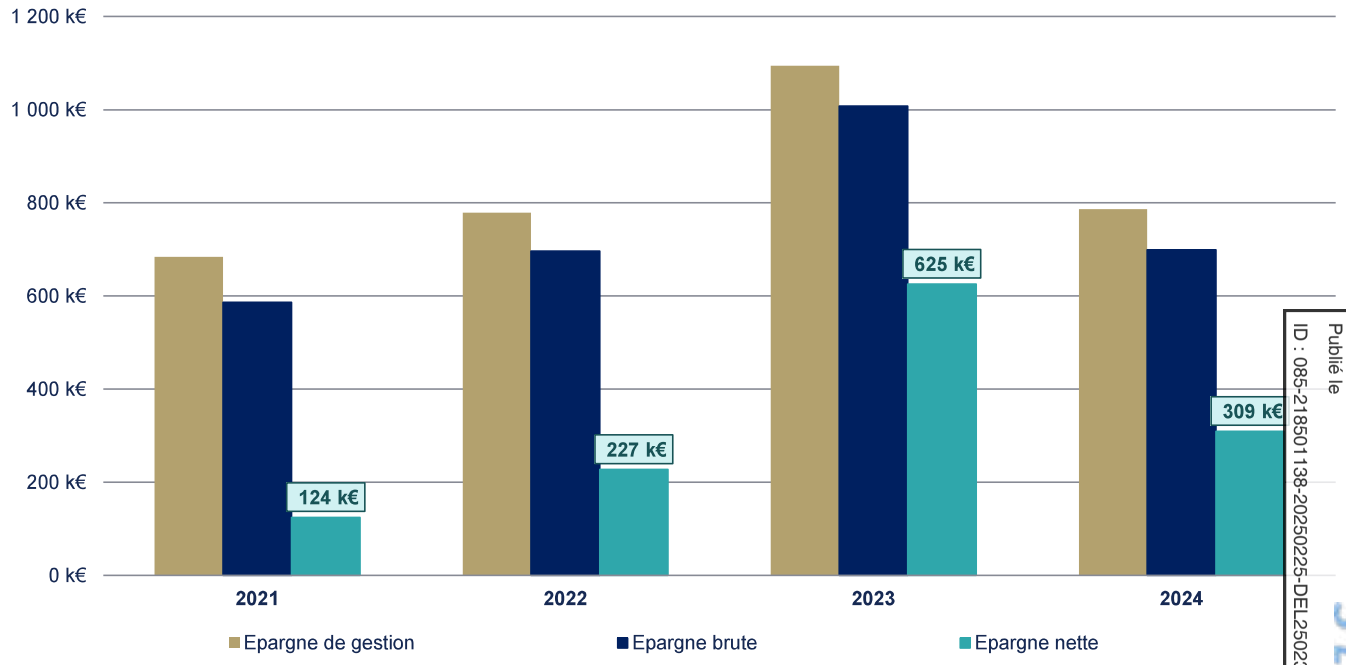
Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Budget Assainissement



# Des épargnes qui retrouvent leur trajectoire à la baisse en 2024

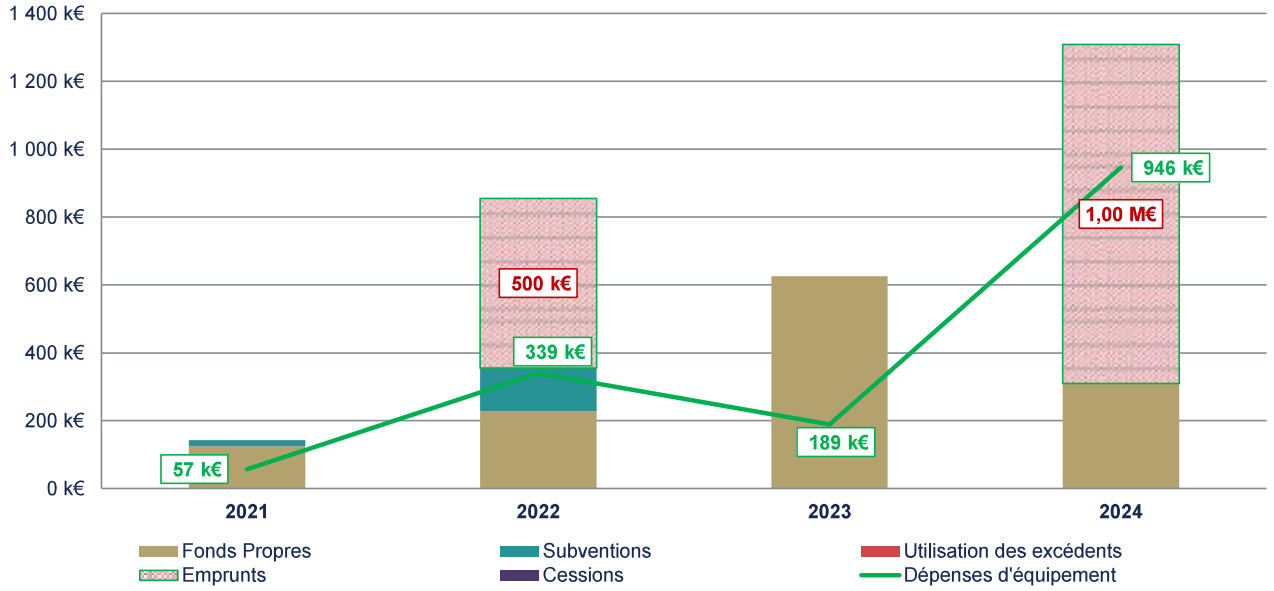
**Évolution des épargnes (hors cessions)**




Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Des dépenses d'équipement principalement financées par l'emprunt

**Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement**




**Les 1,53 M€** d'investissements réalisés par la collectivité sur le budget « Assainissement » ont été financés à 98% par l'emprunt.

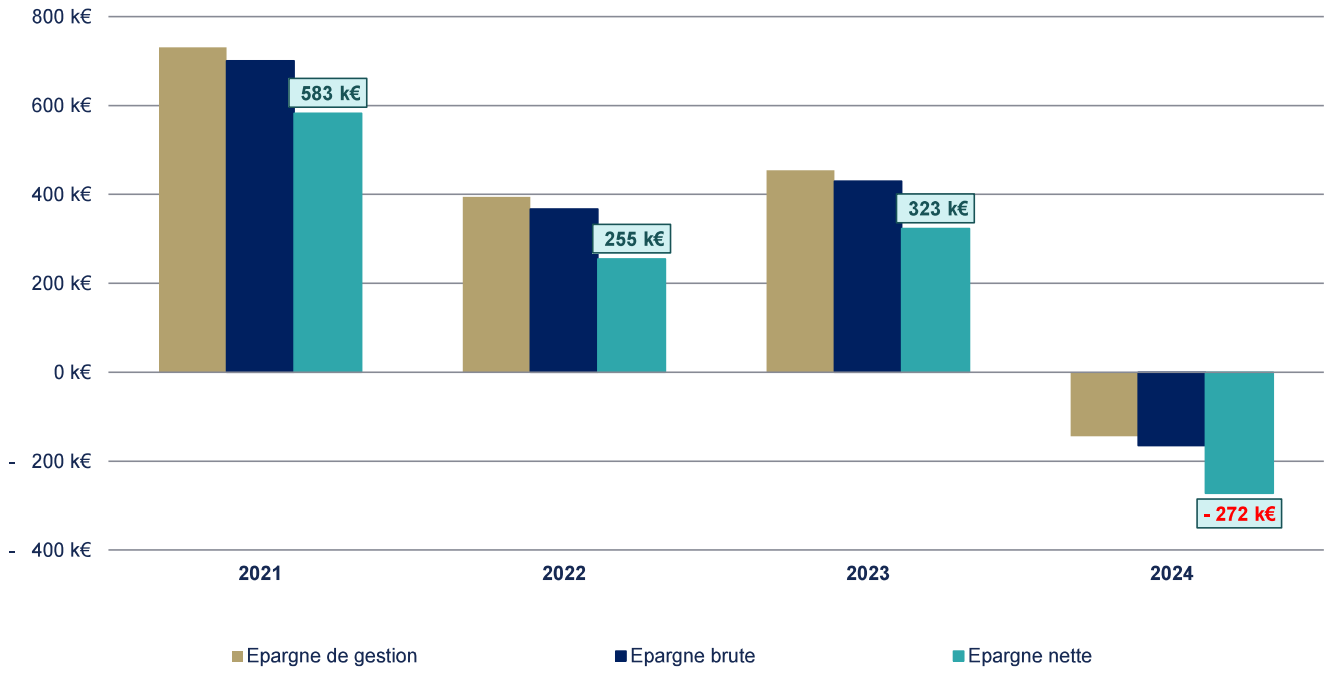


# Budget Ordures ménagères

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une épargne nette négative en 2024

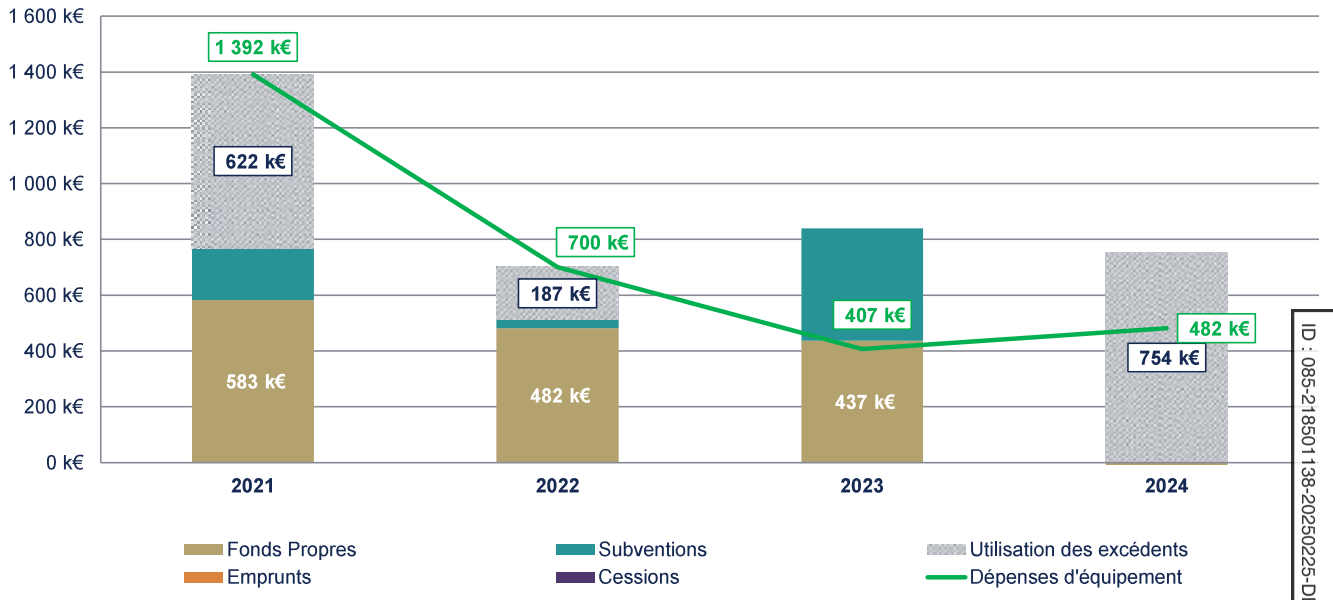
**Évolution des épargnes (hors cessions)**






# Des dépenses d'équipement principalement financées par l'utilisation des excédents

**Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement**




**Les 2,98 M€** d'investissements réalisés par la collectivité sur le budget « Ordures ménagères » ont été financé principalement **par l'utilisation des excédents à 52% et par l'utilisation des fonds propres à hauteur de 41%.**



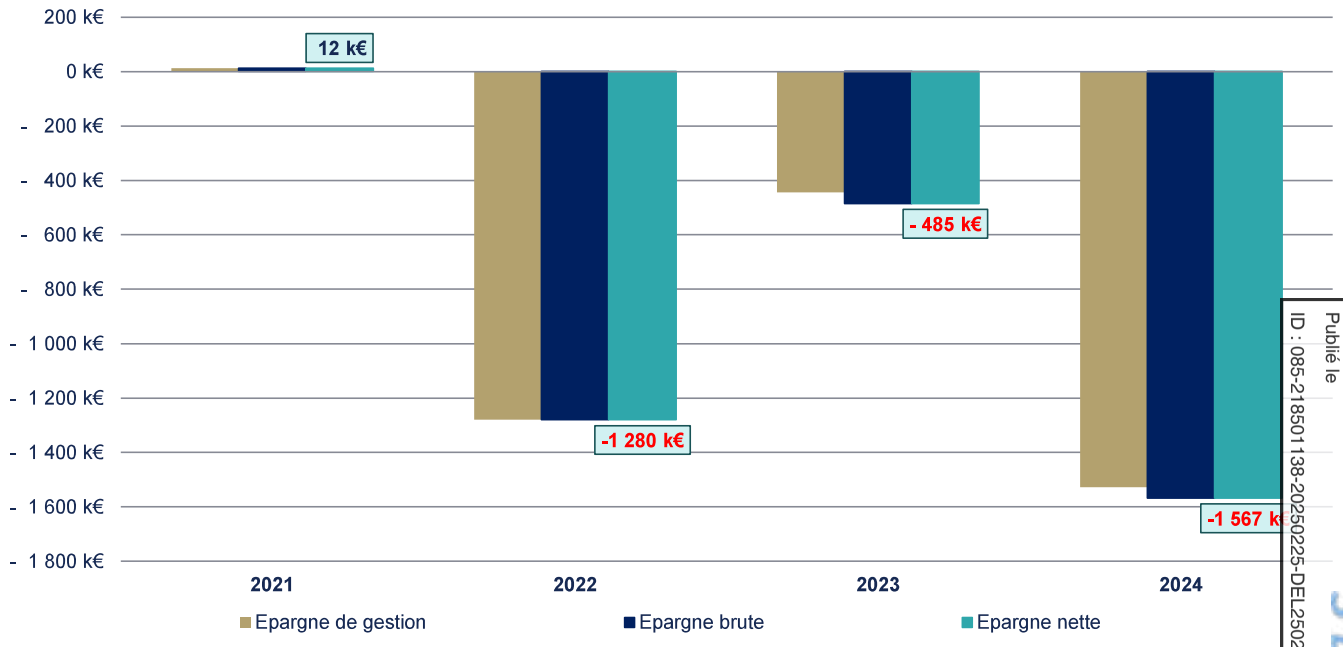
Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Budget Lotissement



# Des épargnes en territoire négatif depuis 2022

**Évolution des épargnes (hors cessions)**





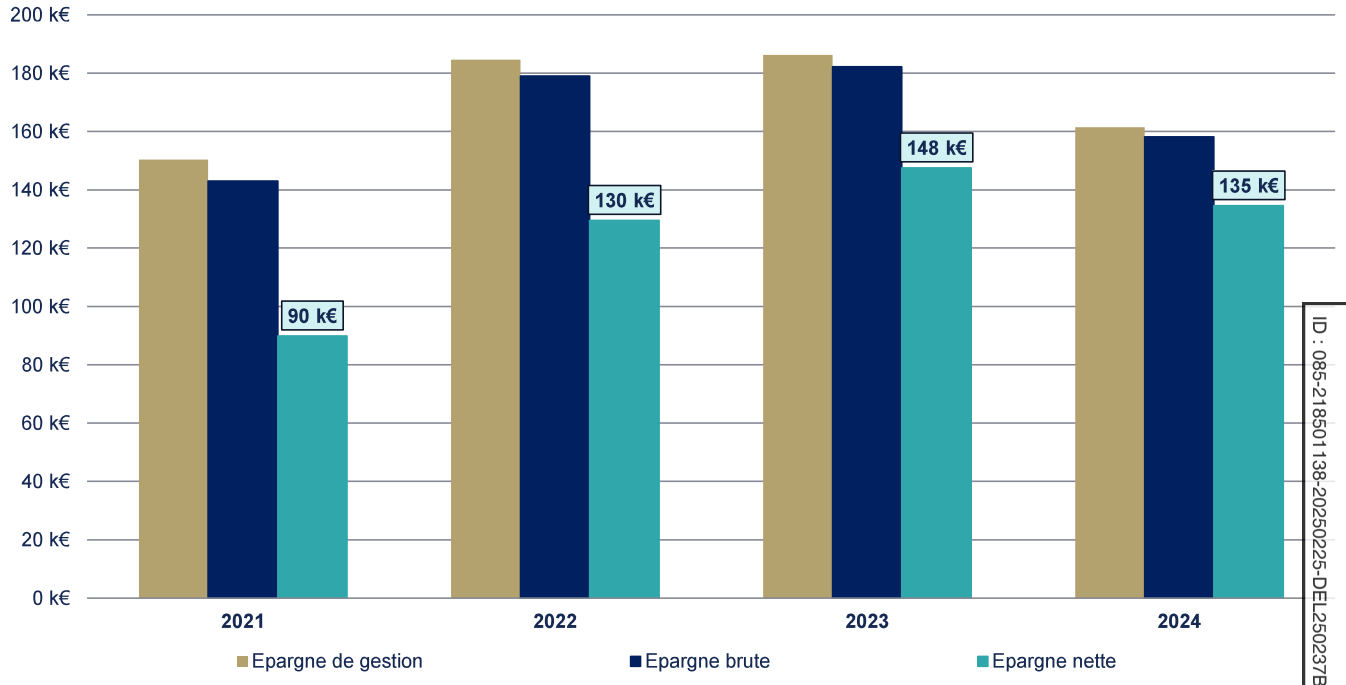

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Budget Camping municipal



# Des épargnes atténuées en fin de période

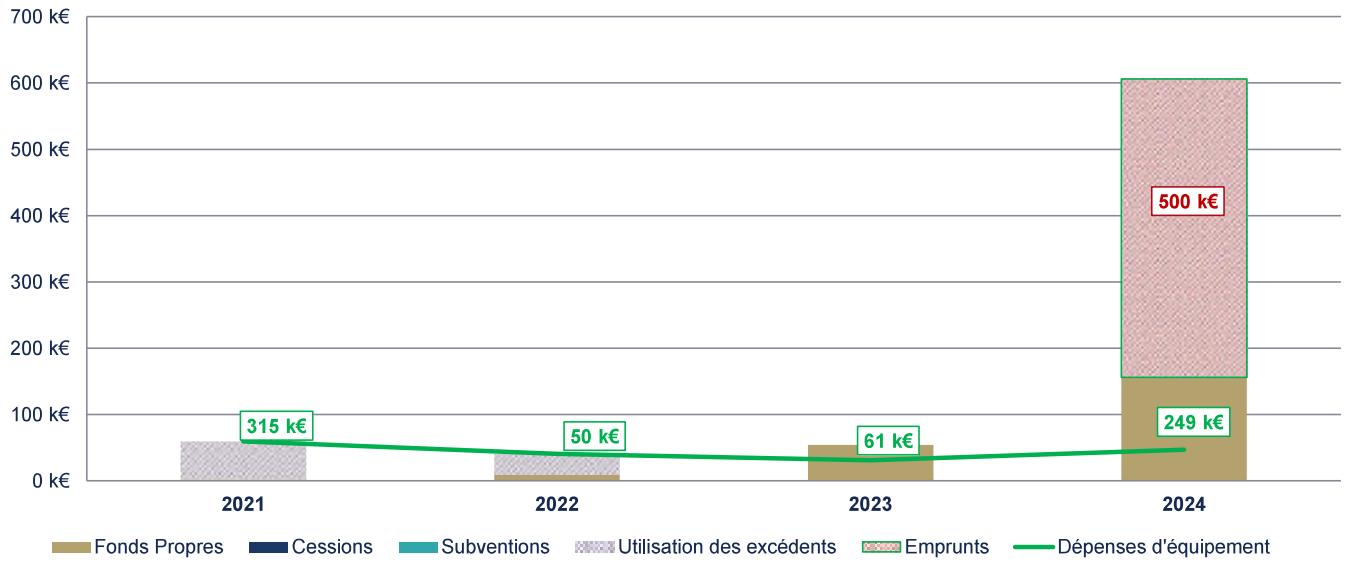
**Évolution des épargnes (hors cessions)**




Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Des dépenses d'équipement principalement financées par l'épargne nette

**Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement**




**Les 675 k€** d'investissements réalisés par la collectivité sur le budget « Camping municipal » ont été financés à 74% par l'épargne nette suivi du recours à l'emprunt.

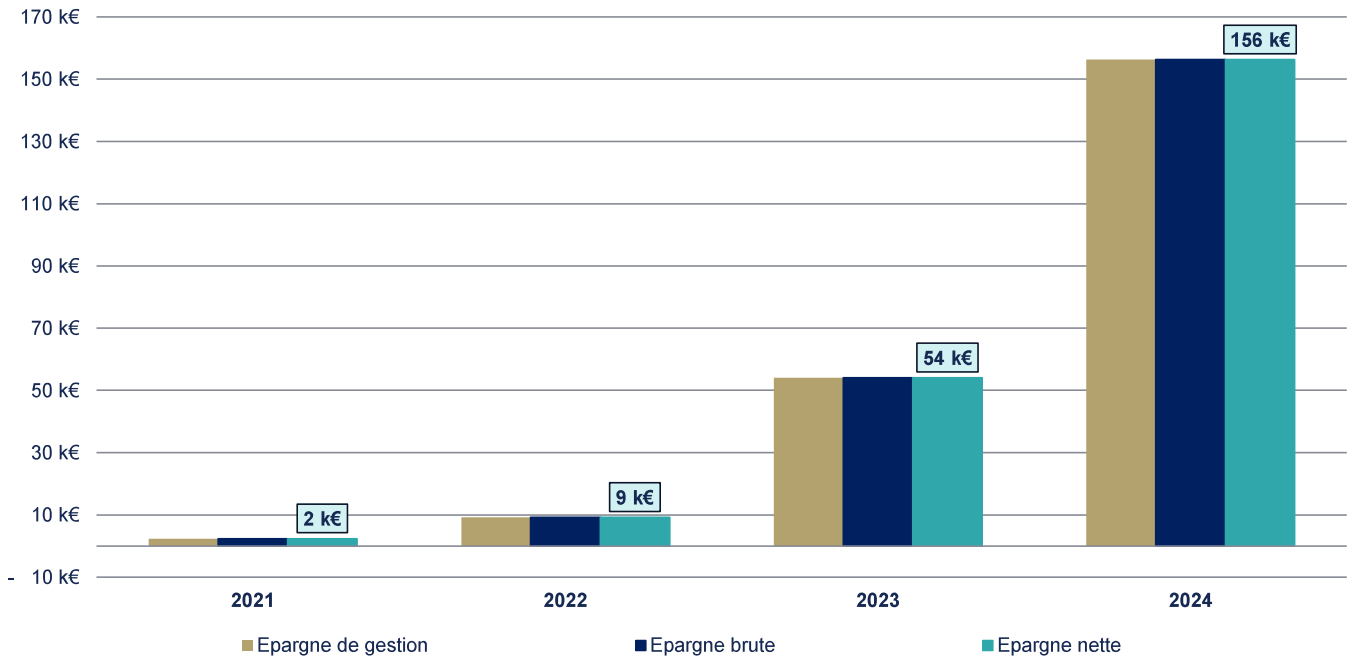


# Budget Hydrocarbures

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Des épargnes en hausse sur 2024 grâce aux redevances versées

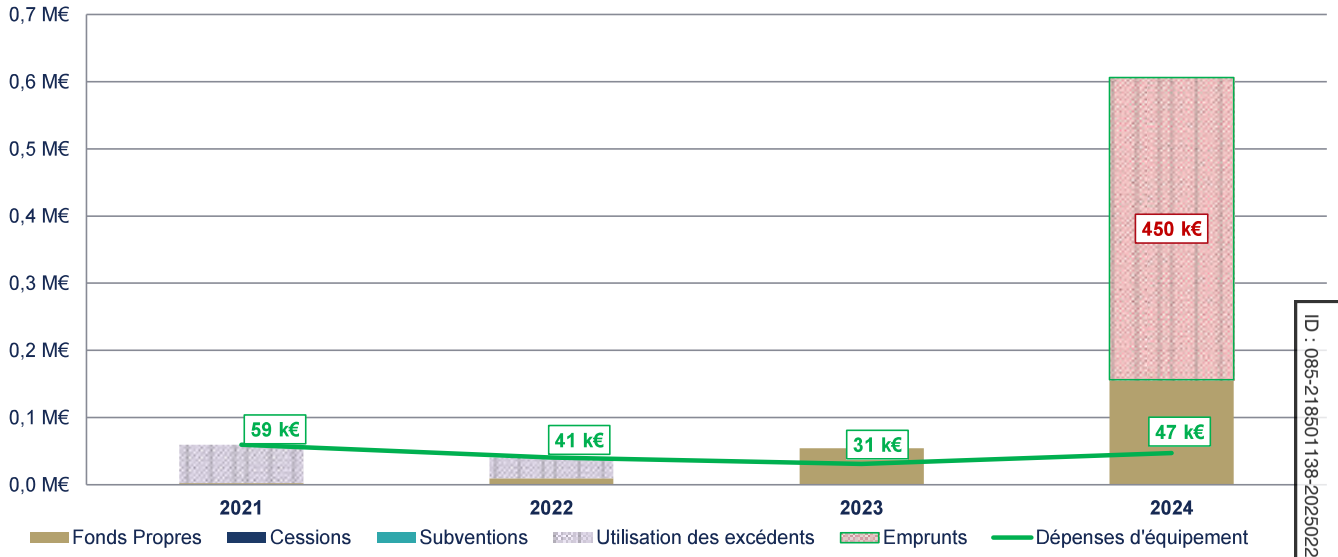
**Évolution des épargnes (hors cessions)**






# Des dépenses d'équipement principalement financées par l'épargne nette

**Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement**




**Les 118 k€** d'investissements réalisés par la collectivité sur le budget « Hydrocarbures » ont été financés principalemen **par l'épargne nette.**
L'emprunt quant à lui a permis de participer à l'abondement les excédents capitalisés de **+559 k€ en 2024.**



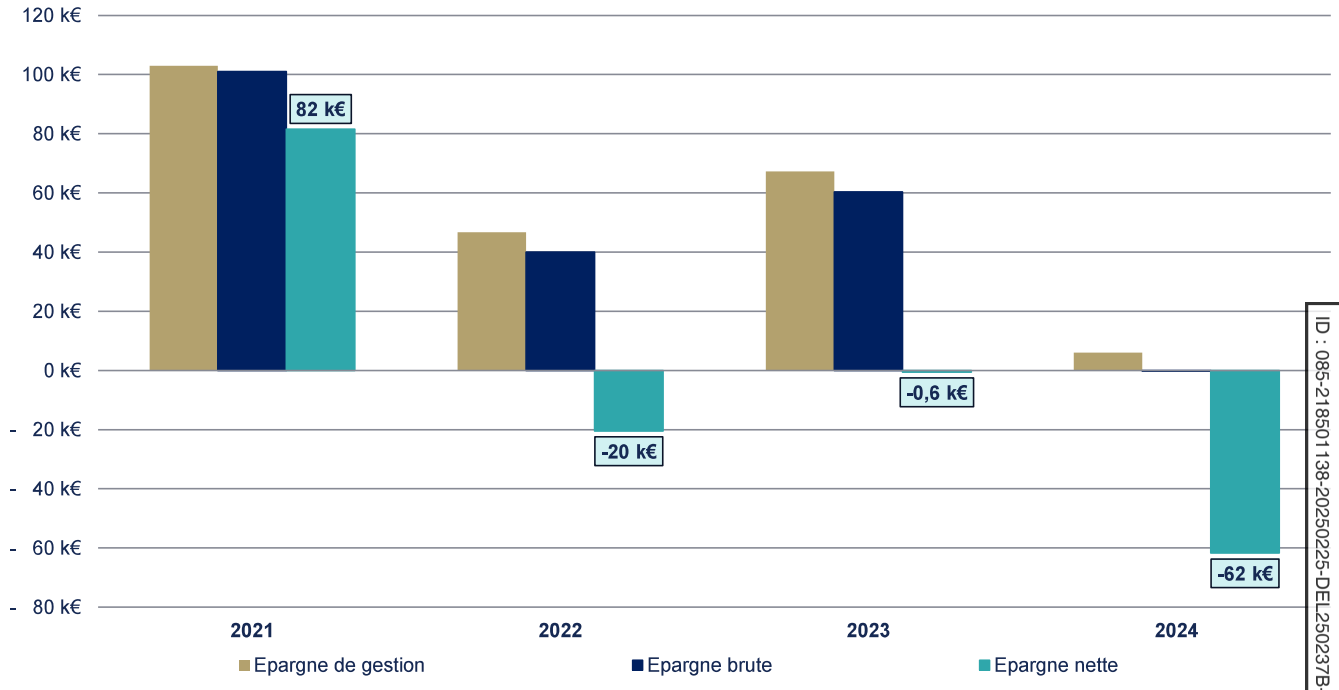
Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Budget Transports publics



## Des épargnes affaiblies dès 2022 avec une épargne nette négative récurrente sur les autres années

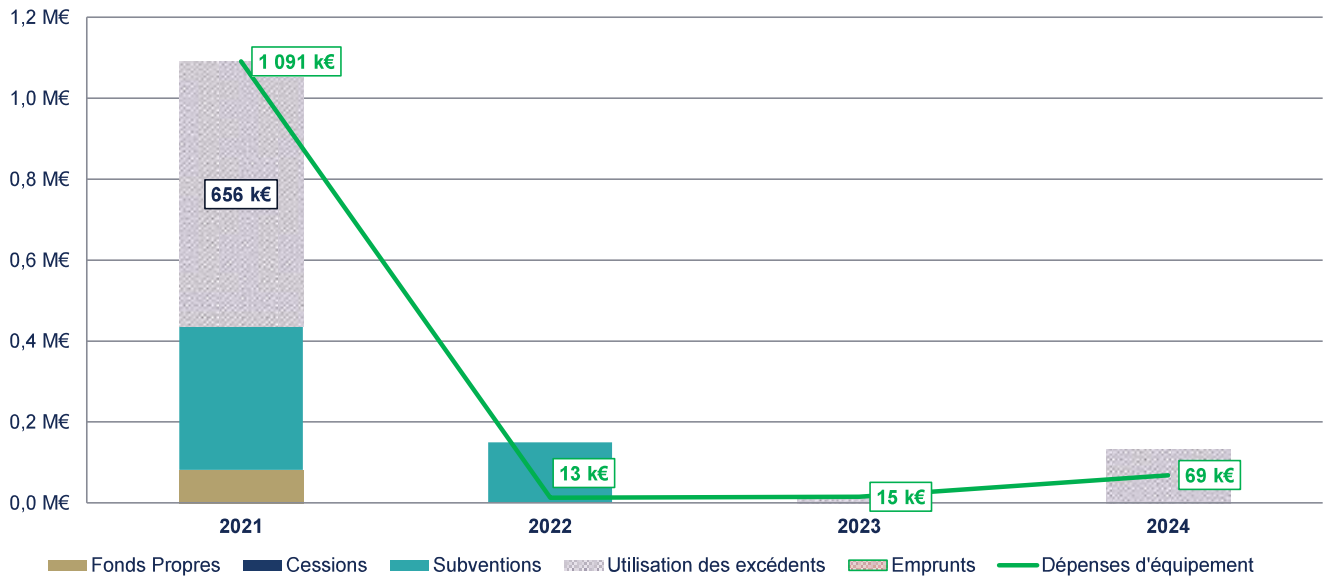
**Évolution des épargnes (hors cessions)**




Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une majorité des dépenses d'équipement réalisées sur 2021

**Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement**




**Les 1,19 M€** d'investissements réalisés par la collectivité sur le budget « Transports publics » ont été financés principalement **par les excédents capitalisés pour 68% et par les subventions.**

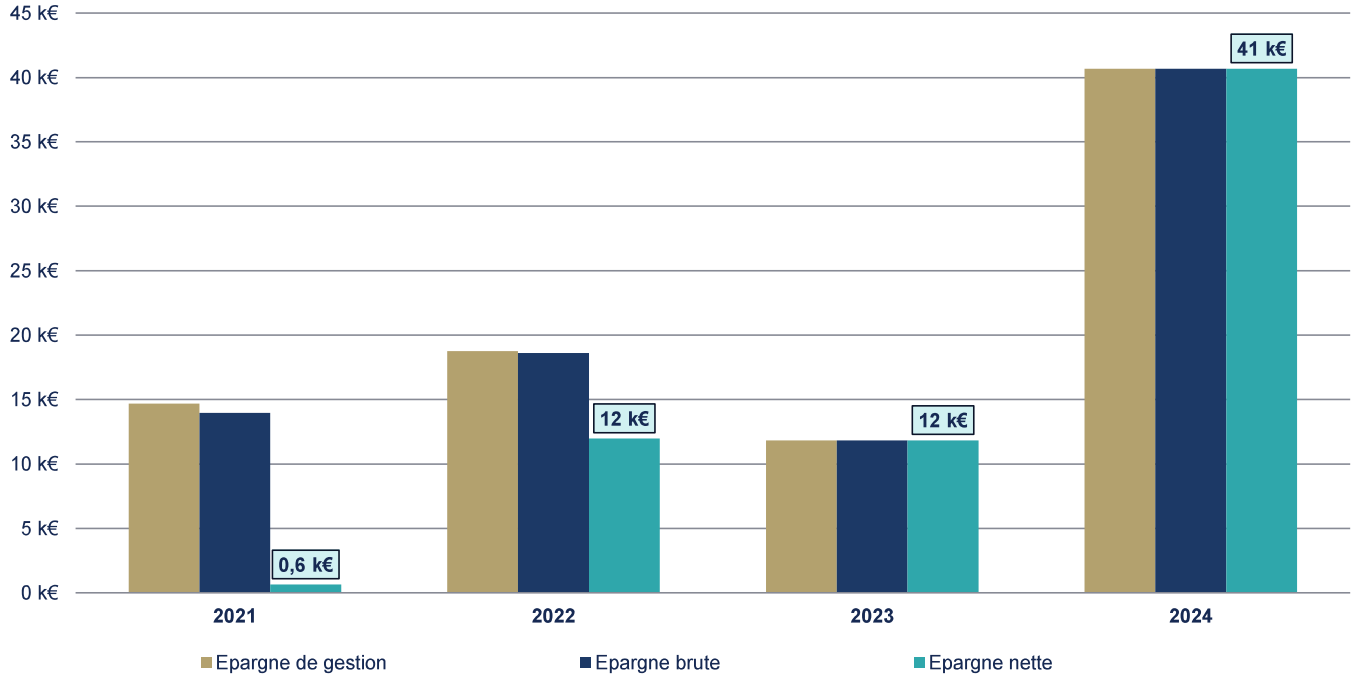


# Budget Maison funéraire

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Des épargnes en forte hausse en 2024

**Évolution des épargnes (hors cessions)**



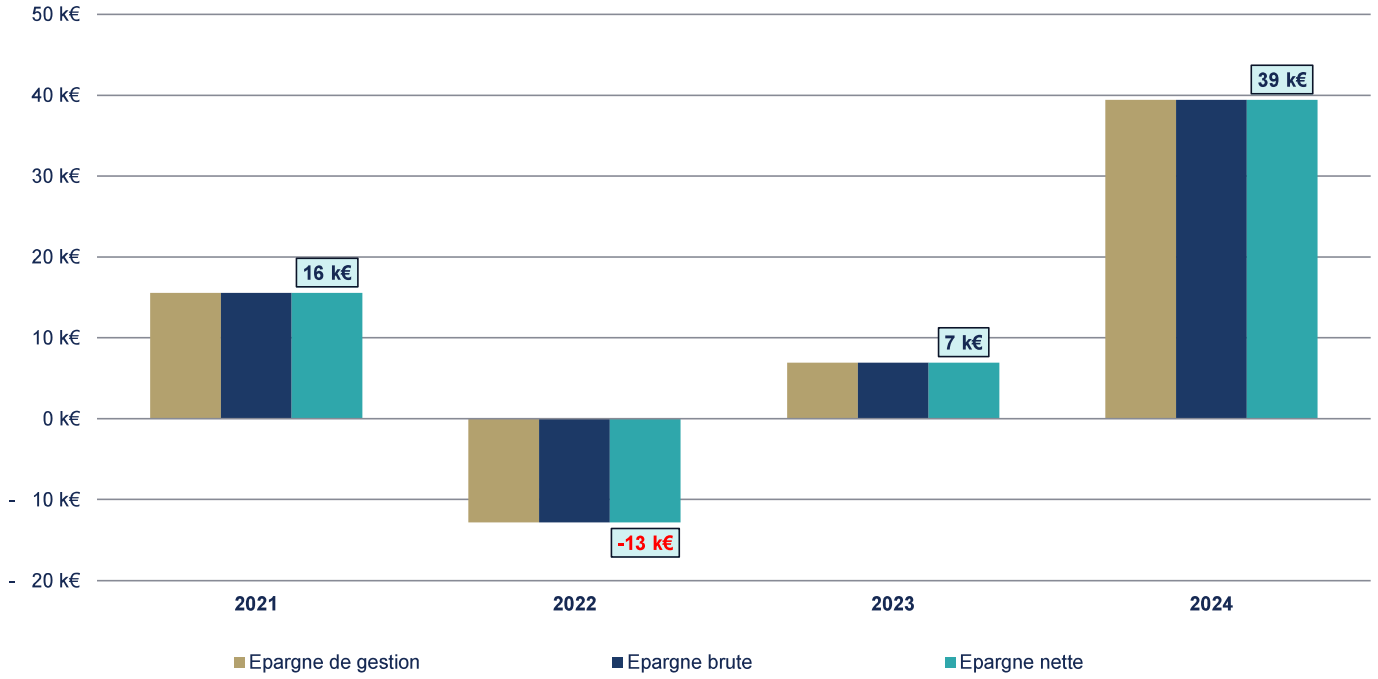



# Budget SPANC

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une progression des épargnes en 2024 suite à la progression des produits des ventes

**Évolution des épargnes (hors cessions)**





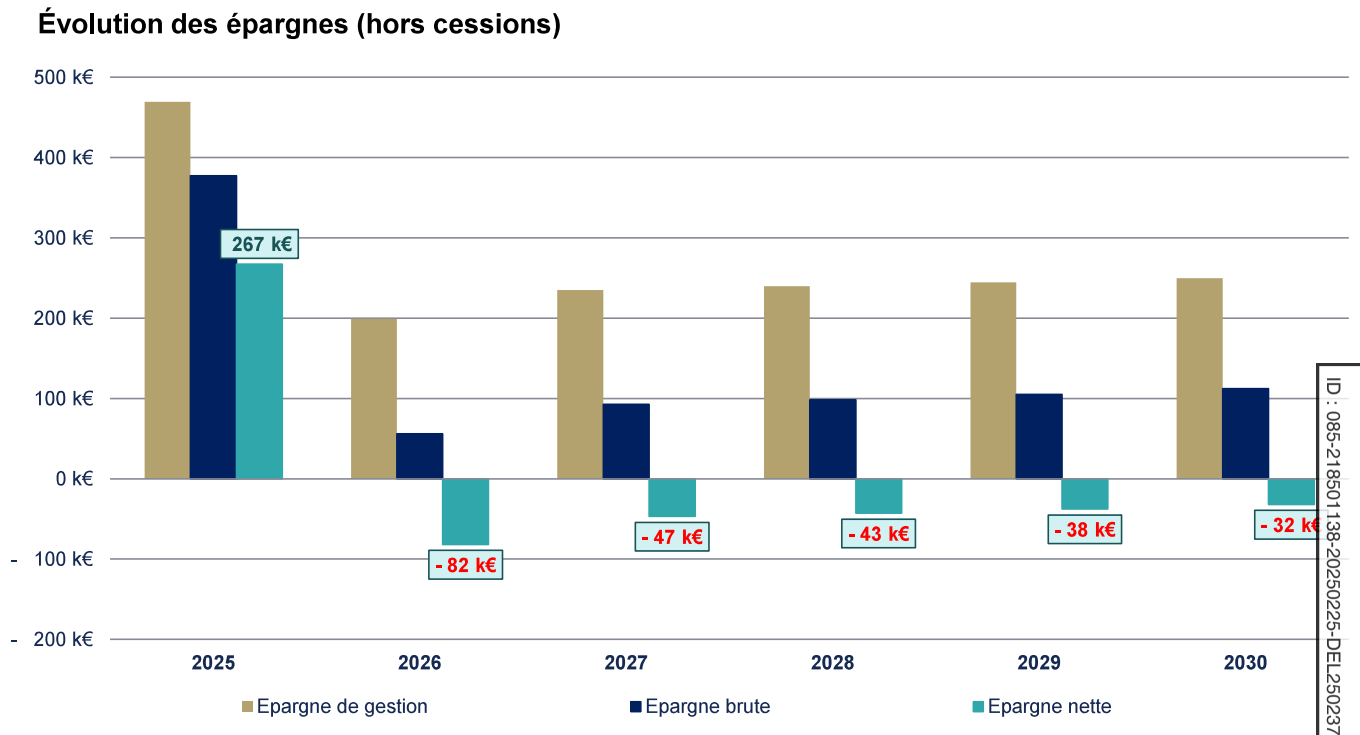

# Synthèse des éléments de prospective 2025 - 2030

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Budget Zone artisanale



# Une épargne nette négative à partir de 2026

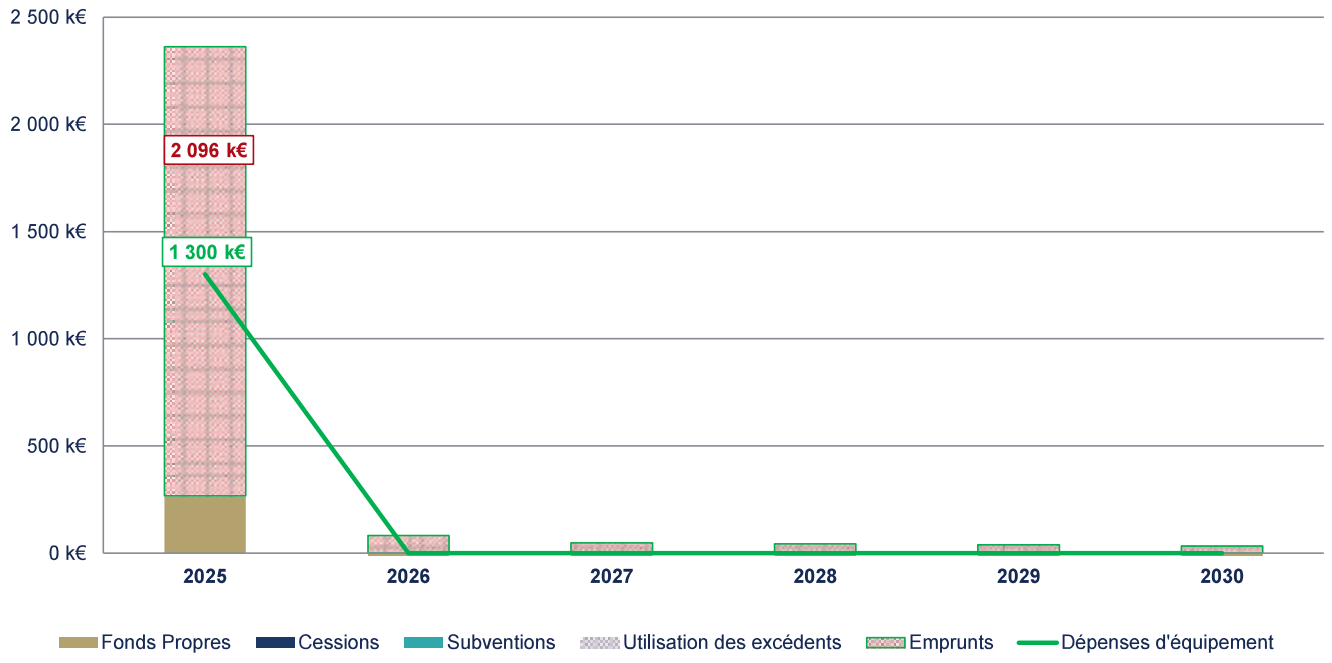





Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Des dépenses d'équipement principalement financées par l'emprunt

**Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement**



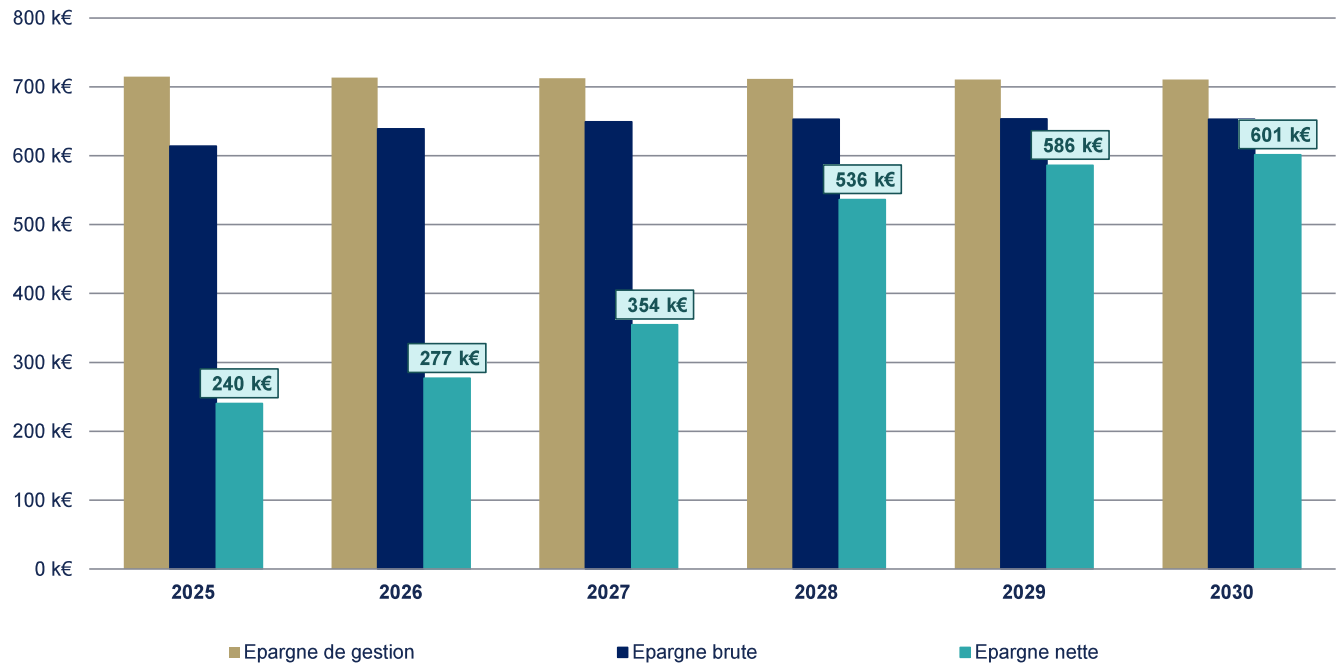



# Budget Assainissement

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une épargne nette qui se restaure en l'absence de nouvel emprunt

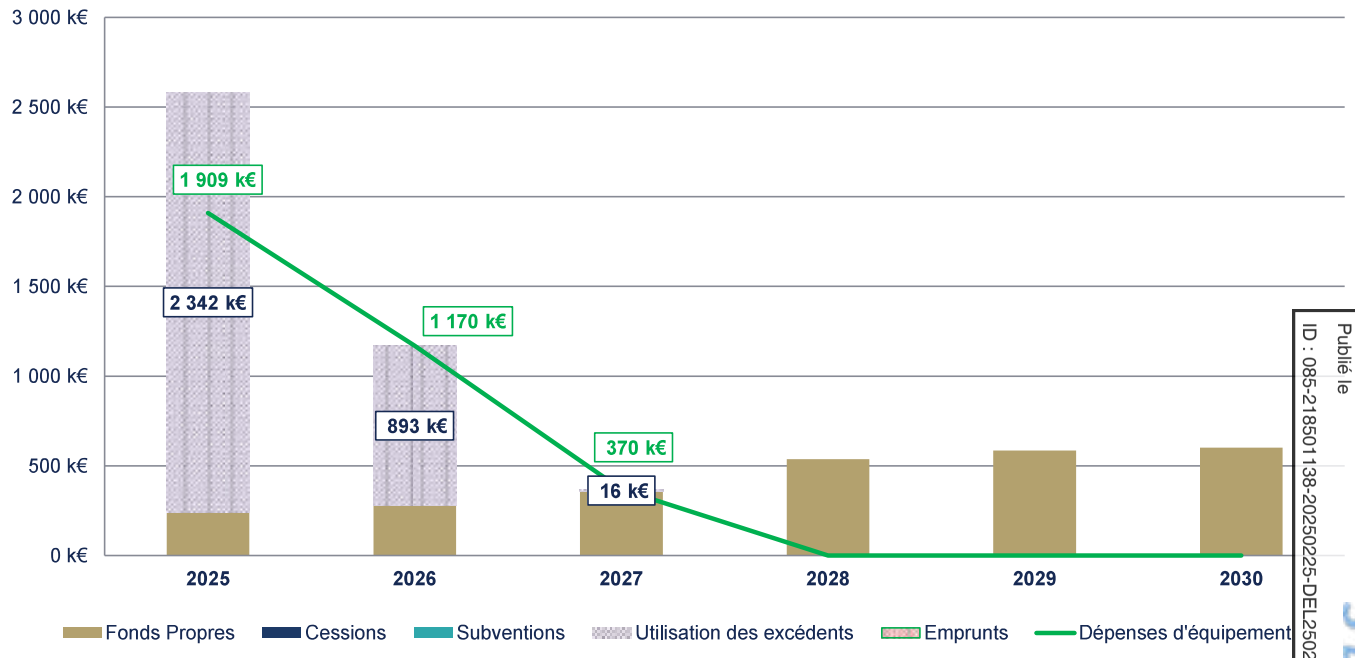
**Évolution des épargnes (hors cessions)**






# Des dépenses d'équipement principalement financées par l'utilisation des excédents

**Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement**





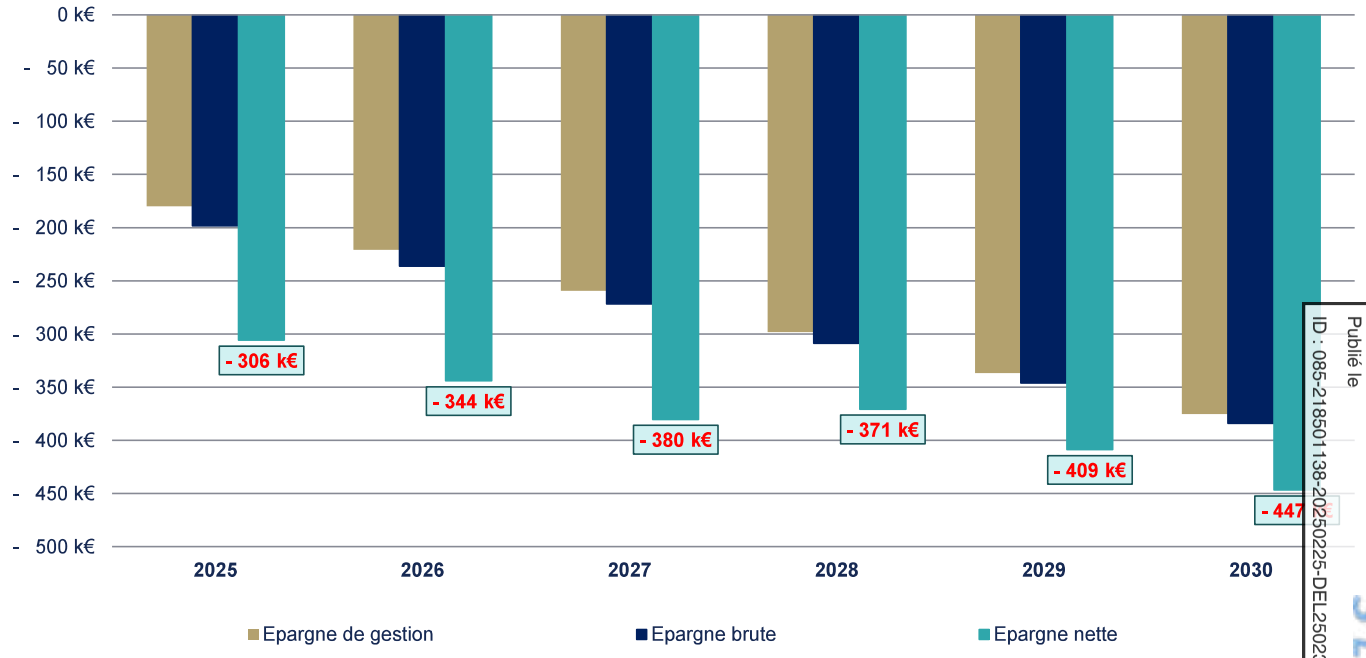

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Budget Ordures ménagères



## Un effet ciseau qui se creuse…

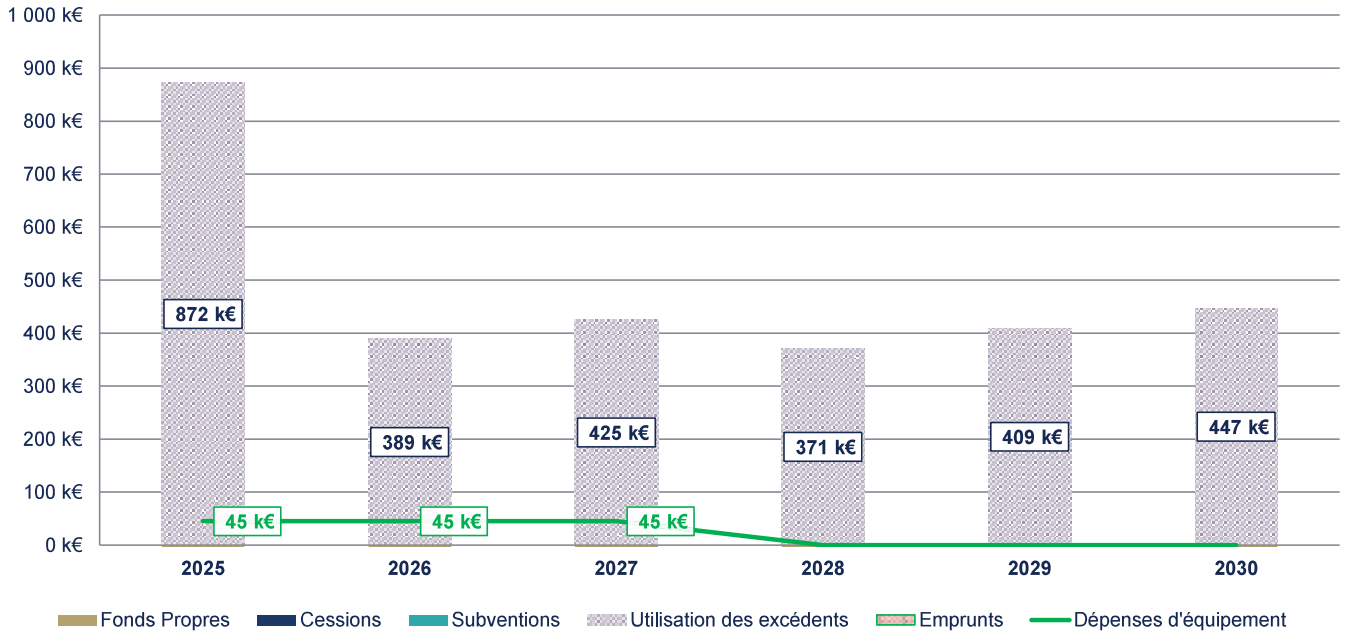
**Évolution des épargnes et effet de ciseau (échelle de droite)**




Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# …et qui devra être compensé par une utilisation importante des excédents

**Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement**



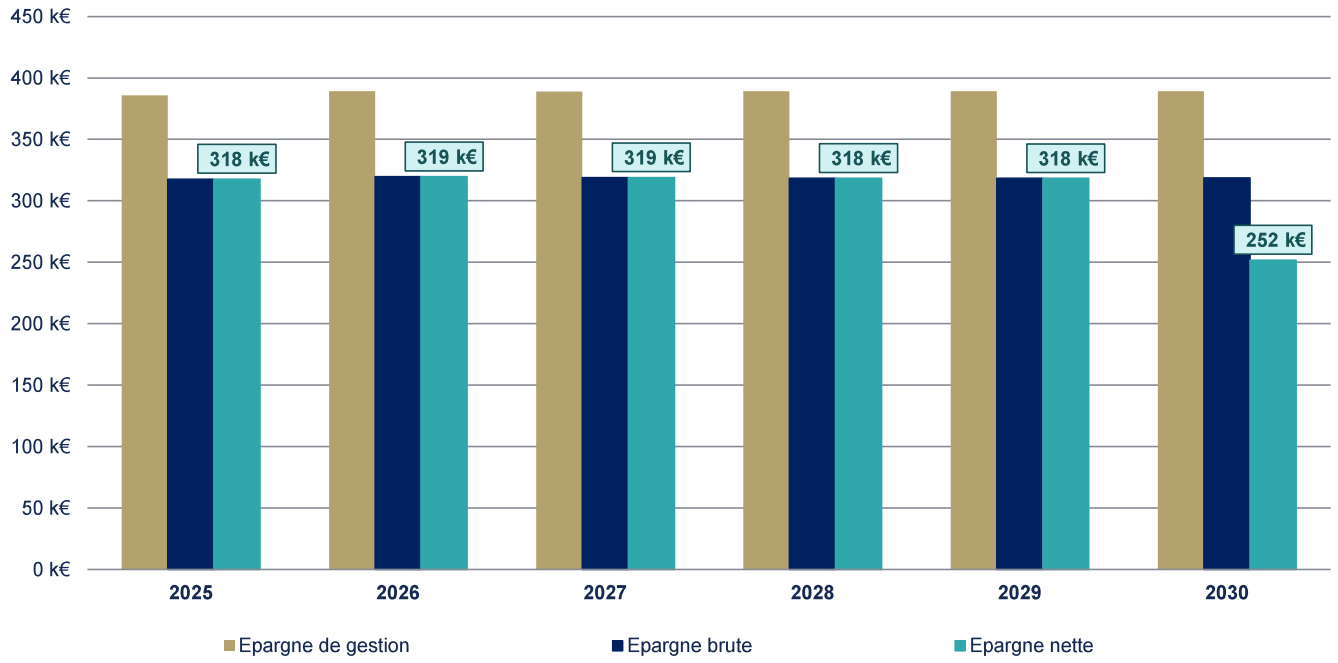



# Budget Lotissement

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Des épargnes stables sur la période

**Évolution des épargnes et effet de ciseau (échelle de droite)**



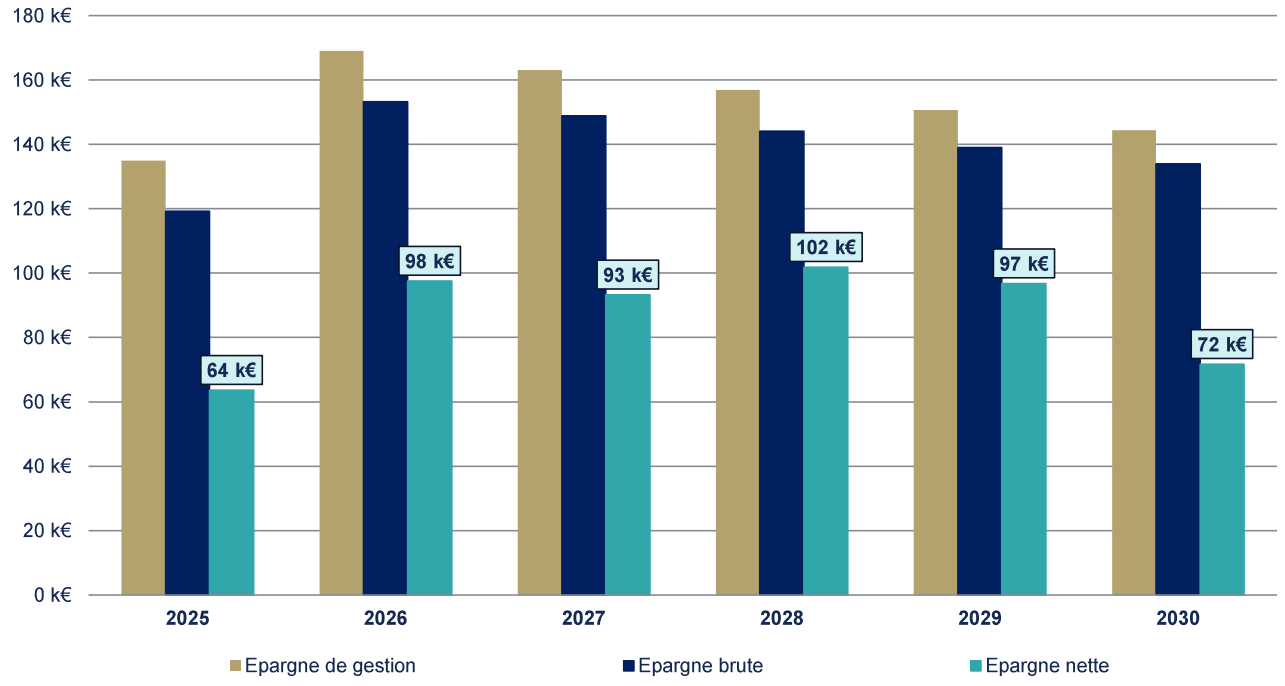



# Budget Camping municipal

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Des épargnes relativement stables à partir de 2026

**Évolution des épargnes et effet de ciseau (échelle de droite)**






# Focus sur les projets du PPI du budget camping municipal

**Tableau des projets du PPI**

| Libellé | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses globales** | **277 480 €** | **25 000 €** | **25 000 €** | **25 000 €** | **25 000 €** | **25 000 €** |
| Autres travaux | 181 916 € | 25 000 € | 25 000 € | 25 000 € | 25 000 € | 25 0 |
| Installation trois chalets | 95 564 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 |

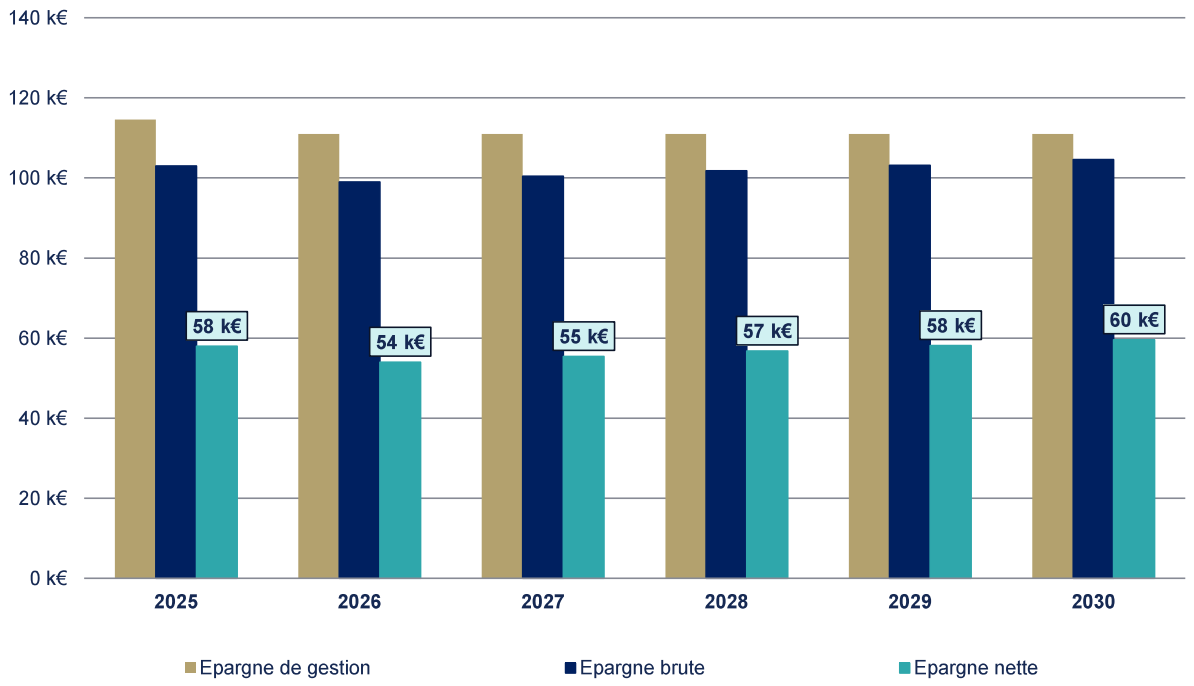
Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Budget Hydrocarbures



## Des épargnes stables en prospective

**Évolution des épargnes et effet de ciseau (échelle de droite)**

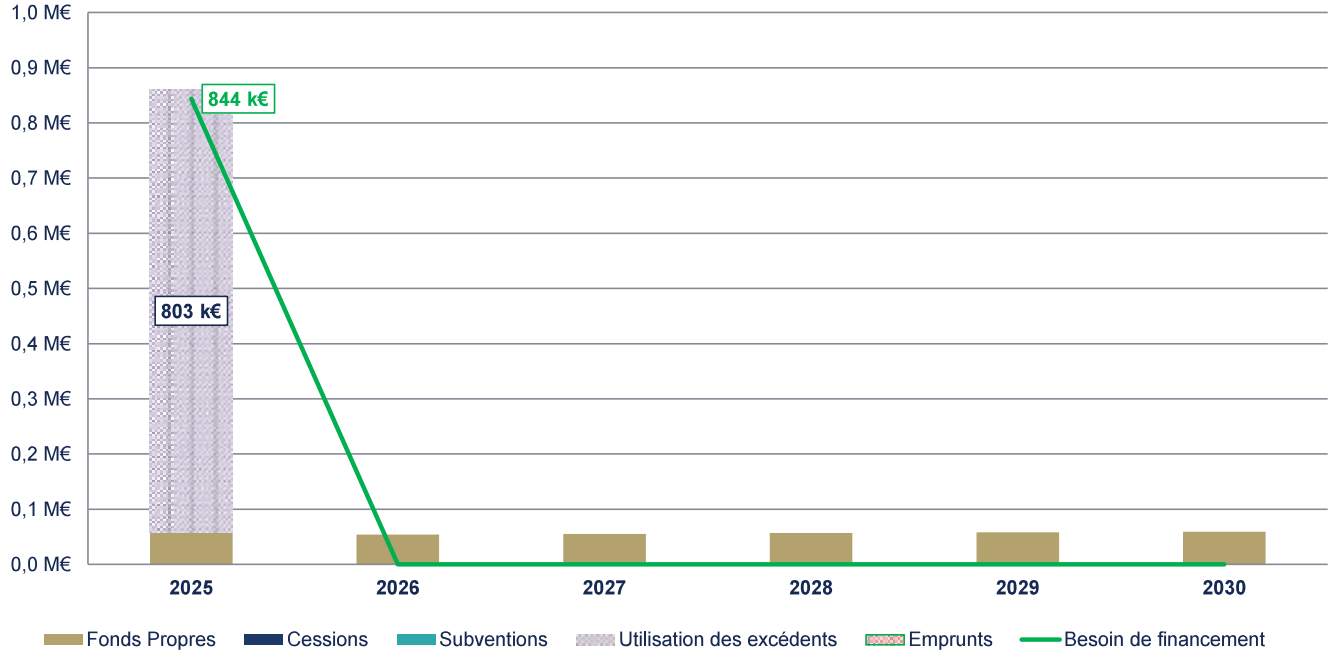





Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Des dépenses d'équipement concentrées sur 2025

**Tableau des projets du PPI**



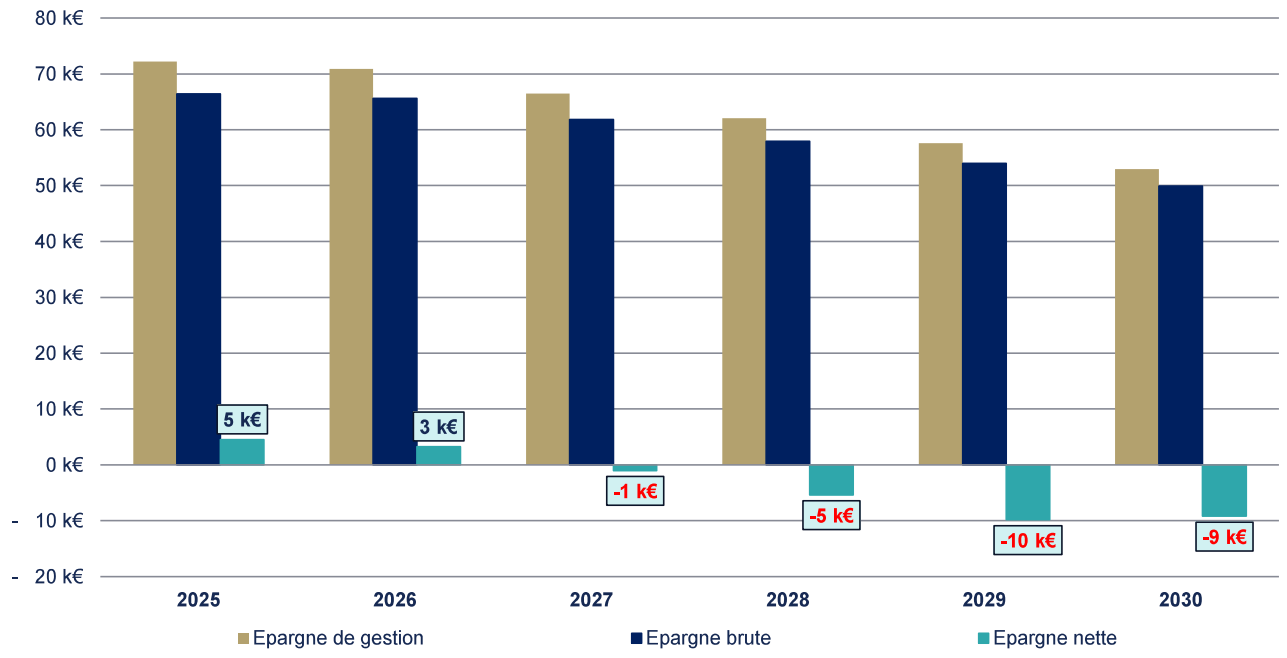



# Budget Transports publics

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une épargne nette négative à partir de 2027

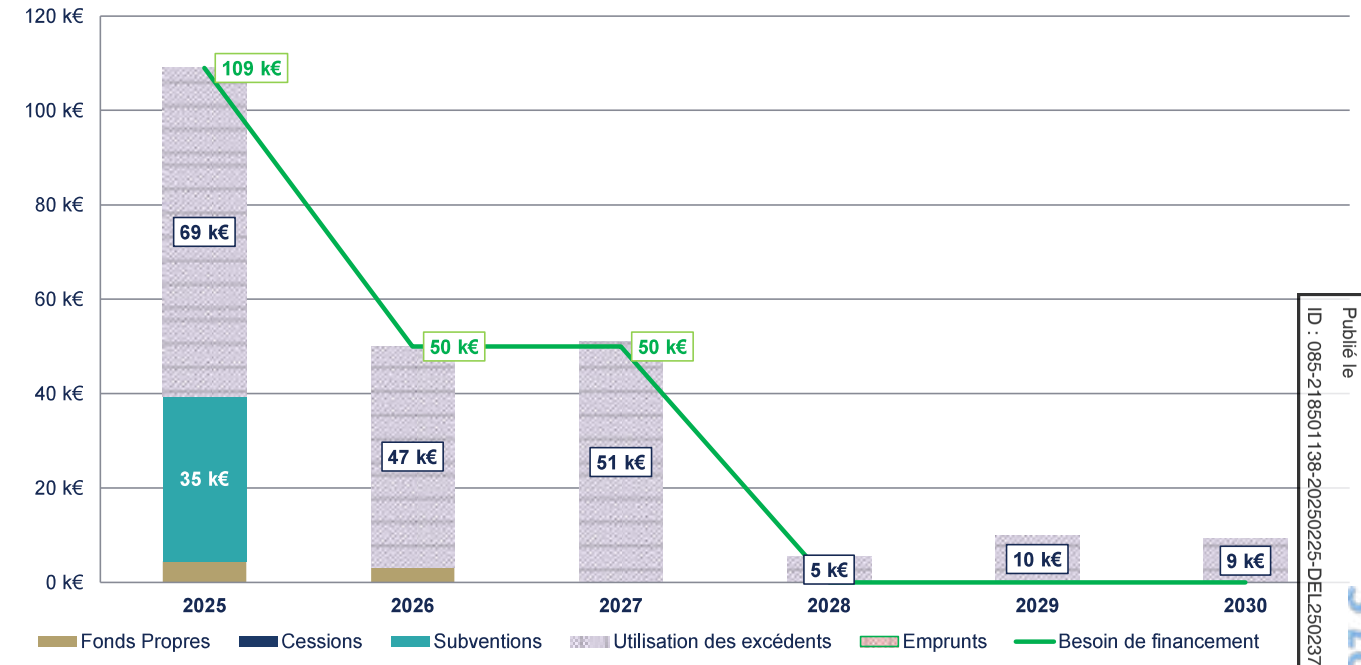
**Évolution des épargnes et effet de ciseau (échelle de droite)**






# Un PPI qui nécessite une utilisation trop importante des excédents

**Tableau des projets du PPI**



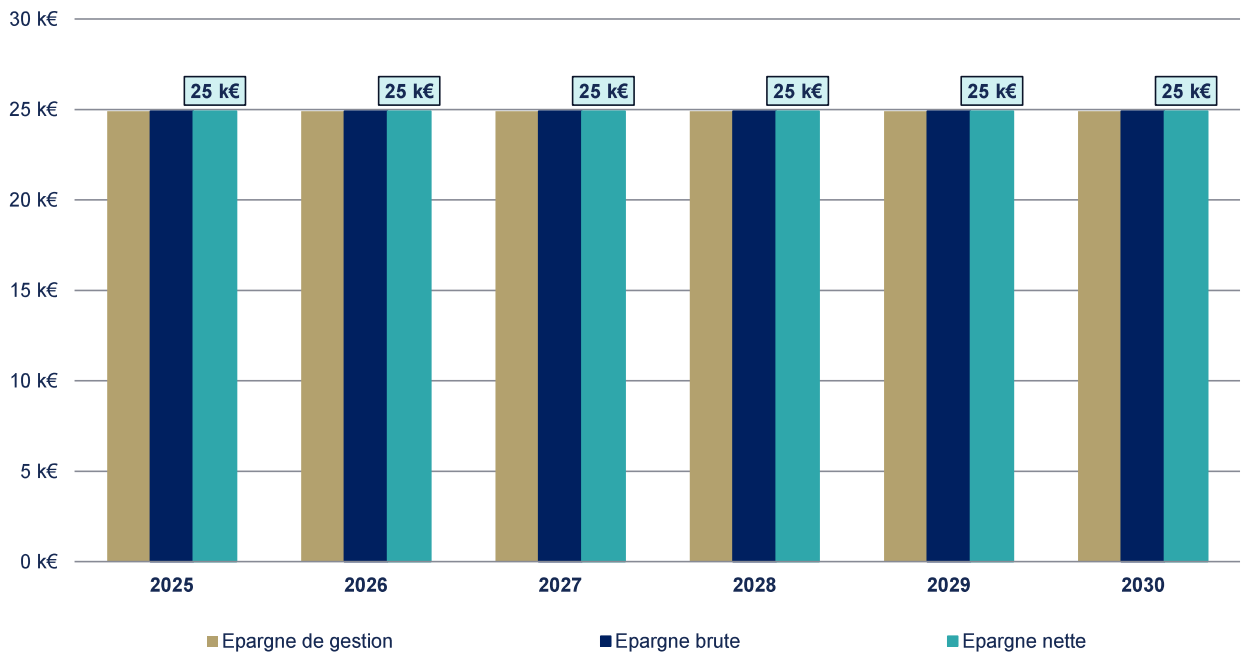

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Budget Maison funéraire



# Des épargnes stables années après années

**Évolution des épargnes et effet de ciseau (échelle de droite)**

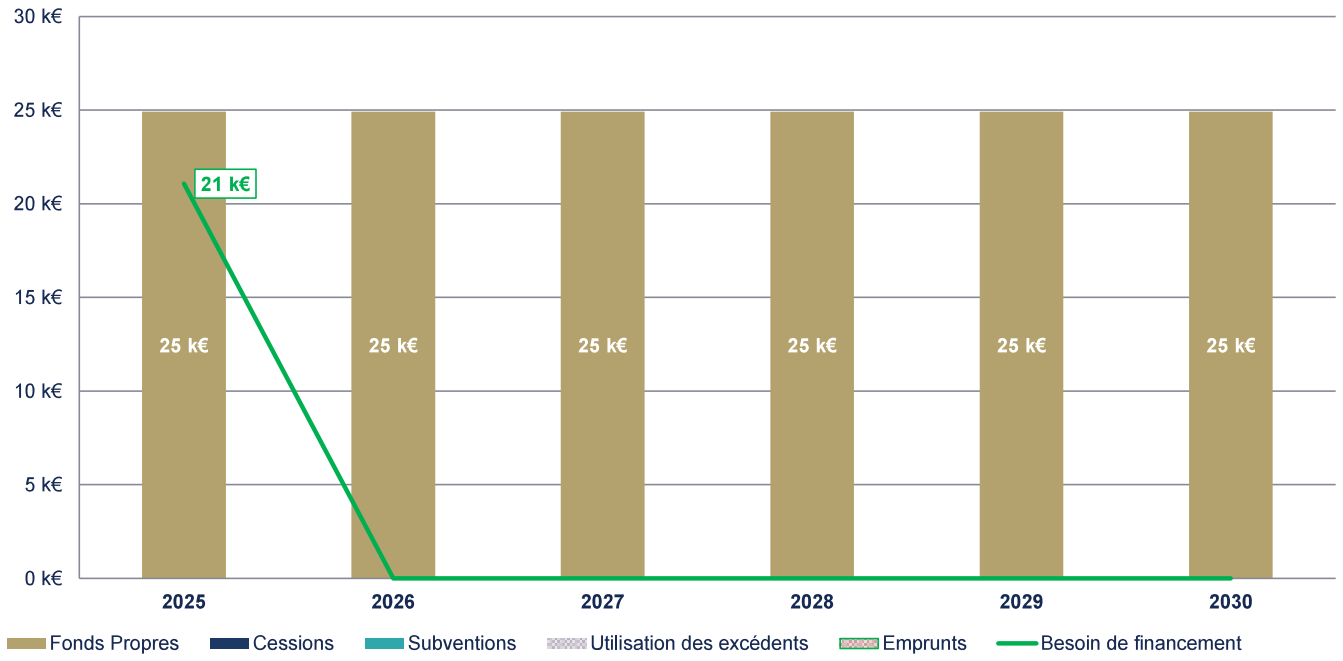





Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Un investissement hors PPI en 2025

**Tableau des projets du PPI**



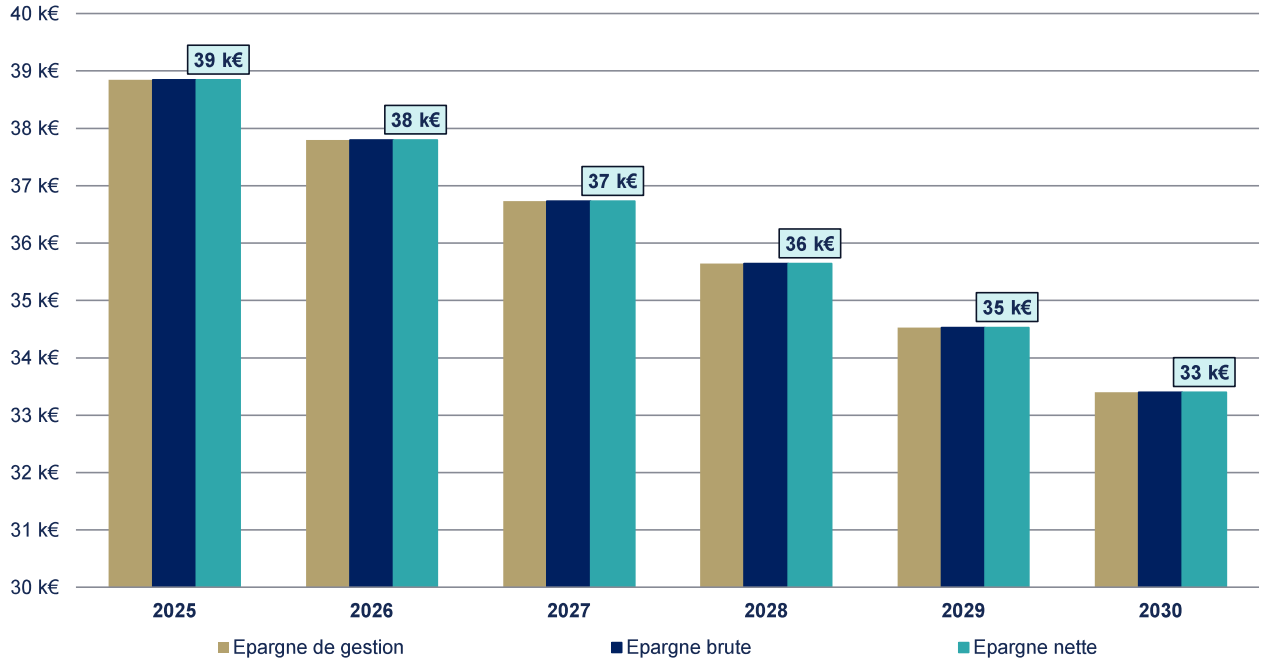



# Budget SPANC

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Une atténuation des épargnes

**Évolution des épargnes et effet de ciseau (échelle de droite)**






# 04

# L'évolution de la masse salariale

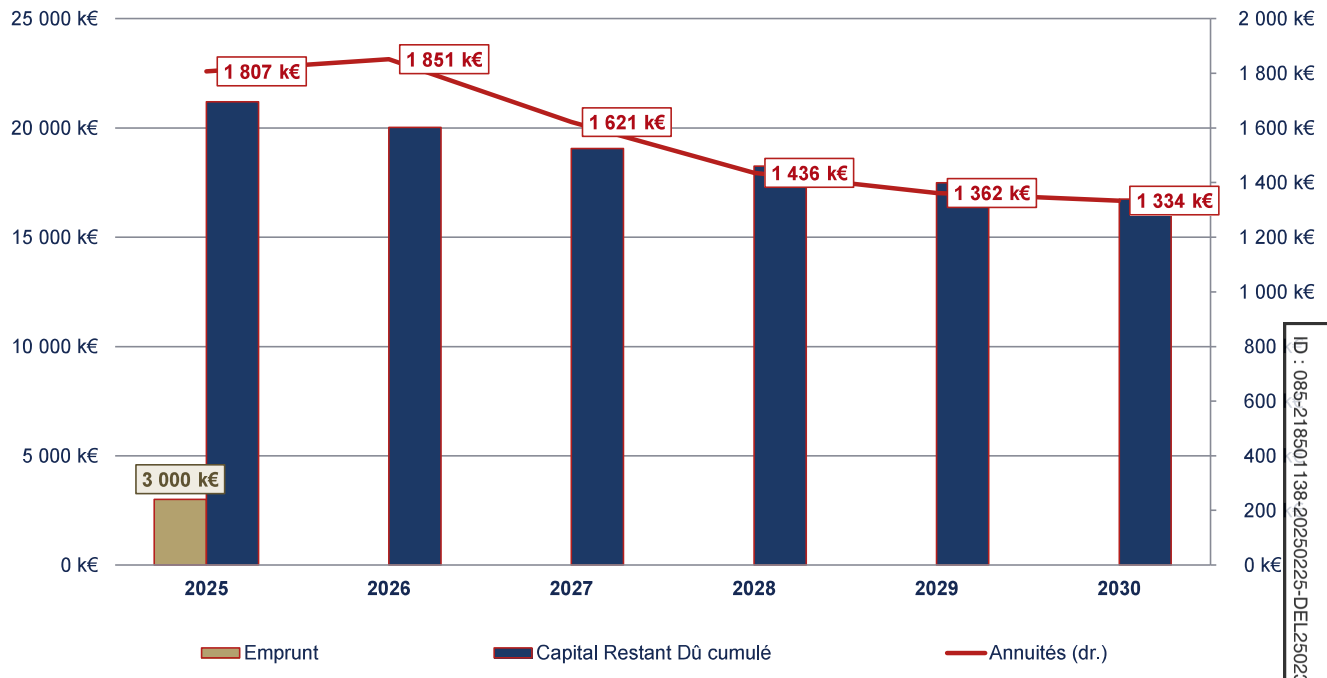
Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# 05

# Structure et évolution de la dette

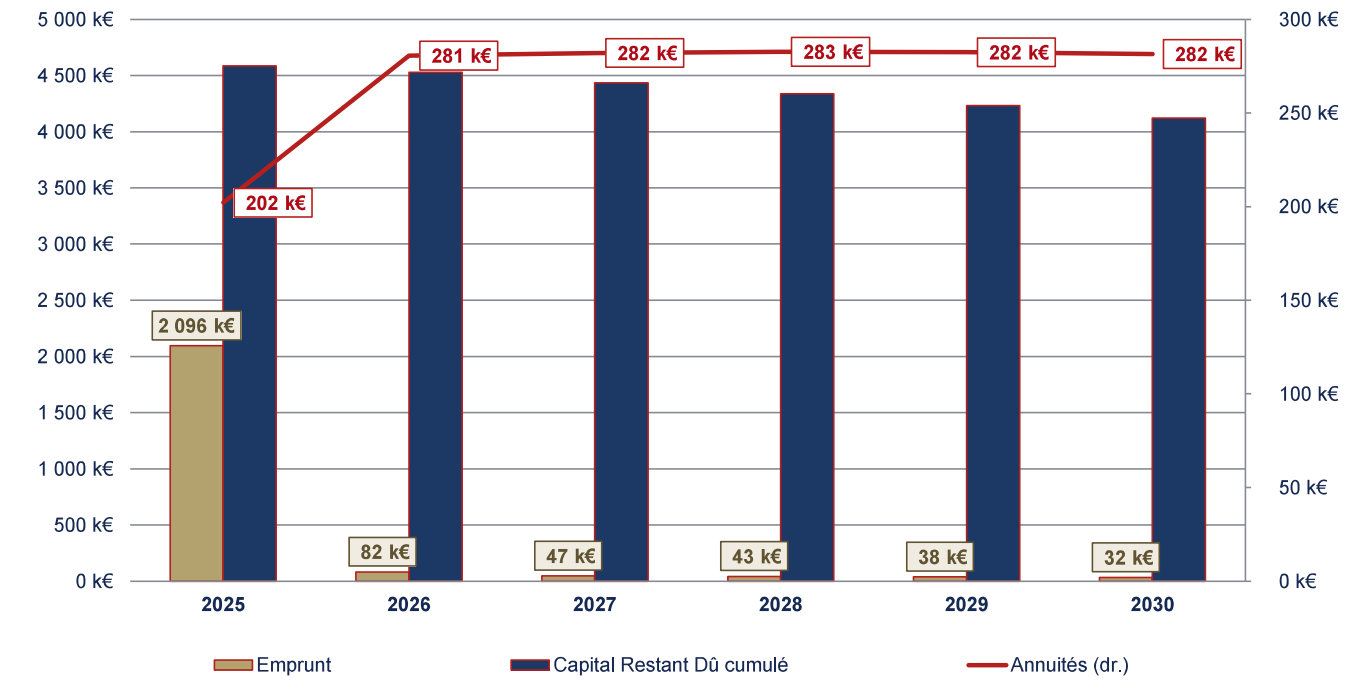


## Dette budget principal



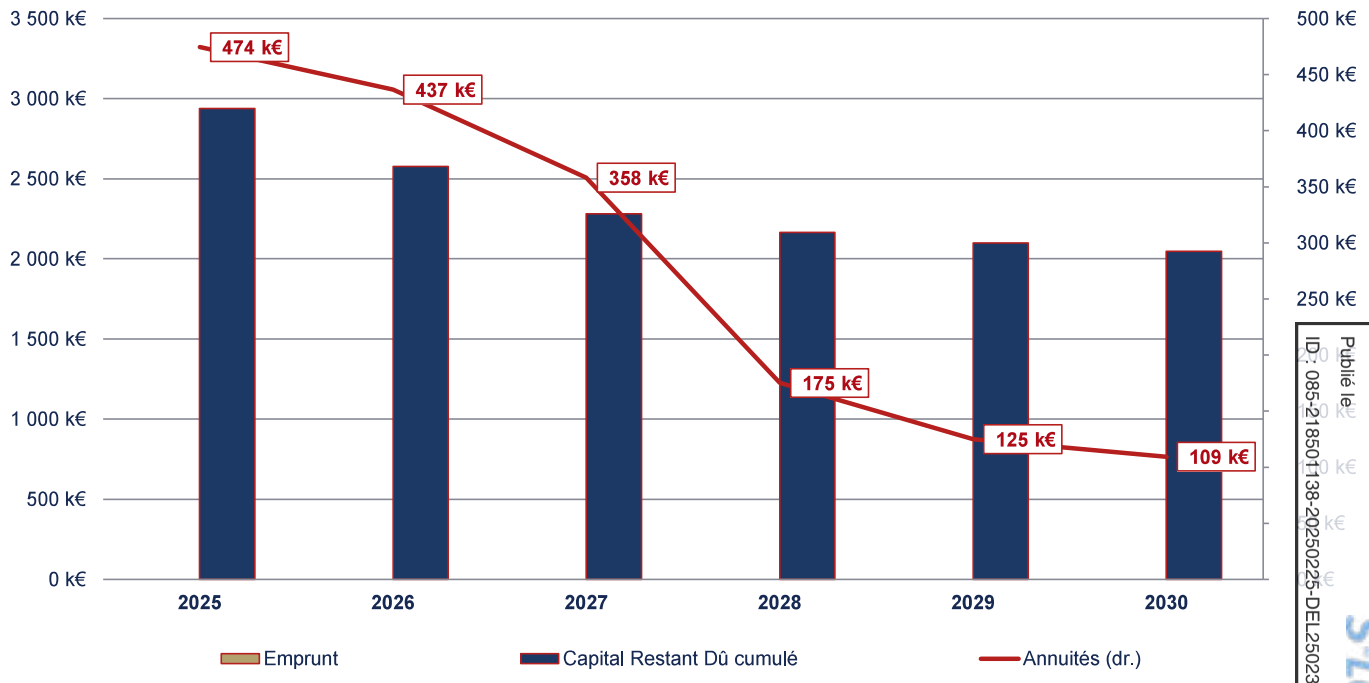

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Dette budget zone artisanale





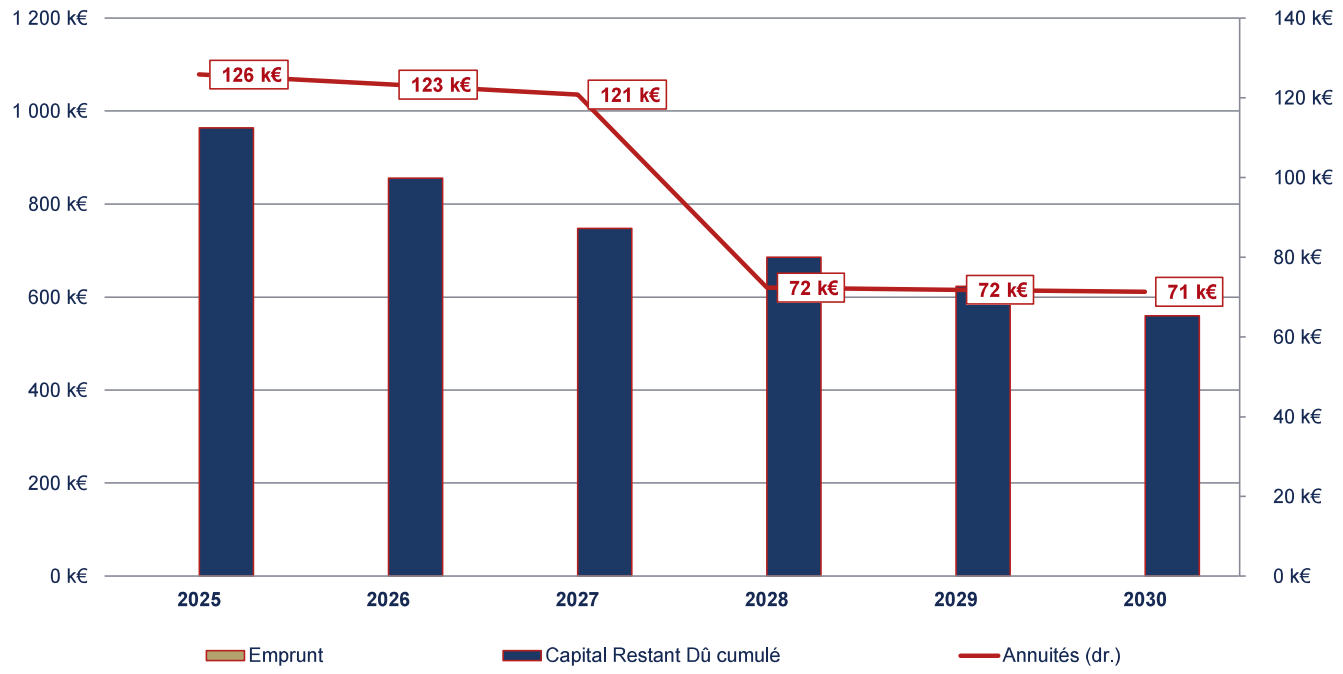

# Dette budget assainissement





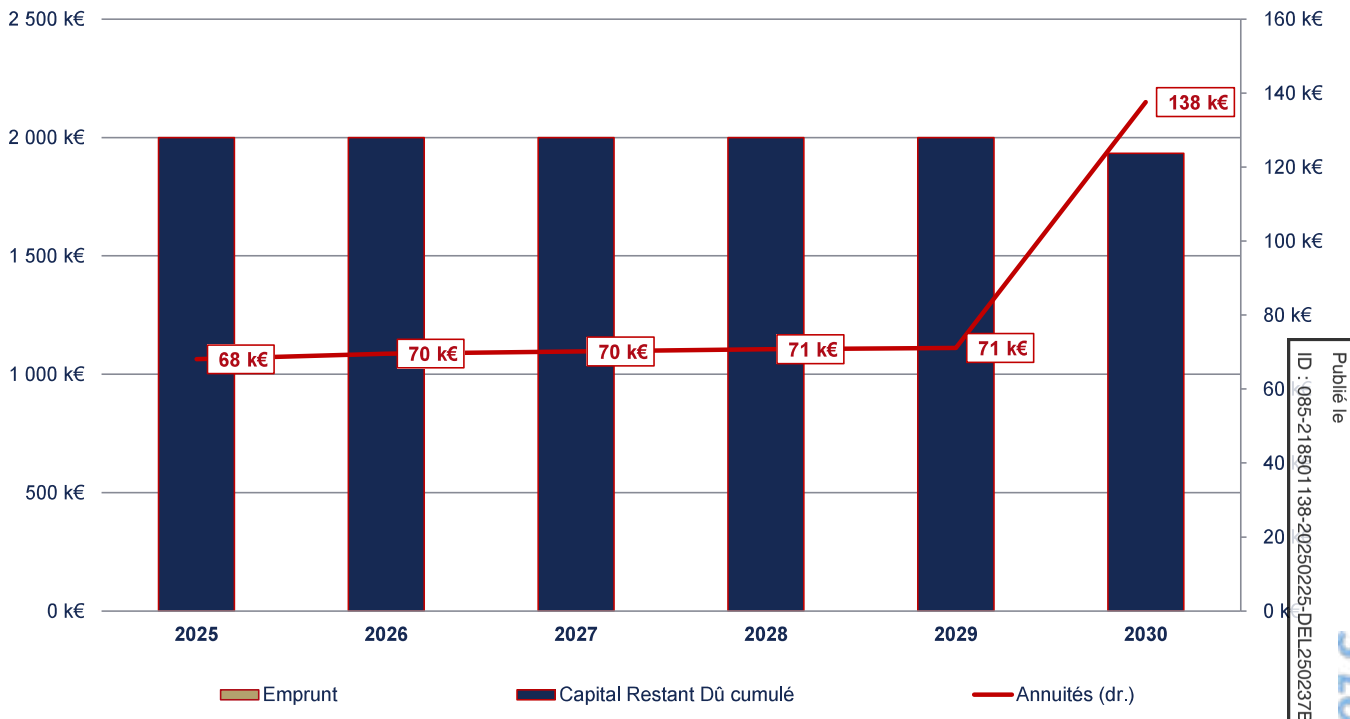

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le :
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Dette budget ordures ménagères





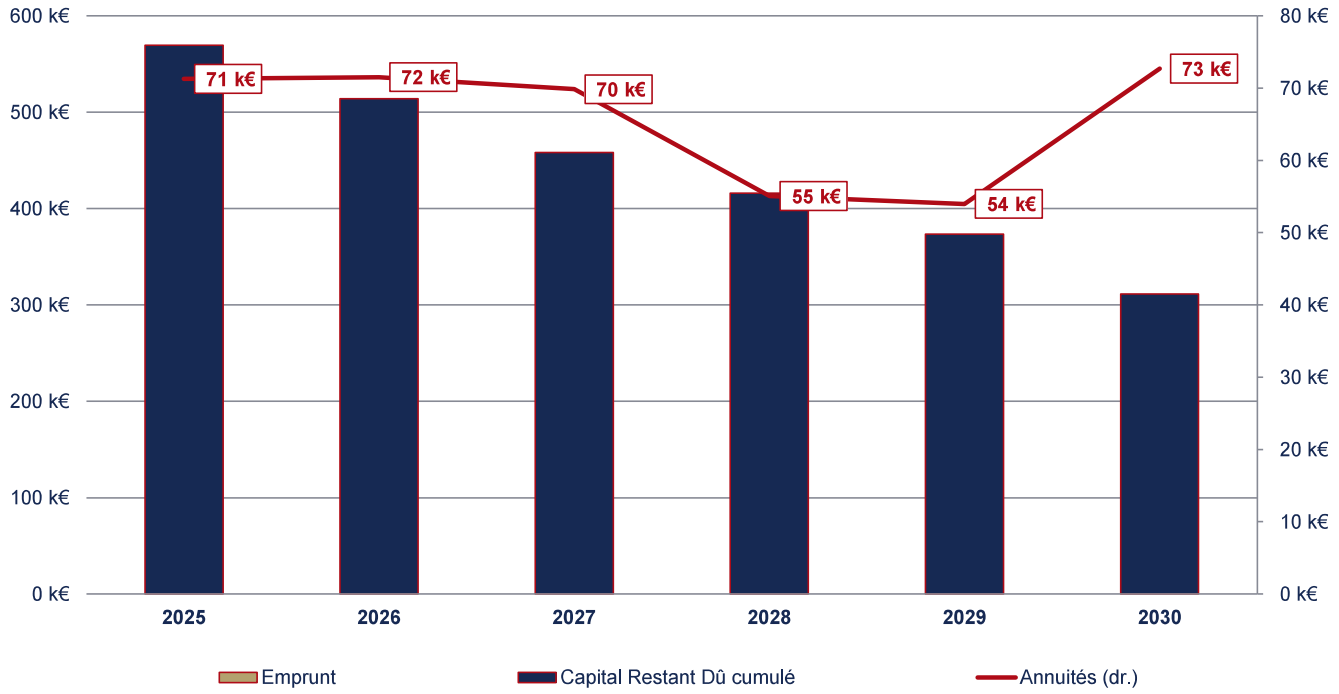

# Dette budget lotissement





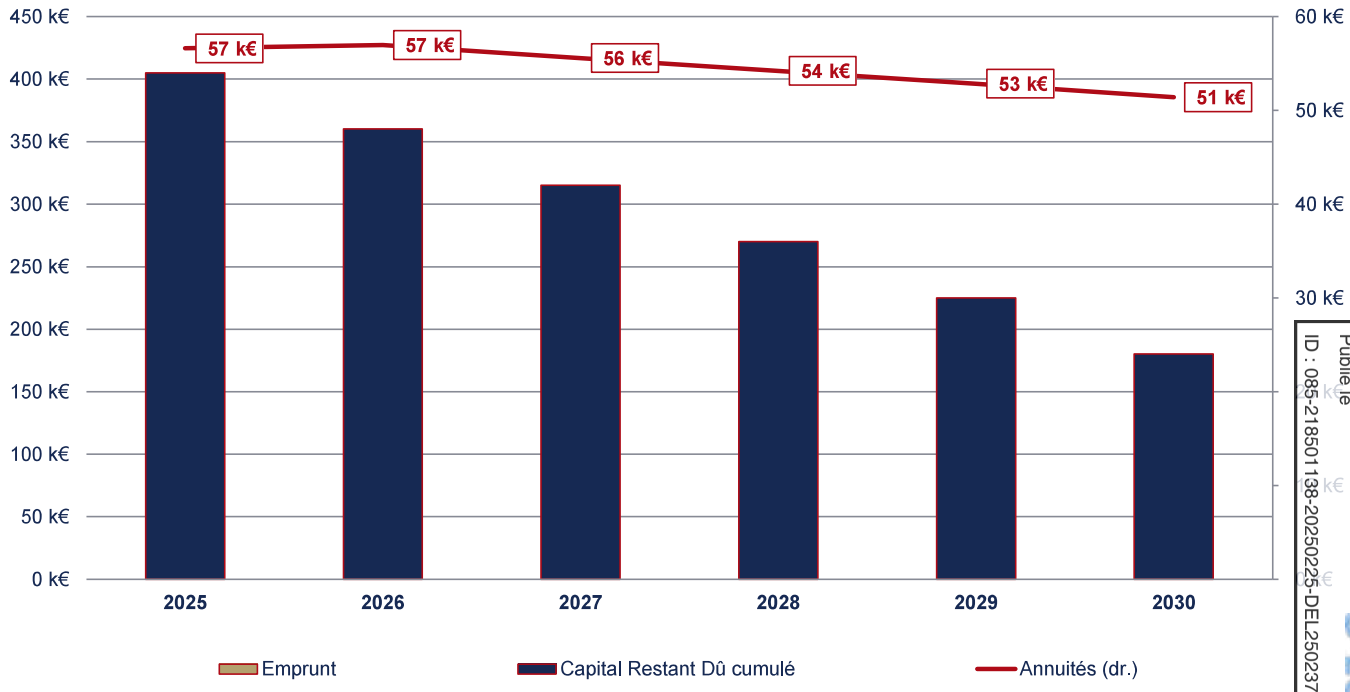

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Dette budget camping municipal





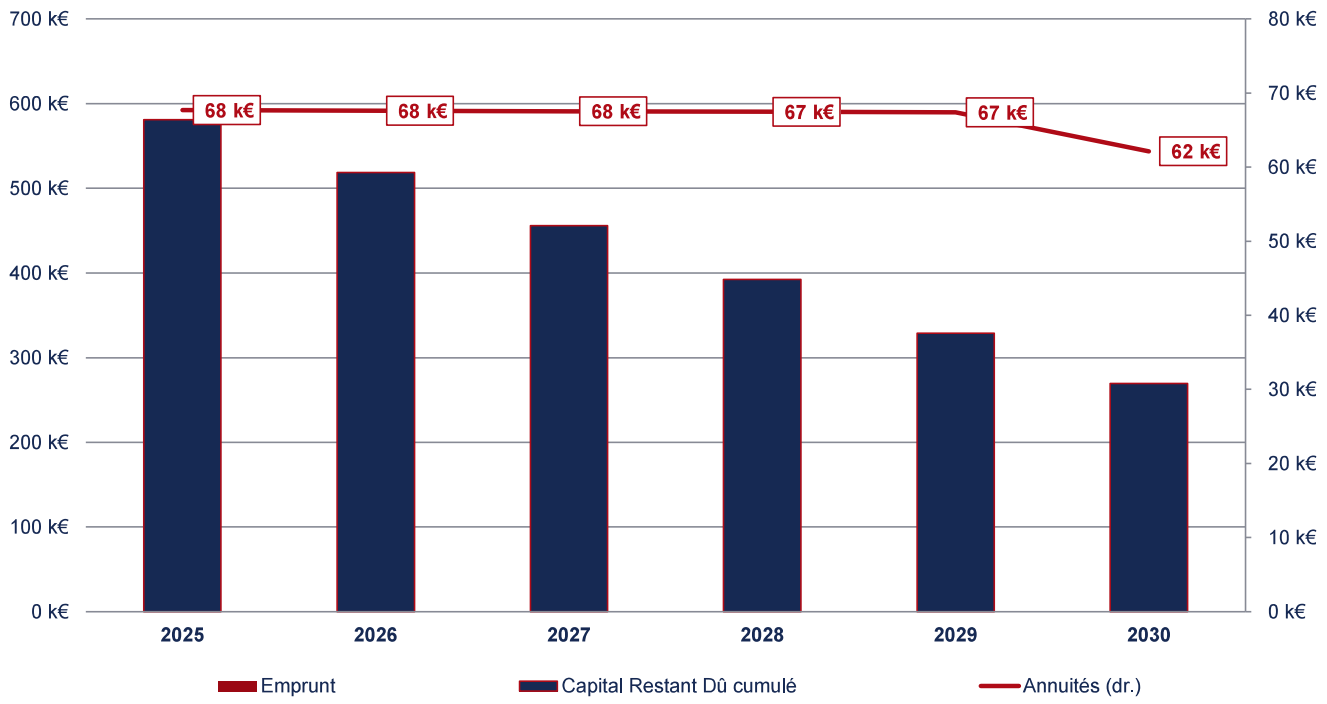

# Dette budget hydrocarbures






Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501188-20250225-DEL250237B-BF

# Dette budget transports publics






Conformément à nos conditions générales, cette présentation est réservée à votre seul usage interne. Elle est indissociable des éléments de contexte qui ont permis de l'établir et des commentaires oraux qui l'accompagnent.

Les informations fournies dans le cadre de cette présentation n'ont aucun caractère exhaustif et sont communiquées à titre purement informatif. Cette présentation ne peut en aucun cas être considérée comme constituant un démarchage, une sollicitation ou une offre de produits ou de services de la part de Finance Active. Finance Active ne pourra en aucun cas être tenu responsable de tout dommage direct ou indirect résultant de l'utilisation des informations fournies dans le cadre de cette présentation.

L'ensemble des éléments présentés ou communiqués dans le cadre de cette présentation, et notamment les textes, articles, plans, images, illustrations, photographies, bases de données et logiciels, sont protégés par le droit de la propriété intellectuelle et peuvent être confidentiels. Sauf autorisation expresse et préalable des représentants habilités de Finance Active, la reproduction totale ou partielle de ces éléments, ainsi que toute communication à des tiers, sont interdites.

Finance Active ne fournit aucune prestation en matière juridique. Il vous appartient d'avoir recours à un conseiller juridique avant de conclure une transaction financière.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

MAIRIE DE
L'ILE D'YEU

# Rapport d'Orientation Budgétaire
# Exercice 2025

## ***Contexte macroéconomique, loi de finances 2025, rétrospective***

**Diffusion Conseil municipal 25/02/2025**

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Cadre légal

Le débat d'orientation budgétaire a vocation à éclairer le vote des élus et à permettre à l'exécutif de tenir compte des discussions afin d'élaborer des proportions qui figureront dans le budget primitif de la collectivité. LE débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel.
Le DOB est obligatoire dans les communes, EPCI et syndicats de 3500 habitants et plus. Il doit avoir lieu dans les deux mois précédents l'examen du budget par l'assemblée délibérante. (Article L2312-1 du CGCT).
Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 apporte des informations quant au contenu, aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire.
Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un rapport conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT.

Contenu obligatoire :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre
- La présentation des engagements pluriannuels
- Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, les EPCI de plus de 10 000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants, et les départements, le rapport comporte également les informations relatives :

- À la structure des effectifs ;
- Aux dépenses de personnel, comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
- À la durée effective du travail.
- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement.
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Sommaire

① Le contexte macro-économique

② Le décryptage du Projet de Loi de Finances pour 2025

③ Les grandes orientations budgétaires

④ L'évolution de la masse salariale

⑤ La structure et l'évolution de la dette

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# 01

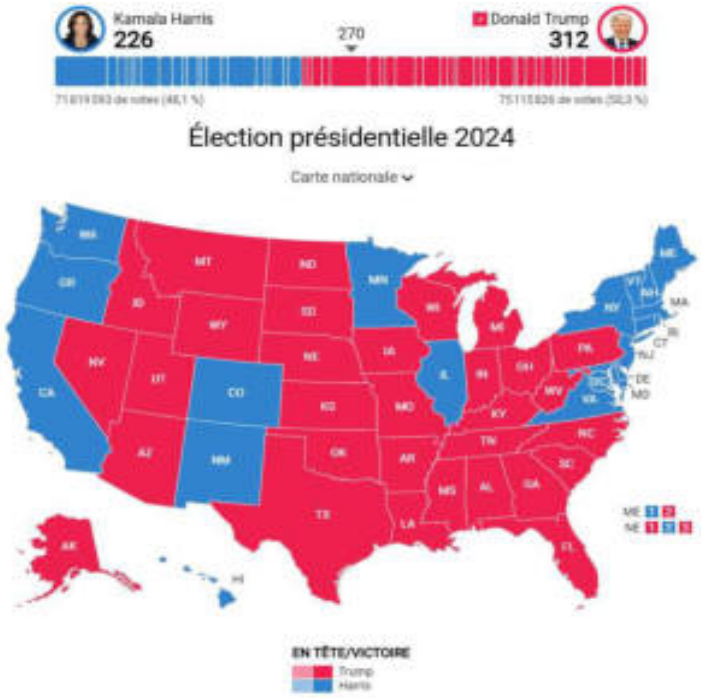
# Le contexte macro-économique

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Donald Trump sera le 47ème président américain

## Les grandes institutions américaines sont désormais acquises à Trump

- Les résultats de l'élection américaine confirment l'ampleur de la victoire du candidat républicain face à la démocrate Kamala Harris. **Au total, il l'emporte par 312 grands électeurs contre 226 pour son adversaire.**
- Contrairement à 2016, Donald Trump devrait également remporter cette année le vote populaire. **Alors que le dépouillement touche à sa fin, il a réuni plus de 75 millions de voix, contre 72 millions pour Kamala Harris**. Si cette tendance est confirmée à la fin du décompte, il sera le premier président républicain depuis vingt ans à y parvenir.
- Le parti de Donald Trump aura aussi le contrôle des deux chambres du parlement : **les démocrates avaient jusqu'à présent une très courte majorité au Sénat en ont perdu le contrôle face aux républicains**.
- **Le parti républicain, va par ailleurs, garder le contrôle de la chambre des représentants**, donnant une marge de manœuvre beaucoup plus importante à Donald Trump en 2025 qu'en 2017. Ajoutons a cela le fait **que la Cour Supreme a une majorité conservatrice** aujourd'hui et Donald Trump semble avoir tout a sa disposition pour poursuivre son programme
- Trump contrôlera donc **l'exécutif (Maison Blanche) le législatif (Congres) et le judiciaire (Cour** [illegible] moins encore deux ans (avant les p[illegible]s




FinanceActive

Source : France 24

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Donald Trump sera le 47ème président américain

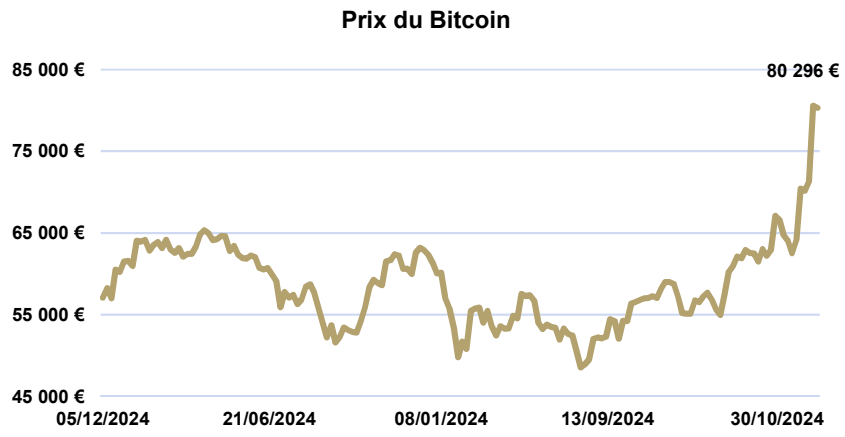
## Impact de la victoire de Trump sur les marchés

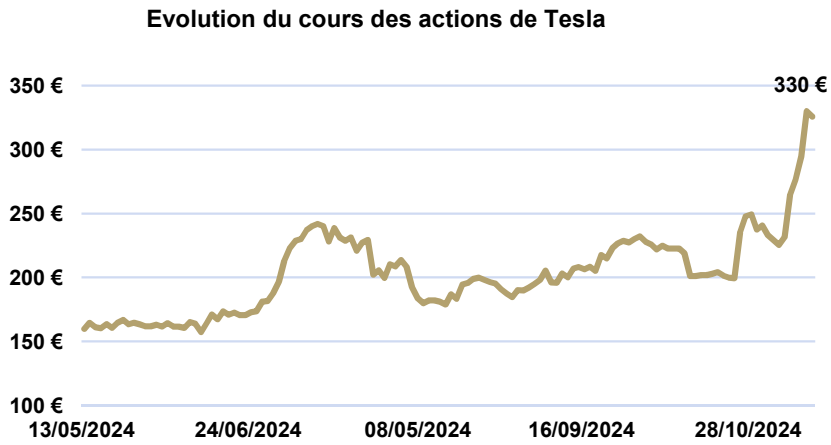
- La valorisation des actions qui devraient bénéficier du mandat de Trump grâce à la dérégulation et l'assouplissement fiscal, a continué à se refléter dans les cours du bitcoin, **qui a franchi les 90.000 dollars pour la première fois.**

- Elon Musk, fervent soutien de Trump, va être récompensé par une place nouvellement crée pour lui dans l'administration américaine. Il sera en charge de réduire les dépenses de l'Etat et mener des reformes d'austérités. Son entreprise **Tesla bénéficie de ces annonces et gagne désormais près 40% sur l'année** en retrouvant une capitalisation boursière supérieure à 1 000 milliards de dollars.

- Les rendements des bons du Trésor américain à 10 ans ont également considérablement augmenté jusqu'à **4,47 %** le 14 novembre (en septembre nous étions a 3,70%). Cela est dû aux **anticipations de politiques inflationnistes** sous Trump, telles que des réductions d'impôts et l'augmentation des droits de douane, mais aussi au **creusement du déficit public lié à l'augmentation de la dette anticipée.**

- Grâce à Trump, **le dollar s'envole aussi. A la mi-novembre, 1 euro ne valait que 1,05 dollars.** Il accompagne la hausse des taux obligataires américains et l'augmentation des écarts de rendement avec d'autres pc monétaires.




Source : Boursorama

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Donald Trump sera le 47ème président américain

## Conséquences de la Victoire de Trump pour l'Europe

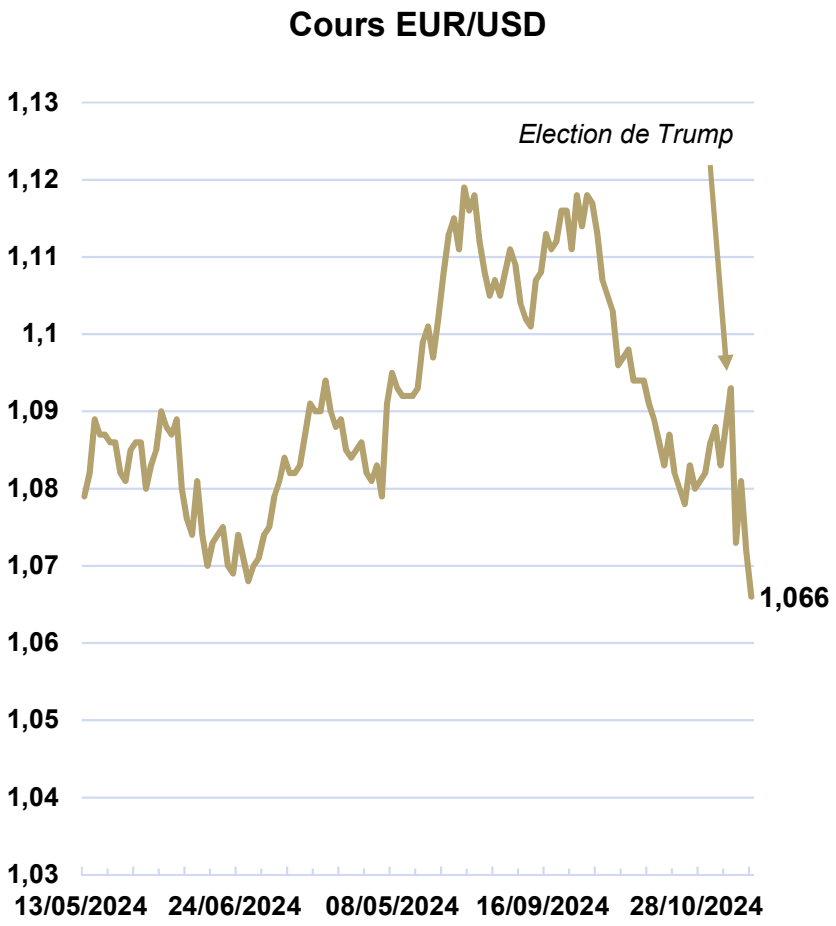
- Trump a exprimé son **intention d'augmenter les droits de douane sur les produits importés, y compris ceux en provenance de l'Union européenne**. Cela pourrait affecter des secteurs clés comme l'automobile et l'aéronautique, particulièrement en Allemagne et en France.

- En ce qui concerne la défense, Trump a souvent critiqué les pays européens pour ne pas investir suffisamment dans leur défense. **Il pourrait réduire l'engagement des États-Unis au sein de l'OTAN, poussant les pays européens à augmenter leurs dépenses militaires.**

- Les relations avec l'Ukraine pourraient également devenir plus conflictuelles. Trump pourrait diminuer ou cesser l'aide militaire et économique à l'Ukraine**, ce qui pourrait entraîner des répercussions sur la sécurité en Europe de l'Est**. En ce qui concerne le conflit au Moyen-Orient, Trump va probablement soutenir Israël davantage et mettre plus de pressions sur l'Iran.

- De plus les marchés européens pourraient connaître une **volatilité accrue en raison des incertitudes liées aux politiques économiques et commerciales** de Trump.

- Les politiques économiques et monétaires du président élu aux États-Unis pourraient **influencer les attentes en matière d'inflation et de croissance économique mondiale**. Par exemple, une politique budgétaire expansionniste aux États-Unis pourrait pousser les taux européens à la hausse par effet de contagion

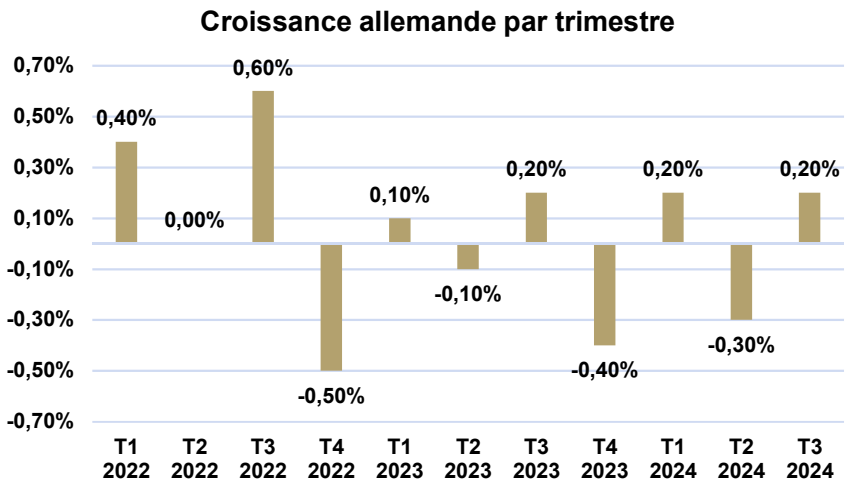


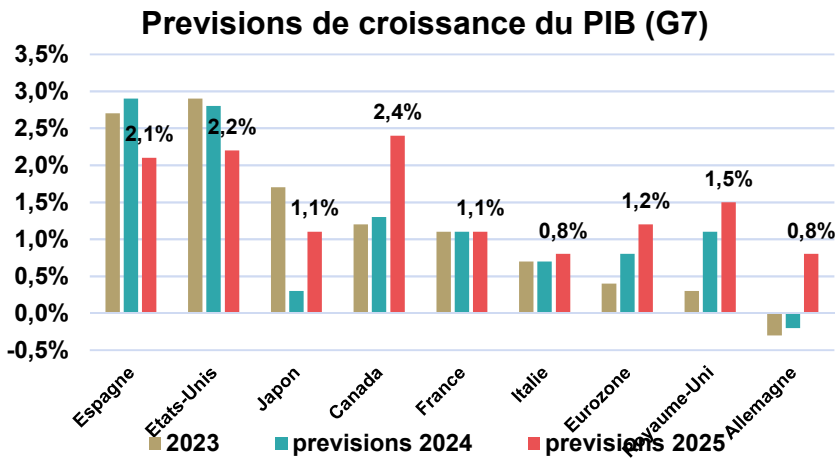

Source : Boursorama

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Europe : l'Allemagne en récession et décollage de l'Espagne

- **L'Allemagne se trouve dans une double crise : politique et économique**
  - La coalition entre les sociaux-démocrates (SPD), les Verts et les libéraux (FDP) a éclaté. Le limogeage du ministre des Finances, Christian Lindner, a conduit le FDP à quitter la coalition, créant une instabilité politique. **L'Allemagne se dirige vers des élections législatives anticipées le 23 février prochain pour se doter d'un nouveau gouvernement.**
  - L'Allemagne fait face à **des défis économiques majeurs**, notamment une baisse de la compétitivité de son industrie automobile, un sous-investissement public et une concurrence commerciale accrue. La crise énergétique et les répercussions de la guerre en Ukraine ont également aggravé la situation.
  - Le gouvernement allemand a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2024. **Il table désormais sur une récession de 0,2 %.** Cette récession est alimentée par une baisse de l'activité manufacturière et des pressions stagflationnistes .
- **La croissance en Espagne décolle**
  - **L'Espagne connaît une croissance économique notable en 2024, estimée à environ 2,8 %.** Plusieurs facteurs contribuent à cette performance :
    - Le **tourisme** : les revenus générés par le tourisme sont considérables, atteignant 86,7 milliards d'euros sur les huit premiers mois de l'année, soit une augmentation de 17,6 % par rapport à 2023. Le secteur touristique contribue à hauteur de 13,2 % du PIB national.
    - **L'immigration** : l'augmentation de la population, soutenue par des flux migratoires dynamiques, contribue à la croissance économique en augmentant la demande de biens et services.
    - **L'inflation** : la baisse de l'inflation, notamment grâce à la diminution des prix de l'énergie, améliore le pouvoir d'achat des consommateurs et stimule la demande intérieure tout comme la diminution du chômage.
    - Les **investissements** : Les fonds de relance de l'Union européenne (NGEU) favorisent les investissements dans les infrastructures et la transition énergétique, soutenant ainsi l'activité économique. L'Espagne est également **la sixième destination mondiale des projets d'investissement direct étranger depuis 2019.**



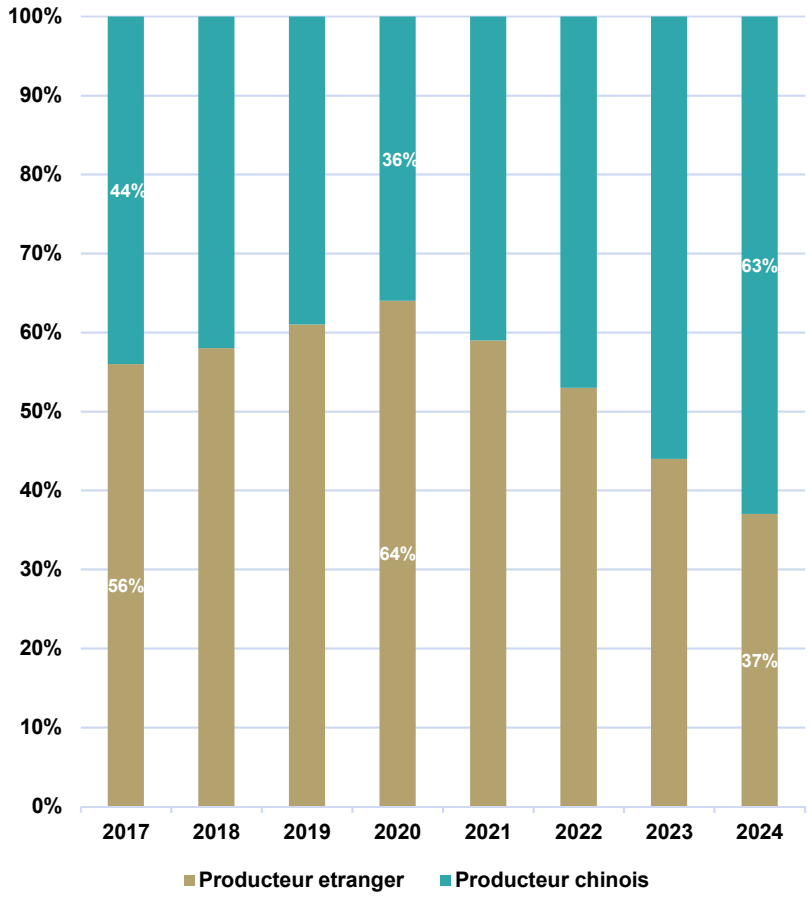

Sources : Trading Economics et Financial Times

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Europe : le secteur automobile dans une crise existentielle

- Au cours de ses 87 ans d'histoire, Volkswagen n'a jamais fermé d'usine au cœur de l'Allemagne. **Il envisage désormais d'en fermer trois et de réduire les salaires des travailleurs de 10%.**
- L'industrie automobile européenne, qui emploie près de **14 millions de personnes** et représente **7% du PIB** de l'UE, est confrontée à une véritable tempête.
- Les constructeurs automobiles sont confrontés à **une transition pluriannuelle risquée et coûteuse des moteurs à combustion vers la propulsion électrique**.
- **Tous ces problèmes sont exacerbés par la Chine,** où la concurrence pour les ventes sur le marché intérieur autrefois lucratif est féroce et où les véhicules électriques de haute qualité et moins couteux sont désormais exportés en plus grand nombre vers l'Europe.
- Les constructeurs chinois tels que BYD, Nio, SAIC, propriétaire de MG, Great Wall et Chery, **construisent des voitures électriques plus avancées avec des coûts 30% inférieurs à ceux des constructeurs automobiles européens,** selon le PDG de Stellantis.
- Selon Christoph Weber qui dirige les activités chinoises du groupe suisse de logiciels d'ingénierie AutoForm, **les entreprises chinoises développent de nouvelles voitures en un an environ, contre quatre ans typiques des groupes européens plus bureaucratiques.**

**Evolution des parts de marché pour le marché automobile chinois en %**






Source : Automotiv

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# France : Un déficit budgétaire qui dérape et atteint des niveaux inédits

- **Le déficit public de la France atteindra 6,1% du produit intérieur brut (PIB) en 2024,** selon le PLF de fin de gestion présenté mercredi 6 novembre en Conseil des ministres.
- Un important dérapage par rapport au **déficit de 4,4%** qui était prévu dans le PLF initial pour 2024, alors que le déficit de la France a atteint **5,5% du PIB en 2023**.
- Pour combler le déficit public, le gouvernement a présenté un budget 2025 dans lequel il prévoit un **effort budgétaire de 60Mds€**. L'exécutif veut réaliser **40Mds€** d'économies en réduisant des dépenses et trouver **20Mds€** en augmentant ses recettes
- Cette situation budgétaire très dégradée a **des conséquences sur la capacité d'endettement de la France.** Après Fitch, **Moody's met la note de la France sous perspective négative.**
- Cependant, la **dette française continue de séduire les investisseurs**, mais **ses taux d'intérêt désormais ont monté** (**OAT 10 ans à 3,16%** le 13/11) et atteignent celui de pays comme le Portugal ou l'Espagne, réputés plus risqués.
- La charge de la dette est aujourd'hui le **deuxième poste budgétaire** derrière l'éducation avec **plus de 50Mds€** et elle pourrait devenir le premier d'ici à 2027.
- Le gouvernement entend ramener le déficit public de 6,1% du PIB en 2024 **à 5% en 2025** pour revenir dans les clous européens en **2029, avec 2,8 %.**
- Il prévoit que la **croissance atteindra 1,1 % en 2025** comme cette année, car elle serait pénalisée par les mesures de redressement budge
- Il prévoit aussi que la dette publique continuerait de gonfler pour frôler **les 115% du PIB**, presque le double du maximum fixé à 60 % par Bru

**La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur (en Mds€)**

| | 2023 T2 | 2023 T3 | 2023 T4 | 2024 T1 | 2024 T2 | Variation entre T2 2023 et T2 2024 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble des adms. Publiques | 3 053 | 3 095 | 3 101 | 3 160 | 3 228 | + 175 |
| En point de PIB (*) | 111,2% | 111,0% | 109,9% | 110,5% | 112,0% | +0,80% |
| Dont : | | | | | | |
| - Etat | 2 469 | 2 514 | 2 514 | 2 558 | 2 628 | + 159 |
| - Organismes divers d'adm centrales | 72 | 71 | 74 | 74 | 69 | - 3 |
| - Administration publiques locales | 244 | 243 | 250 | 251 | 251 | + 7 |
| - Administration sécurité sociale | 266 | 265 | 264 | 277 | 281 | + 15 |

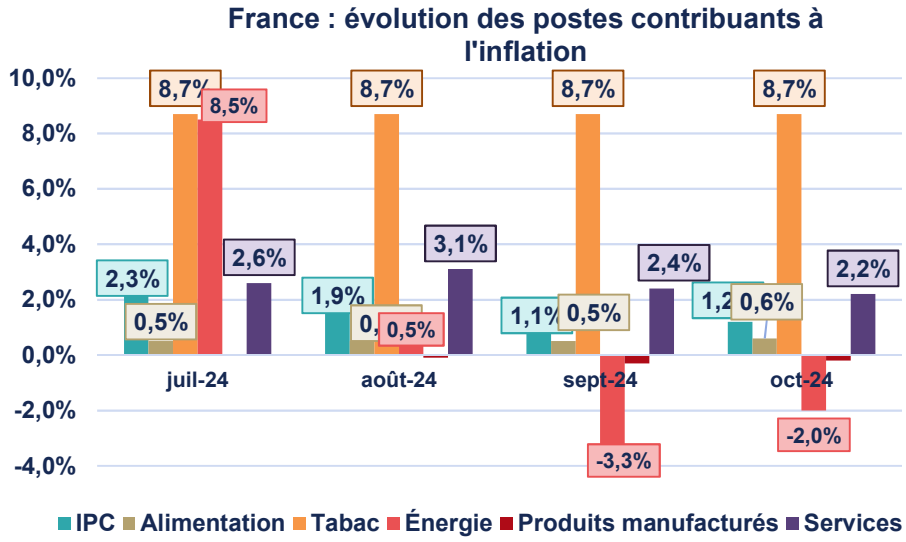
Source : INSEE

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# France : inflation et croissance

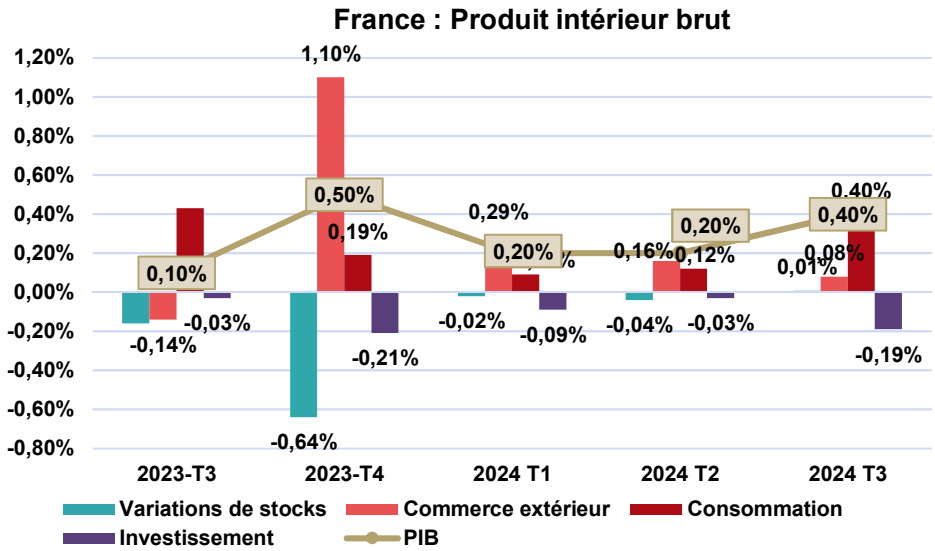
## Inflation

- **Les prix à la consommation ont augmenté de 1,2% en France en octobre sur un an**, contre 1,1% en septembre. Ce net ralentissement par rapport à l'été (2,3% en juillet) s'explique par le **recul du cours du pétrole** et des **prix des services**.
- Les **prix de l'énergie chutent de 2 % sur un an**, dans le sillage du recul des prix du pétrole. Le **cours du baril de Brent est même passé temporairement sous la barre des 70$,** tiré vers le bas par la faiblesse de la demande chinoise et le relèvement de la production aux Etats-Unis.
- De leur côté, les **prix des services se modèrent également, avec une hausse de 2,2%** en glissement annuel, contre 2,4% en septembre. Cette évolution s'explique par une **progression des salaires plus modérée que prévu** au cours du premier semestre.




## Croissance

- Le PIB en volume a augmenté de manière modérée au troisième trimestre : **il a progressé de 0,4%,** après +0,2% au deuxième trimestre, stimulé notamment par les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris.
- La demande intérieure finale (hors stocks) a retrouvé un certain dynamisme grâce au **rebond de la consommation des ménages** (+0,5%< après une stagnation à +0,0%). À l'inverse, la **formation brute de capital fixe a poursuivi son recul** (-0,8% après -0,1%).
- Au total, la **demande intérieure** (hors stocks**) a contribué positivement à la croissance du PIB ce trimestre avec +0,2%,** après +0,1% au deuxième trimestre 2024.






Sources des graphiques : INSEE

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

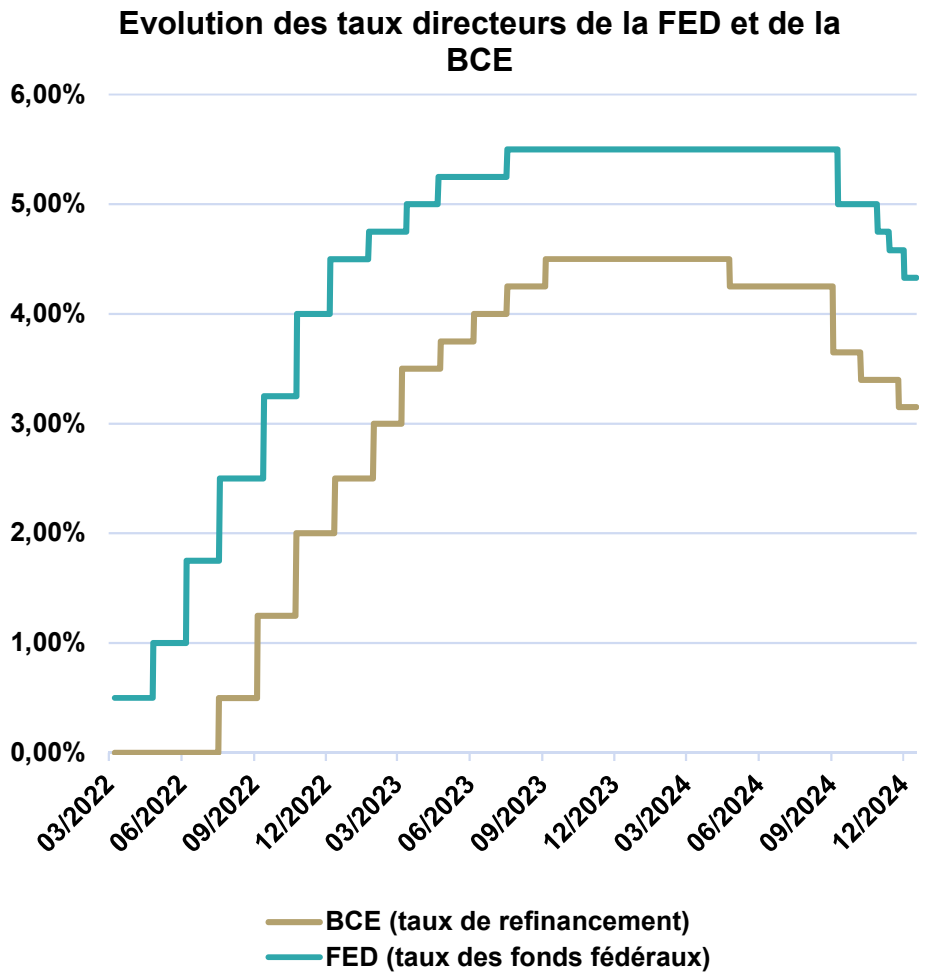
# Décisions de politiques monétaires

## Dernière décision de la FED

- Lors de sa dernière réunion de l'année en décembre 2024, **la FED a décidé de baisser ses taux directeurs dans la fourchette de 4,25 % à 4,50%.**
- La victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine fait craindre à Jerome Powell, le président de la Fed, un **sursaut d'inflation sur 2025.**
- Jerome Powell a également affiché le programme pour 2025 concernant les baisses de taux : **0,50% sur l'année entière.**

## Dernière décision de la BCE

- La Banque centrale européenne a décidé, jeudi 12 décembre, de procéder à une **nouvelle baisse de ses taux directeurs**. Cette décision est motivée par une **inflation tombée à son plus bas niveau depuis trois ans** dans la zone euro, où c'est désormais la faiblesse de la croissance qui suscite des inquiétudes.
- Cette **réduction de 0,25%** abaisse le **taux de dépôt à 3,00%**, le **taux de refinancement à 3,15%** et le **taux de prêt marginal à 3,40%.**
- Les services de l'Eurosystème anticipent désormais une reprise économique plus lente que dans les projections de septembre. Malgré un rebond de la croissance au troisième trimestre de l'année, les indicateurs tirés d'enquêtes signalent un ralentissement pour le trimestre en cours. Selon les services de l'Eurosystème, l'économie devrait croître de **0,7 % en 2024, 1,1 % en 2025, 1,4 % en 2026 et 1,3 % en 2027**






*Sources : BCE FED*

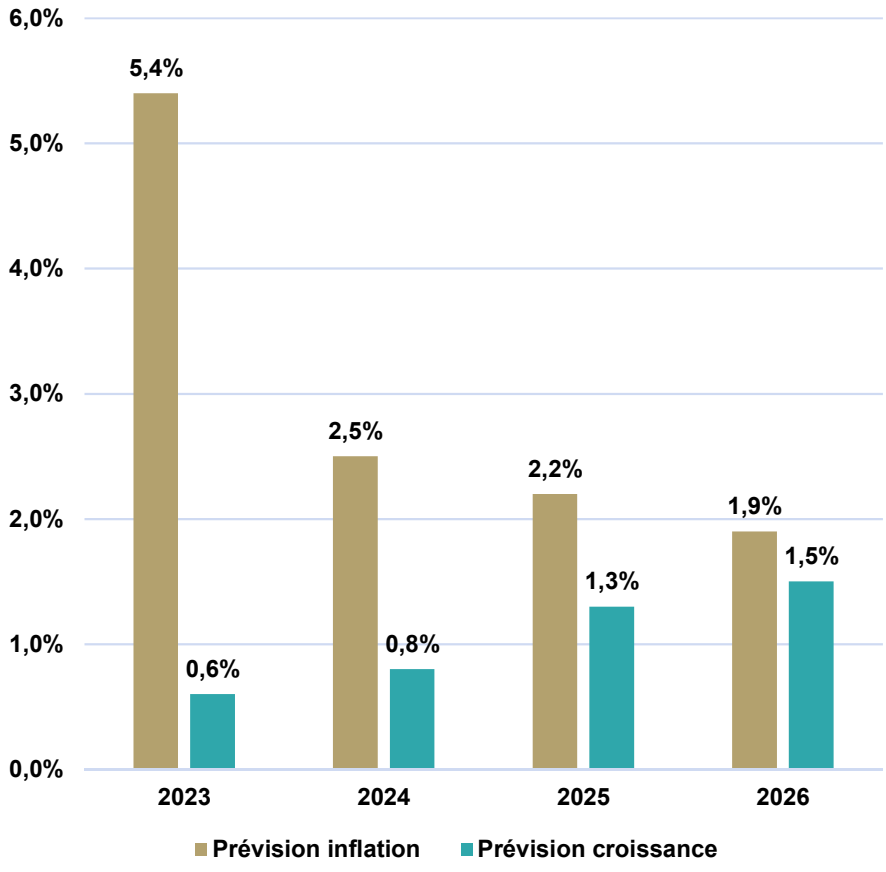
Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Zone euro : anticipations d'inflation et de croissance

## Anticipations de croissance et d'inflation

- Dans l'ensemble, **la croissance annuelle moyenne du PIB en volume devrait s'établir à 0,8 % en 2024**, avant d'atteindre **1,3% en 2025** et **1,5% en 2026**.
- Par rapport aux projections de juin, les **perspectives de croissance du PIB ont été légèrement révisées à la baisse** pour chaque année de l'horizon de projection en raison de la **faible demande intérieure**.
- Concernant l'inflation, elle pourrait réaugmenter à court terme à cause la hausse des salaires mais elle devrait revenir ensuite autours de 2%. L'institut de Francfort table sur un taux **d'inflation de 2,5% en 2024**, **2,2% en 2025** et **1,9% en 2026**.
- La croissance économique restera probablement atone à court terme mais devrait de plus en plus être soutenue par la **hausse des revenus des ménages**, la **bonne tenue du marché du travail**, le **renforcement de la confiance** et le **redressement de la demande extérieure**, tandis que les **contraintes liées aux conditions de financement s'estomperont**.

**Anticipations croissance et inflations de la BCE pour la zone euro**

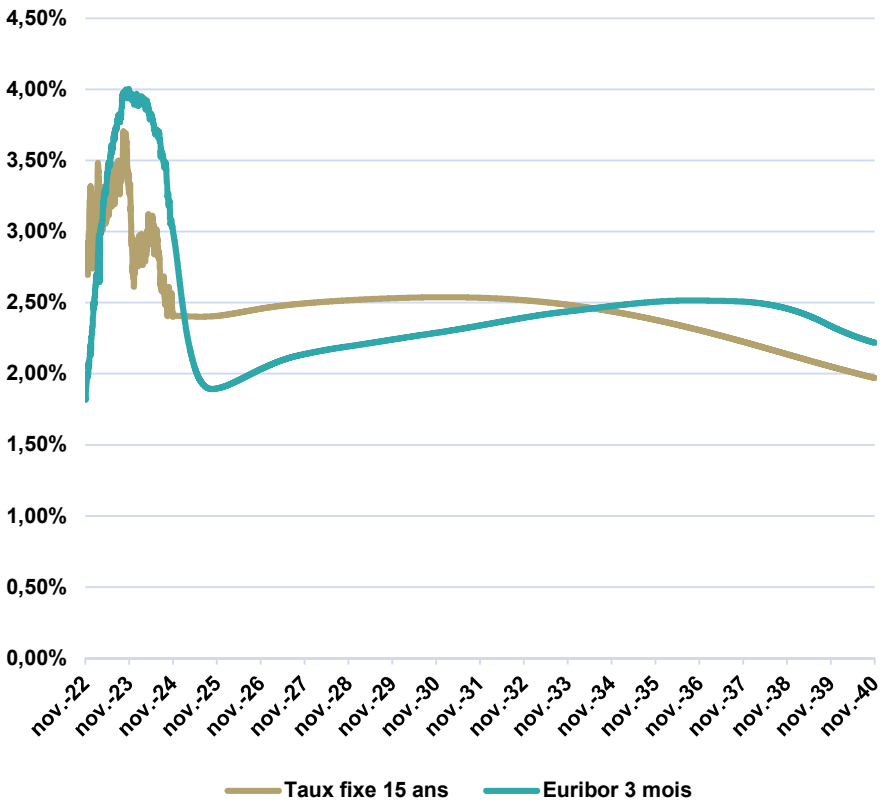



*Source : BCE*

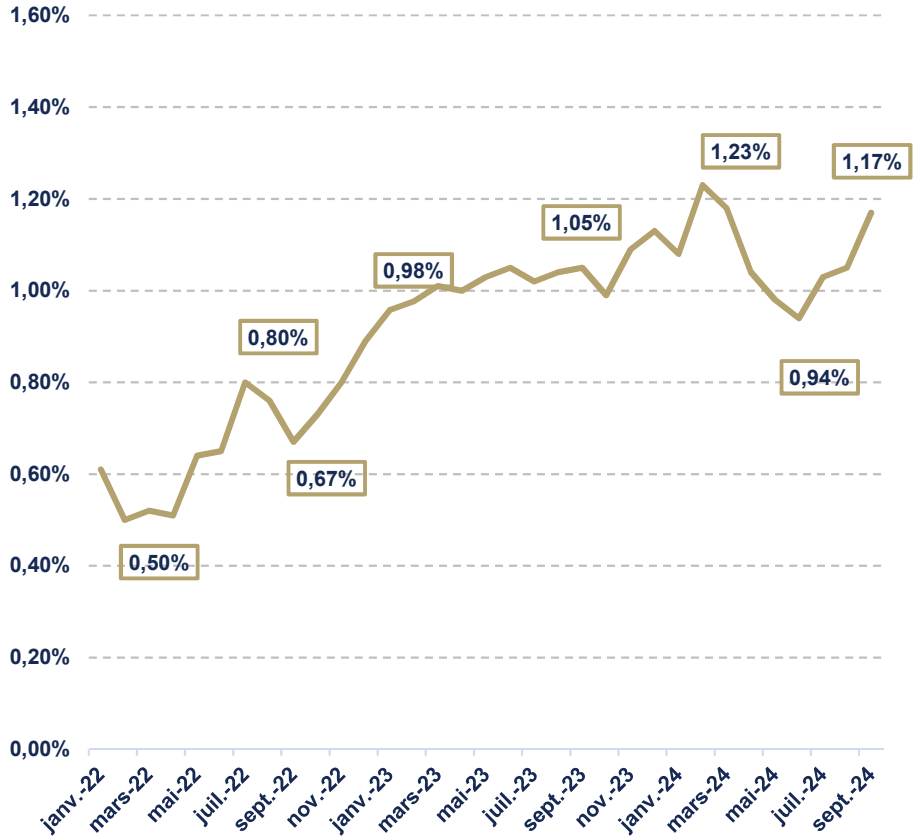
Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Zone euro : anticipations de taux et marge bancaires réelles des collectivité

## Historique et anticipations de taux (hors marge bancaire)




## Marges réelles proposées




FinanceActive

*Sources pour tous les graphiques: Finance Active*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# 02

# Décryptage du PLF 2025

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# La mesure « phare » du PLF 2025 : la création d'un fonds de réserve

FinanceActive
une entreprise Altus Group

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# UN PRÉLÈVEMENT SUR LES RRF DES COLLECTIVITÉS DONT LES DRF SONT SUPÉRIEURES A 40 M€

| | |
|---|---|
| **Pourquoi ?** | **Compenser l'écart constaté entre le solde prévisionnel et constaté des Administrations publiques locales défini par la LF** |
| **Pour qui?** | **Les collectivités dont les DRF 2023 sont > à 40M€** |
| **Combien ?** | **2% des RRF 2023 retraitées des chapitres 014, 77 et art 70846 (ponction sur les 12e de fiscalité)** |
| **Et ensuite?** | **Abondement de 2026 à 2028 à hauteur d'1/3 par an du FPIC, du fonds des DMTO pour les départements et du fonds de solidarité des régions** |

*Sources PLF 2025*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# UN PRÉLÈVEMENT SUR LES RRF DES COLLECTIVITÉS DONT LES DRF SONT SUPÉRIEURES A 40 M€

## Solde des APUL

| Solde prévisionnel des APUL pour 2024 (LF 2024) | Solde des APUL pour 2024 (PLF 2025) | **Ecart constaté** | Solde prévisionnel des APUL pour 2025 (PLF 2025) |
|---|---|---|---|
| -0,2 point de PIB soit -1,8Md€ | -0,7 point de PIB soit -16Md€ | **-0,5 point de PIB soit -14,7Md€** | -0,2 point de PIB |

*Mise en place du plafond de 2% des RRF afin de limiter la ponction à 2,8Md€*

*Sources: PLF 2025 et Finance Active*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# LES EXONERATIONS AU PRÉLÈVEMENT SUR LES RRF

## Les exonérations à la ponction sur les recettes réelles de fonctionnement

Les **régions qui n'étaient pas contributrices en 2024 au fonds de solidarité régionale**.

Les **20 premiers départements** qui sont **éligibles à l'indice de fragilité sociale** utilisé pour répartir le fonds de sauvegarde des départements

Les **établissements publics territoriaux** (EPT) qui **n'étaient pas contributeurs au FPIC en 2024**

**Les 300 premiers EPCI classés en fonction du potentiel fiscal** et du **revenu par habitant par rapport à la moyenne** (critères utilisés dans le calcul de la dotation de péréquation des intercommunalités).

Les **250 premières communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale** (DSU) et les **2 500 premières communes éligibles la fraction cible de la dotation de solidarité rurale** (DSR)

*Sources: PLF 2025, OFGL et Finance Active*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Comment estimer l'évolution de vos dotations ?

FinanceActive
une entreprise Altus Group

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# DOTATION FORFAITAIRE DES COMMUNES
## UN RETOUR DE L'ECRÊTEMENT EN 2025

### Rappel du calcul en 2024

**Dotation forfaitaire N-1**

**+ / −**

**Variation de la population DGF N / N-1**

**−**

**Ecrêtement si potentiel fiscal > 85% du potentiel fiscal moyen**
**<u>uniquement</u> pour financer la garantie de non-négativité et à la hausse démographique**

### Calcul avec reprise de l'écrêtement en 2025

**Dotation forfaitaire N-1**

**+ / −**

**Variation de la population DGF N / N-1**

**−**

**Ecrêtement si potentiel fiscal > 85% du potentiel fiscal moyen**

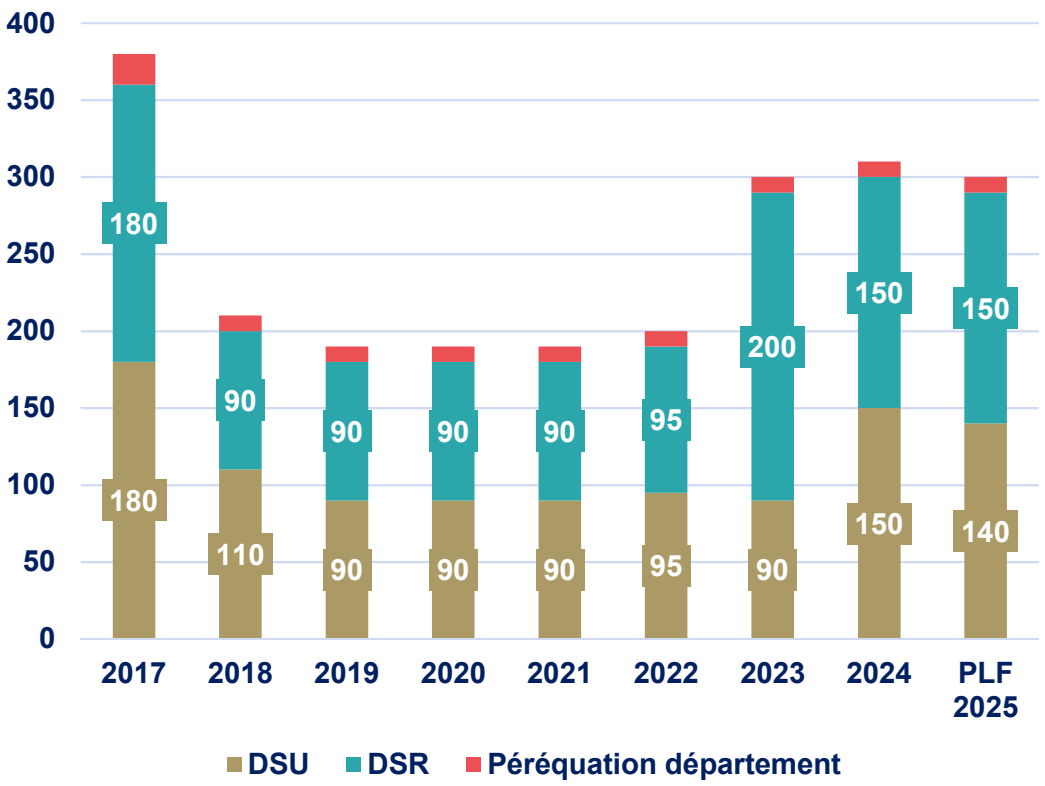
**<u>Nouveauté PLF 2025</u> : majoration de 0,5 habitants DGF par logement** ayant fait l'objet d'une **opération de requalification de copropriétés dégradées**.

*<u>Sources: LF 2018 à 2024 / PLF 2025 et Finance Active</u>*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# DOTATIONS DE PÉRÉQUATION
## UNE QUASI-STABILISATION DES ENVELOPPES

### Abondements de la péréquation verticale (en M€)




### Recommandations pour les communes

- **DF** : stabilité en 2025 si population inchangée sauf pour les communes écrêtées
- **DSU** : progression légèrement inférieure à 2024
- **DSR** : progression similaire à 2024
- **DNP** : stabilité ou application tunnel d'évolution de -10%/an

*Sources: LF 2018 à 2024 / PLF 2025 et Finance Active*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# UNE DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ STABLE

## Rappel des garanties d'évolution de la DI depuis 2024

| | DI/hab. minimum | DI/hab. maximum |
|---|---|---|
| Garantie d'évolution de droit commun | 95% de la DI/hab. n-1 | 120% de la DI/hab. n-1 |
| Garanties spécifiques pour les EPCI les plus intégrés *(CIF>0,35 pour les M, CA et CU et CIF>0,5 pour les CC)* | 100% de la DI/hab. n-1 | 120% de la DI/hab. n-1 |

**Recommandation pour les EPCI :**

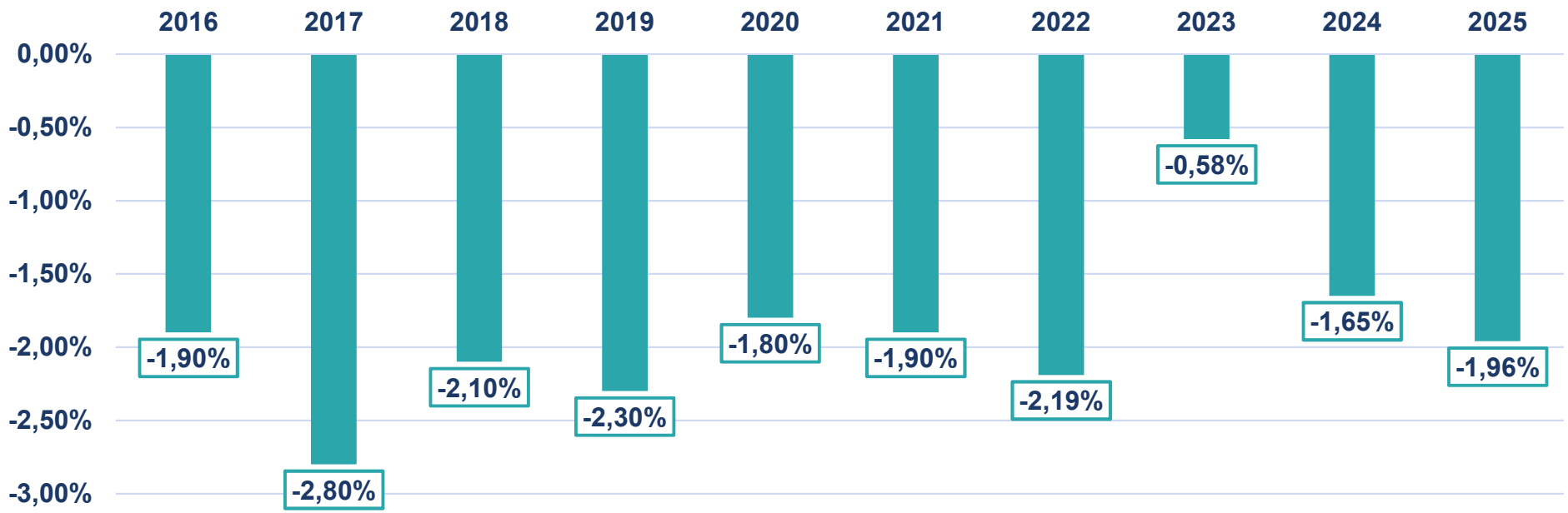
- ✓ **Si aucune garantie** n'était applicable à votre DI en 2024 : reconduire le même montant en €/hab en 2025 (évolution pop)
- ✓ **Si une garantie était applicable** à votre DI en 2024, alors application de la garantie (voir ci-dessus)

*Sources: LF 2018 à 2024 / PLF 2025 et Finance Active*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# UNE COMPENSATION PART SALAIRE TOUJOURS MINORÉE

## Évolution de l'écrêtement de la CPS




**<u>Recommandations :</u>**

**Ecrêtement CPS :** a minima -2% par rapport au montant de 2024

*<u>Sources: LF 2018 à 2024 / PLF 2025 et Finance Active</u>*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# ENVELOPPE NORMÉE
## QUELLES VARIABLES D'AJUSTEMENT IMPACTÉES ?

### Historique des variables d'ajustement de l'enveloppe normée par type de collectivité

| | 2024 | PLF 2025 |
|---|---|---|
| **Bloc Communal** | **FDPTP**<br>**DCRTP** | **FDPTP**<br>**DCRTP** |
| **Départements** | **DCRTP** | **DCRTP** |
| **Régions** | **Aucun écrêtement** | **DCRTP** |

**Recommandations pour 2025**

**Bloc Communal** : **Ecrêtement de la DCRTP :**

Il devrait être 14,5 fois supérieur à celui de 2024

Et **baisse du FDPTP** (Baisse 4,4 fois supérieure en 2025 par rapport à 2024).

**Départements** : **Stabilisation** de votre **Dotation carrée** et **écrêtement 2 fois supérieur à celui de 2024** pour la **DCRTP**

**Régions** : **Montant identique à 2024** pour la **Dotation Carrée** et **écrêtement 7,5 fois supérieur à 2022** pour la **DCRTP**

*Sources : LF de 2017 à 2024 et PLF 2025 et Finance Active*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

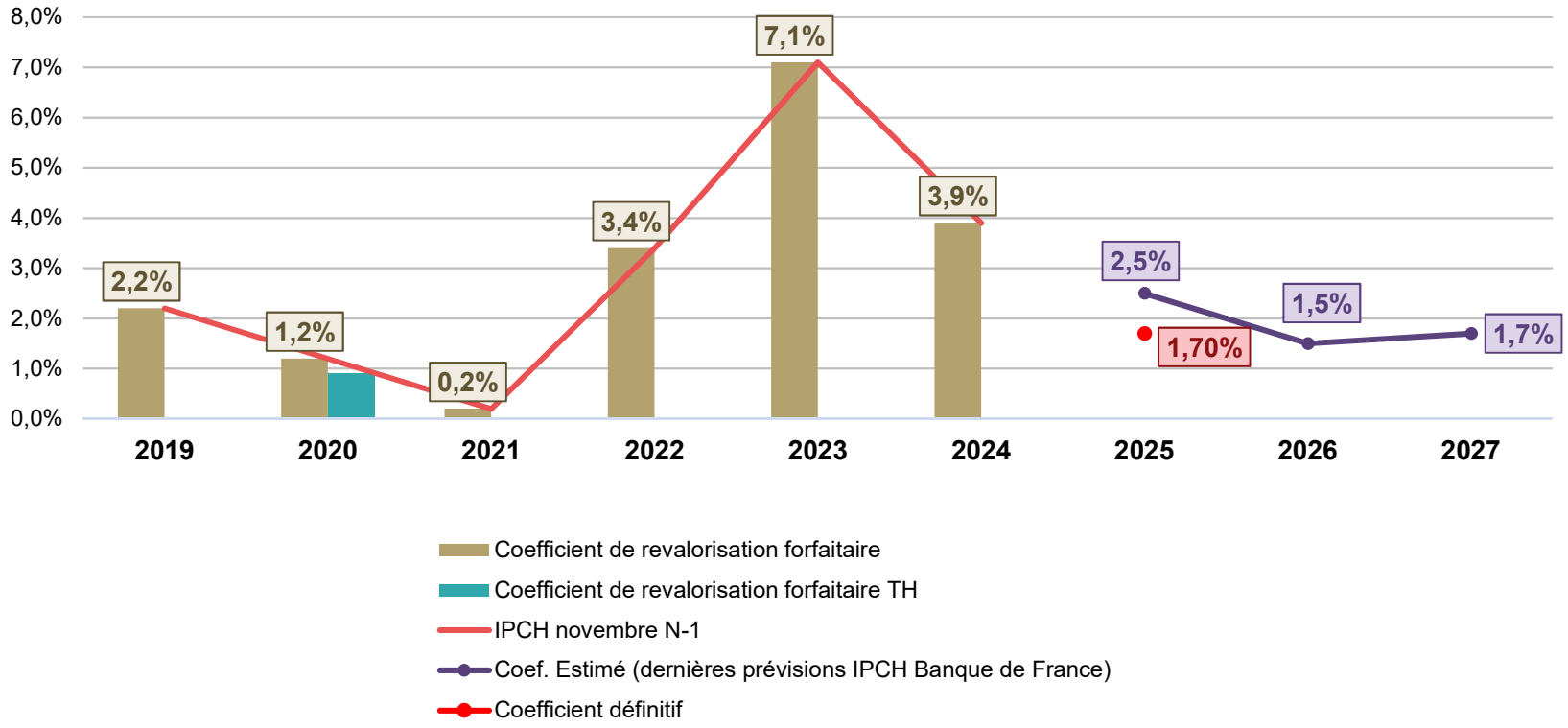
# Quelles progressions des bases fiscales et de la fraction de TVA ?

FinanceActive
une entreprise Altus Group

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# COEFFICIENT DE REVALORISATION FORFAITAIRE DES BASES FISCALES POUR 2025
# QUELLES HYPOTHESES RETENIR ?

## Evolution du coefficient de revalorisation des bases fiscales




*Sources : Banque de France et Finance Active*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# FRACTION DE TVA 2024 ET 2025
# SUPPRESSION DE L'INDEXATION TVA POUR 202

## Estimation de la fraction de TVA 2024 et 2025

### Mars 2024

Communication prévisionnelle :
***+4,52%***
Première estimation pour les collectivités.

### Octobre 2024

Ajustement PLF 2025 : ***+0,8%.***
Révision à la baisse impactant les budgets locaux.

### 2025

Notification fraction TVA 2024 définitive.
PLF 2025 : **Gel de la fraction de TVA pour 2025 sur le montant 2024.**
➔ Stabilisation des ressources, mais perte de dynamique.

*Sources : LF 2023, 2024, PLF 2025 et Finance Active*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Retour sur la suppression de la CVAE

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# CVAE
# REPORT DE 3 ANS DE LA SUPPRESSION PROGRESSIVE

## Nouveau calendrier de mise en œuvre de la mesure

**2023 - 2027**

- Taux CVAE réduit de moitié pour les entreprises. **Perte de la CVAE pour les collectivités, compensée par l'État via le reversement de TVA**

**2028 - 2030**

- Suppression progressive de la CVAE pour les entreprises

**2030**

- Suppression définitive de la CVAE pour les entreprises

*Sources LF 2023 et 2024 ; PLF 2025*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# CVAE
# SUPPRESSION DE L'INDEXATION TVA POUR 202

## Calcul de la compensation

**PART FIXE INDIVIDUELLE**

Moyenne CVAE 2020-2023 + compensation d'exonération.

Base stable pour les collectivités

**PART DYNAMIQUE**

Reversement en fonction de l'évolution de la TVA nationale via le fonds national de l'attractivité économique des territoires (FNAET).

**2023 et 2024** : 600M€ répartis avec une clé de répartition basée sur la CFE (1/3) et les effectifs (2/3).

**SUPPRESSION INDEXATION TVA PAR LE PLF POUR 2025 :** Compensation 2025 figée sur le montant reversé en 2024

*Sources : LF 2023, 2024 ; PLF 2025*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Les mesures de soutien à l'investissement

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# FONDS VERT

## UNE DIMINUTION CIBLÉE DU SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT

## DIMINUTION DU FONDS VERT

Stabilité du soutien aux investissements en faveur de la transition écologique (fonds vert)

- Pérennisation et augmentation du fonds vert

| | Rappel de l'enveloppe 2024 | Enveloppe définitive 2024 | Enveloppe 2025 | Eligibilité | Objet |
|---|---|---|---|---|---|
| **Fonds vert** | **2,5 Mds €** | **1,5 Mds €** | **1,5 Mds €** | Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR | **En priorité la rénovation des écoles** Toutes actions renforçant la performance environnementale (rénovation des bâtiments publics), l'adaptation (prévention des inondations, recul du trait de côté) ou encore l'amélioration du cadre de vie (recyclage des friches). |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# ENVELOPPES CLASSIQUES

## DES ENVELOPPES MAINTENUES À LEUR NIVEAU DE 2024

### Verdissement des dotations

| | DSIL | DPV | DETR | DSID |
|---|---|---|---|---|
| **Enveloppe 2025** | **570 M€** | 150 M€ | 1,046 Mds€ | 212M€ |
| **% part consacrée à la transition écologique** | 43% (231 M€) | | 29% en 2023 (293 M€) | 43% en 2023 (86 M€) |
| **Eligibilité** | Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR | Communes défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains | Communes et EPCI < à 20 000 hab. + PF par hab. < à 1,3 fois PF par hab. moyen de la strate | Départements de métropole et d'Outre Mer, métropole de Lyon et collectivités à statut particulier |
| **Objet** | Rénovation thermique, transition énergétique, mise aux normes; développement du numérique, équipements liés à la hausse du nombre d'habitants | éducation, culture; emploi, développement économique, santé ; sécurité, social… | économique, social, environnemental et touristique, pour développer ou maintenir les services publics | Dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural |
| Attribution | Par le préfet de région | Par le préfet de département | Par le préfet de département | Par le préfet de région |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Le FCTVA

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# FCTVA

## DEUX MODIFICATIONS D'AMPLEUR À PREVOIR

**Baisse de 10% du taux de FCTVA**

| Période | Taux de FCTVA |
|---|---|
| 2024 | 16,404% |
| A compter du 1er janvier 2025 | 14,85% |

**Taux de FCTVA à appliquer selon le décalage (N, N+1, N+2)**

| Année de la dépense d'équipement | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|
| N | 16,404% | 16,404% | 14,85% |
| N+1 | 16,404% | 14,85% | 14,85% |
| N+2 | 14,85% | 14,85% | 14,85% |

**ATTENTION, les dépenses de fonctionnement ne sont plus éligibles au FCTVA. Seules celles liées à l'informatique en nuage le sont encore avec un taux de 5,6% pour les dépenses faites jusqu'en 2024.**

*Sources: LF 2016 à 2024 et Finance Active*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Les autres mesures

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# LES AUTRES MESURES

- **Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité (art 7)**
  - Baisse garantie de 9% du tarif réglementé de vente à partir du 1er février.
  - Péréquations territoriales et régionales.

- **Clarification des modalités de calcul des valeurs locatives des locaux professionnels (art 16)**
  - « Planchonnement » figé calculé selon la situation des locaux au 1er janvier 2017.

- **Zonage France Ruralités Revitalisation (art 27)**
  - 2 168 communes bénéficieraient jusqu'au 31 décembre 2027 des effets du dispositif des zones FRR en contrepartie de l'exclusion du dispositif ZRR.

- **Réforme du financement du compte d'affectation spéciale Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (art 36)**
  - Changement du mode de financement de l'aide aux Collectivités pour l'électrification rurale.
  - Mode de financement « Facé » désormais, il s'agit d'une fraction de l'accise sur l'électricité.
  - Les recettes de ce CAS représentent **377 M€** en 2024.

- **Répartition des produits des taxes afférentes aux laboratoires** collectivités concernés **géologiques et aux centres de stockage de déchets radioactifs (Cigéo) (art 63)**
  - Création et adaptation du dispositif de répartition du produit de la taxe de stockage entre les

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# LES MESURES DU PLFSS 2025

- **Art 11** - Augmentation progressive des taux de cotisation employeurs à la CNRACL de 2025 à 2027, avec une première hausse de 4 points en 2025.
- **Art 13** - Augmentation du plafond d'emprunt à 13,2 Mds € en 2025 face au déficit prévisionnel d'ici à 2030.
- **Art 18** - Plafonnement des rémunérations en intérim médical aux personnels non médicaux et de maïeutique des établissements publics sanitaires sociaux et médico sociaux. Détails à prévoir par voie réglementaire.
- **Art 21** - Expérimentation du financement des Ehpad et USLD par les départements.
- **Art 23 -** Revalorisation des pensions de retraite de base de près de 17 millions de retraités décalée de six mois.
- **Art 31** – Fixation de l'objectif de dépenses de la branche autonomie de la Sécurité sociale à 42,4 Md€ soit +6% par rapport à 2024.

- **Création d'un service public de la petite enfance** (loi Plein emploi)

Le bleu budgétaire rappelle la création d'un service public de la petite enfance (SPPE) au sein de la branche famille au 1er janvier 2025, prévu par la loi Plein emploi, qui doit permettre d'accroître et de diversifier l'offre d'accueil pour les enfants de moins de trois ans.

Ce SPPE se déploiera « grâce à l'engagement des communes dans le cadre de leurs nouvelles compétences d'autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant et de l'accompagnement des parents », indique le gouvernement. Les communes bénéficieraient du soutien de la Sécurité sociale et de l'État, « pour un impact financier de 0,6 Md€ à terme ».

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# 03

# Les grandes orientations budgétaires (analyse rétro-prospective)

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Contexte et méthodologie

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Projections macroéconomiques : un contexte national et international d'incertitudes accrues

- Les **projections macroéconomiques de décembre 2024** ont été finalisées dans un contexte national et international d'incertitudes accrues. Cette projection a été arrêtée le 27 novembre, soit avant la motion de censure, avec des hypothèses de finances publiques proches du projet de loi de finances conduisant à une réduction sensible du déficit public à 5 % du PIB en 2025. Une moindre consolidation budgétaire n'entraînerait pas pour autant un surplus de croissance, car l'effet négatif de l'incertitude accrue sur la demande des ménages et des entreprises jouerait en sens opposé.

- Le **scénario de référence demeure celui d'une sortie de l'inflation sans récession**, avec une reprise décalée à 2026 et 2027 par rapport aux précédentes projections. L'activité progresserait en 2024 à hauteur de 1,1 %, tirée principalement par le commerce extérieur. La croissance resterait positive en 2025 mais diminuerait un peu. Conjointement à la reprise attendue de la demande chez nos partenaires européens, elle serait ensuite plus dynamique en 2026 et 2027, sous l'effet notamment d'une moindre inflation, et du desserrement réalisé de la politique monétaire.

- En 2024, **l'inflation totale a reculé sensiblement et devrait retomber en moyenne annuelle à 2,4 %**. Sur l'horizon de prévision, l'inflation s'inscrirait durablement en dessous de 2 %. Le ralentissement des prix serait favorisé par celui des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés, tandis que l'inflation dans les services baisserait plus lentement, expliquant un recul plus progressif de l'inflation sous-jacente vers 2%.

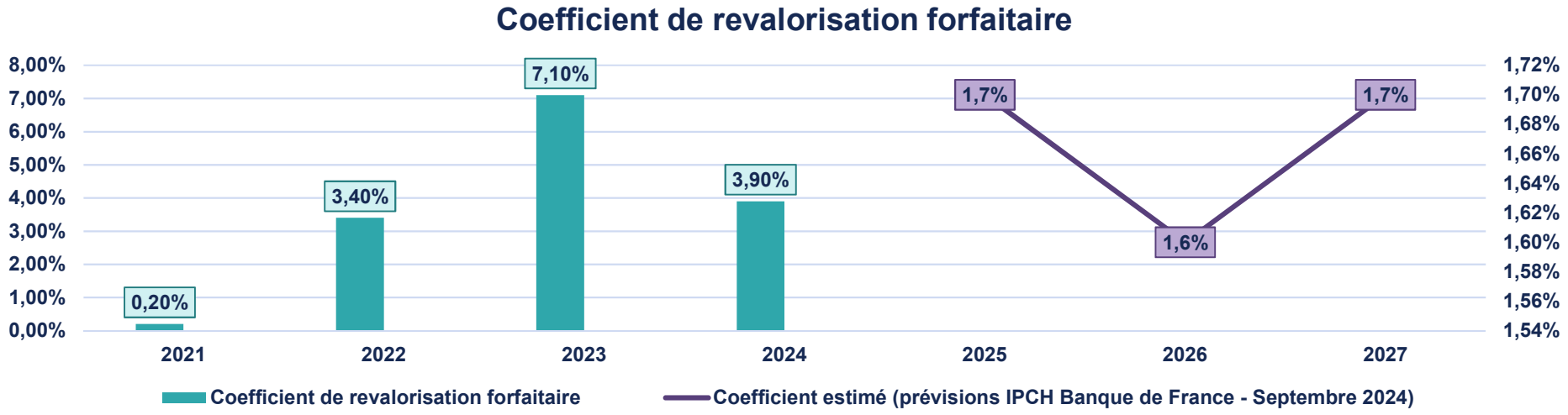
- Comme anticipé, le **marché du travail commence à entrer dans une phase transitoire de ralentissement**, concentrée sur l'année 2025. Le taux de chômage atteindrait un pic inférieur à 8 % en 2025 et en 2026, avant de repartir à la baisse dans le sillage de la reprise de l'activité.

- **Aux incertitudes internes s'ajoutent les aléas géopolitiques toujours élevés et désormais aussi ceux qui pèsent sur le commerce international.** Le scénario de référence de la Banque de France ne prend pas en compte le risque de tensions commerciales en cas de hausse des droits de douane aux États-Unis, dont les effets sont difficiles à chiffrer.

*Source : Finance Active et Banque de France*

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Coefficient de revalorisation forfaitaire et prévisions d'inflation Banque de France




## POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|
| PIB réel | 1,1 | 1,1 | 0,9 | 1,3 | 1,3 |
| IPCH | 5,7 | 2,4 | 1,6 | 1,7 | 1,9 |
| IPCH hors énergie et alimentation | 4,0 | 2,4 | 2,2 | 1,9 | 1,8 |
| Taux de chômage (BIT, France entière, % population active) | 7,3 | 7,4 | 7,8 | 7,8 | 7,4 |

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire.
Sources : Insee pour 2023 (comptes nationaux trimestriels du 30 octobre 2024), projections Banque de France sur fond bleuté.

*Depuis 2018, et comme le prévoit l'article 1518 bis du Code Général des Impôts (CGI), les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 (pour application en année N). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1).*

***L'IPCH constaté en novembre 2024 étant de +1,7% par rapport à novembre 2023, le coefficient légal appliqué sur les bases 2024 est donc de 1,017 (contre 1,039 en 2024). En 2025, l'inflation devrait s'élever aux alentours des 1,6%.***

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Projet de Loi de Finances pour 2025 : les principales mesures applicables aux collectivités locales

- **Création d'un fonds de réserve (Article 64 du PLF 2025) afin d'associer les collectivités territoriales à un effort de redressement des finances publiques**
- **Dotations :**
  - Dotation forfaitaire des communes: reprise de l'écrêtement
  - Abondement des dotations de péréquation verticale (+150M€ pour la DSR et +140M€ pour la DSU)
  - Dotation de compensation des EPCI écrêtée à hauteur de -1,96%%
  - Nouveaux critères de répartition du FPIC pour la MGP (droit commun uniquement)
  - Poursuite de la réforme des indicateurs avec un lissage de 60% en 2025
- **Ecrêtement important des variables d'ajustements de l'enveloppe normée (x 14,5 pour la DCRTP par rapport à 2024, et x 4,4 pour le FDPTP).**
- **Suppression de la part dynamique de progression de la TVA pour la compensation de la CVAE et de la TH pour les EPCI.**
- **Financement de l'investissement :**
  - Diminution du fond vert : -1,5 Mds € par rapport à 2024.
  - FCTVA : Diminution du taux de 10% et fin de l'éligibilité pour les dépenses de fonctionnement.
- **PLFSS 2025: hausse des cotations à la CNRACL de 4 points en 2025.**

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Application de la loi spéciale (article 45 de la loi organique n°2001-692)

- Autorisation à la fois de la perception des impôts locaux dès le 1er janvier 2025 et le versement aux collectivités locales des concours financiers de l'Etat,
- Perception par les collectivités locales de l'ensemble des crédits composant leurs moyens de fonctionnement dans les conditions fixées par la loi de finances pour 2024 (DGF, fractions de fiscalité…)
- Versement des recettes dans leurs modalités de droit commun (soit par douzième, soit dans leur intégralité).
- Versement dès janvier des impositions directes locales revenants aux collectivités sous forme d'avances jusqu'à la régularisation sur la base de la loi de Finance pour 2025
- Calendrier de mise à disposition des dotations de soutien à l'investissement local (DETS, DSIL…) impacté par l'absence de la LFI. Les crédits de paiement des engagements antérieurs seront mis à disposition afin d'éviter toute rupture de paiement.
- Les nouveaux engagements budgétaires destinés à financer les politiques de cohésion et d'aménagement du territoire dans la ruralité et dans les quartiers prioritaires feront l'objet d'examen au cas par cas en fonction de son niveau d'urgence.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Rappel des principaux postes en dépenses et en recettes de fonctionnement

| Postes en dépenses de fonctionnement | |
|---|---|
| **Charges à caractère général (Chapitre 011)** | Ce sont les charges à caractère général de la commune (fluides, fournitures, entretien de bâtiments …ect) |
| **Charges de personnel (chapitre 012)** | Masse salariale |
| **Participations, contingents et subventions (chapitre 65)** | Charges de gestion courante : subventions versées aux associations, au CCAS, indemnités des élus … |

| Postes en recettes de fonctionnement | |
|---|---|
| **Fiscalité directe et indirecte (chapitre 73)** | Directe : taxes ménages (TH, TFB et TFPB)<br><br>Indirecte : taxe finale d' électricité, droits de mutation, prélèvements sur les jeux , attribution de compensation, FPIC, droits de place... ect |
| **Produits d'exploitation et du domaine (chapitres 70 et 75)** | Produit des services (ex : restauration scolaire, accueil périscolaire, piscine) concessions dans les cimetières, droit de stationnement, revenus des immeubles, redevance des délégataires |
| **Dotations de l'Etat (chapitre 74)** | Versements de l'Etat : DGF, compensations fiscales, participations… |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Définitions des principaux ratios abordés au cours de l'analyse

- **Epargne brute** : **recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'immobilisation) – dépenses réelles de fonctionnement.** C'est donc l'épargne de gestion minorée des intérêts de la dette. L'excédent contribue au financement de la section d'investissement. Elle matérialise l'autofinancement dégagé sur les opérations courantes de la section de fonctionnement, avant prise en compte des éléments exceptionnels (produits des cessions d'immobilisation).

- **Taux d'épargne brute** : **épargne brute/recettes réelles de fonctionnement, en %**. Il indique la part de recettes de fonctionnement pouvant être consacrée pour investir et/ou rembourser la dette. Il s'agit de la part des recettes réelles de fonctionnement qui n'est pas absorbée par les dépenses récurrentes de fonctionnement. Traditionnellement, un ratio compris entre 8% et 15% est satisfaisant. En moyenne en 2023, selon l'Observatoire des finances locales 2024, le taux d'épargne brute du bloc communal était de 16,6%.

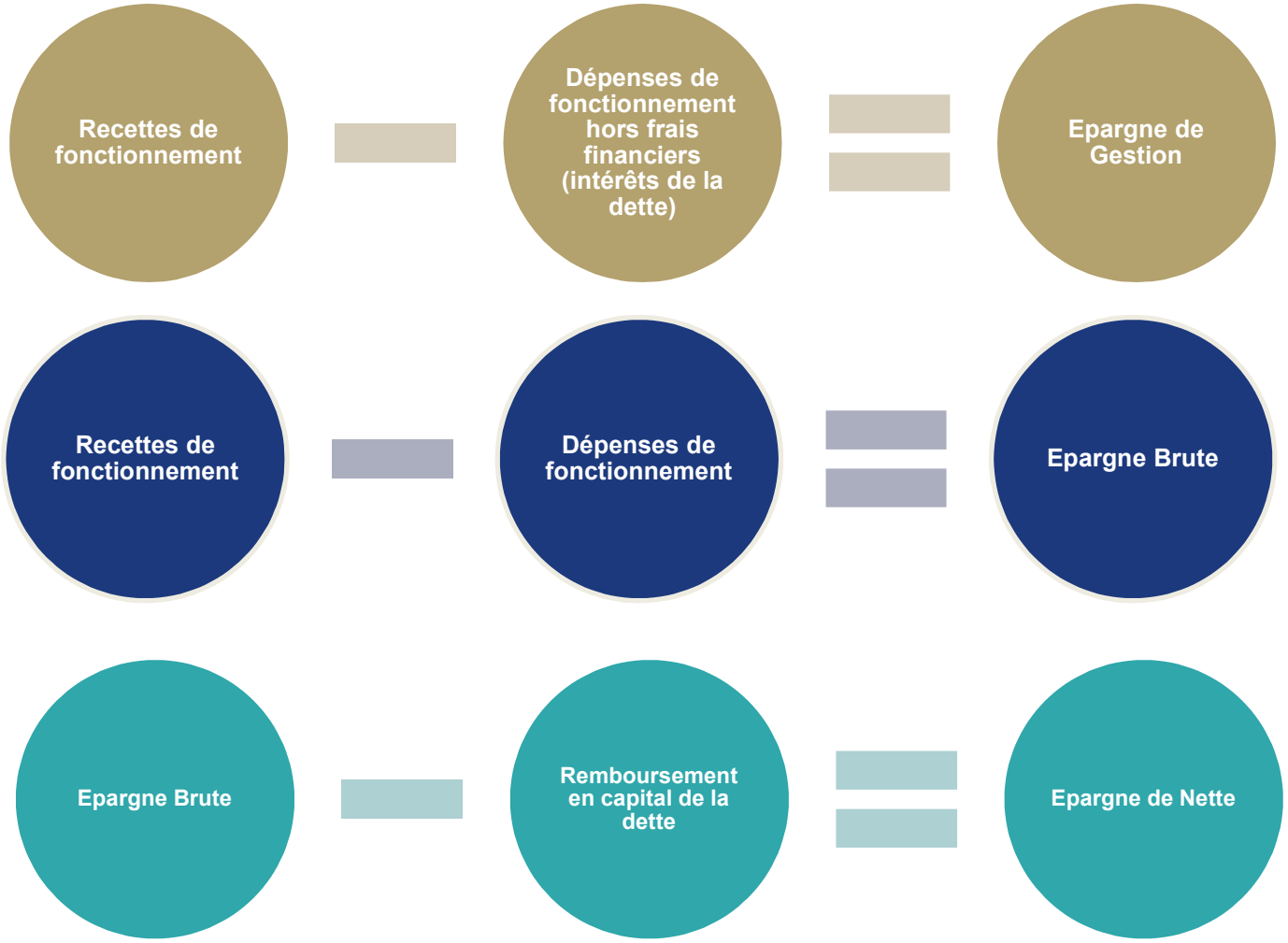
- **Epargne nette** : **Epargne brute – le remboursement en capital de la dette.** L'épargne nette exprime le montant des recettes de fonctionnement pouvant être consacré aux dépenses d'investissement après remboursement du capital de la dette soit l'épargne disponible. Une épargne nette positive signifie que le remboursement en capital de la dette peut être couvert par l'excédent de la section de fonctionnement (l'épargne brute).

- **Capacité de désendettement** : **encours de dette au 31/12/N rapportée à l'épargne brute**. Ce ratio est exprimé en nombre d'années et mesure la solvabilité financière d'une collectivité. Il permet de déterminer le nombre d'années théoriquement nécessaire pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. Pendant longtemps, l'analyse financière a retenu un premier seuil d'alerte de 10 ans et un seuil critique de 15 ans. La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de Programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 met en place désormais un seuil de 12 ans à partir duquel la situation peut être considérée comme préoccupante pour le bloc communal.

- **Niveau du fonds de roulements fin d'exercice (ou appelé excédents de fin d'année)** : **(fonds de roulement début d'exercice – résultat de l'exercice)**, l'analyse financière classique et notamment les magistrats financiers des Chambres régionales des Comptes retiennent un niveau équivalent à deux mois de dépenses de personnel.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

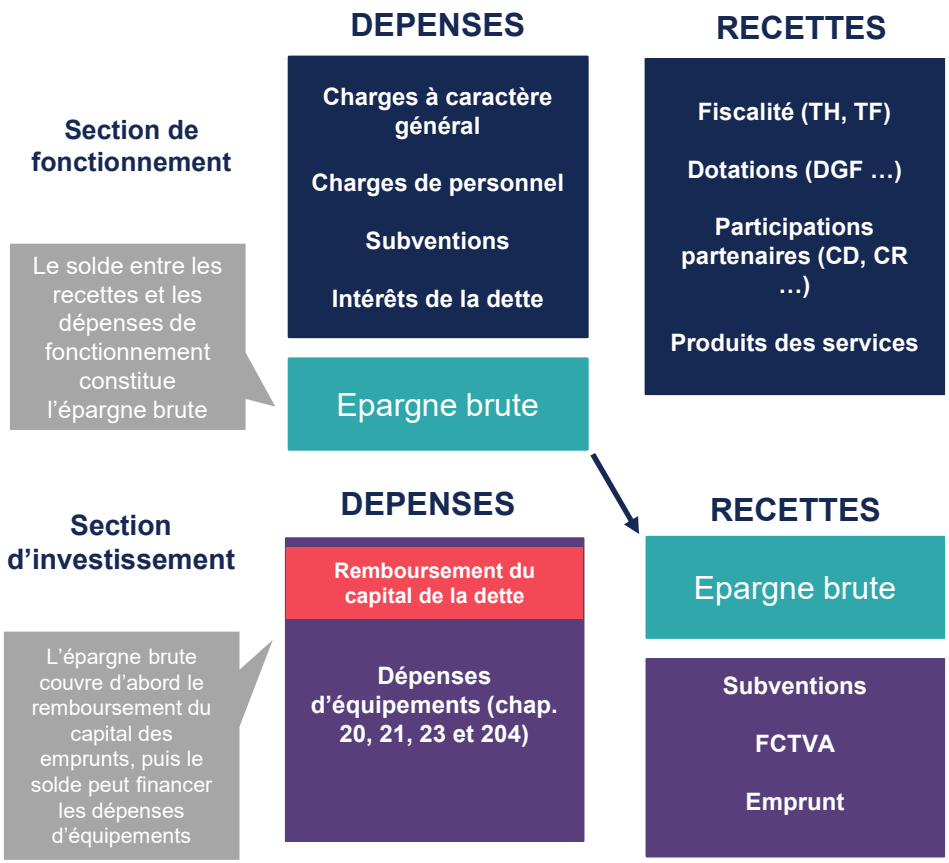
# Zoom sur les épargnes



Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Les règles d'équilibre budgétaire

## Les règles d'équilibre des comptes des communes




## Sections de fonctionnement et d'investissement respectivement équilibrées

- Evaluation sincère des dépenses et des recettes
- Financement de l'annuité des emprunts en capital par des recettes propres
- Section de fonctionnement doit avoir un solde nul ou positif et la section d'investissement doit être votée en équilibre
- **Si l'épargne brute ne suffit pas à rembourser le capital de la dette**, la collectivité ne dégage aucun autofinancement, ce qui implique :
  - Une **baisse de la capacité de financement** des prochaines dépenses d'équipement.
  - La nécessité de recourir **aux autres ressources propres** (FCTVA, Taxe d'urbanisme, Cessions d'immobilisations…) pour couvrir le remboursement de la dette.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Les règles de liaison des taux à partir de 2023

| | À partir de 2023 |
|---|---|
| **La collectivité souhaite augmenter son taux de TFPB** | Les taux de THRS et TFPNB peuvent augmenter dans la même proportion sans obligation |
| **La collectivité souhaite diminuer son taux de TFPB** | Obligation de baisser les taux de THRS et TFPNB dans la même proportion ou variation différenciée |
| **La collectivité souhaite augmenter son taux de THRS** | Obligation d'augmenter le taux de TFPB dans les mêmes proportions<br><br>*Exception article 151 de la LF 2024* : Possibilité d'augmenter son taux de THRS si celui-ci est inférieur à 75% du taux moyen départemental. (hausse qui ne doit pas dépasser 5% de cette moyenne) |
| **La collectivité souhaite diminuer son taux de THRS** | Obligation de diminuer le taux de TFPB, de TFPNB et de THRS dans les mêmes proportions |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Opportunités de placement

***Loi de finances 2004 (n°2003-1311) article 116 et circulaire NOR/ECO/R/04/60116/C du 22/09/2024***

**Conditions de placement**

Il faut que les fonds proviennent :

- De libéralités ;
- De l'aliénation d'un élément du patrimoine ;
- D'emprunt dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'établissement ;
- De recettes exceptionnelles, dans l'attente de leur réemploi (indemnité d'assurance, etc.…)

**Placements autorisés**

- Le compte à terme (CAT)
- Les titres libellés en euros émis ou garantis par les Etats membres de l'Union Européenne (UE) ou les Etats parties à l'Espace Economique Européen (EEE) ;
- Les parts ou actions d'OPCVM, libellées en euros, gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats membres de l'UE ou par les autres Etats parties à l'accord sur l'EEE.

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# Mandat 2020-2026
# Covid, inflation et réformes fiscales

**2020**

- Mesures financières gouvernementales Covid-19 (filet de sécurité, abondement DSIL…)
- Revalorisation forfaitaire des bases: 1,2%

**2021**

- Revalorisation forfaitaire des bases: 3,4%
- Nouvelle définition des indicateurs financiers
- Hausse du point d'indice : + 3,5 % au 1/07
- Dotation de soutien au sein du bloc communal pour accompagner les hausses de prix et la revalorisation des salaires
- Instauration d'un bouclier tarifaire sur l'électricité

**2022**

- Revalorisation forfaitaire des bases: 3,9%
- Elargissement de la dotation pour les titres sécurisés
- Fiscalité des résidences secondaires et dérogations à la règle de lien
- Abondement de la DGF, concentré sur le bloc communal
- Evolution de la fiscalité résidentielle suite à la nouvelle définition des communes en zone tendue

**2023**

- Revalorisation forfaitaire des bases: 1,2%
- Création de la Collectivité européenne d'Alsace
- Réduction de 50% des bases des locaux industriels
- Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales

**2024**

- Hausse du point d'indice de la fonction publique : + 1,5 % au 1er juillet
- Filet de sécurité
- Revalorisation forfaitaire des bases: 7,1%
- Abondement à hauteur de 320 M€ de la DGF du bloc communal
- Création d'un fonds vert de 2 Md€ dans le cadre de la transition écologique
- Réforme de la gestion des taxes d'urbanisme

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

**Programme pluriannuel d'investissement - Liste des programmes (en € TTC) - Février 2025** **DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (montants non votés pour 2025 et au-delà)**

| Libellé | Année de réalisation | Durée | Priorité | Catégorie | Inclus | Total | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 205 - ACQUISITIONS FONCIERES | 2 024 | 8 | | Administration > Administration générale > Administration générale de la collectivité | inclu | 5 755 811 | 2 685 338 | 1 570 473 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 |
| 203 - ACCESSIBILITE | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 437 577 | 137 577 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | |
| 243 - AERODROME | 2 024 | 7 | Aucune | Aménagement et services urbains, environnement > Aménagement urbain > Autres opérations | inclu | 245 265 | 10 265 | 85 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | |
| AJUSTEMNT DRI 2025 - RUBINETTO | 2 025 | 1 | Aucune | | inclu | - 1 482 109 | | - 1 482 109 | | | | | | |
| ALEAS INVESTISSEMENTS | 2 025 | 6 | Aucune | | inclu | 600 000 | | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | |
| 216 - ANCIENNE POSTE | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 35 000 | 0 | 35 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 215 - BOUCLE CYCLABLE | 2 025 | 1 | Aucune | | inclu | 0 | | 0 | | | | | | |
| 265 - CARRIERE DU FOURNEAU | 2 025 | 1 | Aucune | Aménagement et services urbains, environnement > Environnement > Préservation du milieu | inclu | 10 000 | | 10 000 | | | | | | |
| CESSIONS | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 259 - CIMETIERE DU PORT | 2 024 | 4 | Aucune | | inclu | 799 635 | 19 635 | 380 000 | 400 000 | 0 | | | | |
| 259 - CIMETIERE SAINT-SAUVEUR | 2 024 | 2 | Aucune | | inclu | 344 588 | 324 588 | 20 000 | | | | | | |
| 254 - CITADELLE | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 3 100 000 | 0 | 350 000 | 350 000 | 0 | 800 000 | 800 000 | 800 000 | |
| 199 - COMPLEXE SPORTIF | 2 024 | 7 | Aucune | Sports et jeunesse > Sports > Salles de sports, gymnases | inclu | 758 307 | 368 307 | 190 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | |
| 213 - CONTOURNEMENT | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 251 - CTM | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 265 689 | 5 689 | 235 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | |
| 215 - DEFENSE CONTRE LA MER | 2 024 | 7 | Aucune | Aménagement et services urbains, environnement > Environnement > Préservation du milieu | inclu | 270 000 | 30 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | |
| 216 - DEMOLITION ATELIER DES USINES | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 600 000 | 0 | 0 | 600 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 215 - EAUX PLUVIALES | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 2 701 890 | 270 890 | 571 000 | 660 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | |
| 214 - EGLISE DU PORT | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 3 201 107 | 1 107 | 200 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 0 | 0 | |
| 201 - ENFOUISSEMENT DE RESEAU | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 2 758 413 | 813 313 | 445 100 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | |
| 204 - ENTRETIEN DU PATRIMOINE VOIRIE | 2 024 | 7 | Aucune | Aménagement et services urbains, environnement > Services urbains > Services communs | inclu | 6 504 202 | 1 952 072 | 1 052 130 | 700 000 | 700 000 | 700 000 | 700 000 | 700 000 | |
| 216 - ENTRETIEN PATRIMOINE BÂTI | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 4 124 679 | 429 679 | 1 195 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | |
| 215 - ENVIRONNEMENT | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 313 668 | 0 | 63 668 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | |
| 267 - EQUIPEMENT PUB PETIT CHIRON | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 2 945 387 | 1 645 387 | 1 300 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 216 - EXTENSION DE L'ECOLE DU PONANT | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 2 975 086 | 175 086 | 800 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | |
| 272 - FERME MUNICIPALE | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 328 166 | 133 966 | 169 200 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | |
| 215 - GRAND PHARE - MAISON DE LA | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 300 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | |
| 273 - HABITAT | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 4 763 000 | 0 | 3 247 000 | 716 000 | 500 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | |
| 216 - HELISTATION | 2 024 | 7 | Aucune | Aménagement et services urbains, environnement > Services urbains > Transports urbains | inclu | 80 321 | 70 321 | 10 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 216 - LEBIM | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 150 000 | 0 | 150 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 216 - LOGEMENTS SAISONNIERS | 2 027 | 4 | Aucune | | inclu | 950 000 | | | | 50 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | |
| MAISON DES ASSISTANTES | 2 025 | 1 | Aucune | | inclu | 0 | | 0 | | | | | | |
| MAISON FRANCE SERVICE | 2 025 | 1 | Aucune | | inclu | 100 000 | | 100 000 | | | | | | |
| 256 - MATERIEL ET VEHICULES | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 3 895 459 | 961 526 | 683 933 | 450 000 | 450 000 | 450 000 | 450 000 | 450 000 | |
| 215 - NATURA 2000 - MARAIS | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 315 180 | 12 180 | 53 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | |
| 215 - OBSERVATOIRE A OISEAUX | 2 030 | 1 | Aucune | | inclu | 15 000 | | | | | | | 15 000 | |
| ODCVL MICHELIN LES VIOLETTES | 2 025 | 3 | Aucune | | inclu | 0 | | 0 | 0 | 0 | | | | |
| 215 - PORT DE LA MEULE | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 822 500 | 2 500 | 10 000 | 10 000 | 400 000 | 400 000 | 0 | 0 | |
| 271 - QUARTIER DES USINES | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 8 972 022 | 80 577 | 291 445 | 1 300 000 | 1 300 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | |
| RAR | 2 025 | 6 | Aucune | | inclu | 3 621 050 | | 3 621 050 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| SPAY - ENCAN | 2 024 | 5 | Aucune | | inclu | 25 000 | 25 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 527 000 | 60 000 | 207 000 | 160 000 | 100 000 | 0 | 0 | 0 | |
| 216 - TRANSFORMATION CALYPSO | 2 024 | 7 | Aucune | | inclu | 380 540 | 20 540 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | |
| **Total dépenses programme** | | | | | | 62 509 433 | 10 235 543 | 15 852 890 | 8 866 000 | 7 320 000 | 7 590 000 | 6 190 000 | 6 205 000 | 250 000 |
| **Total recettes programme** | | | | | | 14 113 123 | 98 919 | 3 553 279 | 3 177 861 | 2 385 866 | 1 685 273 | 1 275 140 | 1 067 318 | 869 468 |
| **Coût annuel** | | | | | | 48 396 310 | 10 136 624 | 12 299 611 | 5 688 139 | 4 934 134 | 5 904 727 | 4 914 860 | 5 137 682 | - 619 468 |

Envoyé en préfecture le 04/03/2025
Reçu en préfecture le 04/03/2025
Publié le
ID : 085-218501138-20250225-DEL250237B-BF

# BUDGET PRINCIPAL - SYNTHESE / DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES - Février 2025 (montants non votés pour 2025 et au-delà)

| | Rétrospective | | | Prospective | | | | | | | | | | | | | | Evolution moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | |
| Produit des contributions directes | 7 593 501 | 7 894 387 | 8 422 720 | 11 074 038 | 11 143 796 | 11 291 253 | 11 478 057 | 11 689 834 | 11 905 596 | 12 125 417 | 12 349 375 | 12 577 546 | 12 810 012 | 13 046 853 | 13 641 699 | 13 894 257 | 14 151 572 | *3,97%* |
| Fiscalité transférée | 298 162 | 275 659 | 349 438 | 319 221 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | 292 899 | *- 0,11%* |
| Fiscalité indirecte | 739 346 | 870 381 | 1 620 562 | 1 320 878 | 1 230 000 | 1 230 000 | 2 030 000 | 2 045 000 | 2 060 300 | 2 075 906 | 2 091 824 | 2 108 061 | 2 124 622 | 2 141 514 | 2 158 745 | 2 176 319 | 2 194 246 | *7,04%* |
| Dotations | 3 559 164 | 3 476 736 | 3 619 159 | 3 690 064 | 3 388 599 | 3 133 877 | 3 140 152 | 3 145 977 | 3 151 522 | 3 156 552 | 3 161 611 | 3 166 698 | 3 171 812 | 3 176 955 | 3 182 127 | 3 187 328 | 3 192 558 | *- 0,68%* |
| Autres recettes d'exploitation | 1 365 951 | 1 636 943 | 1 400 113 | 2 587 007 | 2 597 850 | 1 583 708 | 1 583 708 | 1 583 708 | 1 583 708 | 1 583 708 | 1 583 708 | 1 583 708 | 1 583 708 | 1 583 708 | 1 583 708 | 1 583 708 | 1 583 708 | *0,93%* |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | **13 556 124** | **14 154 105** | **15 411 992** | **18 991 208** | **18 653 144** | **17 531 737** | **18 524 816** | **18 757 418** | **18 994 025** | **19 234 482** | **19 479 417** | **19 728 912** | **19 983 053** | **20 241 930** | **20 859 177** | **21 134 512** | **21 414 983** | ***2,90%*** |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Charges à caractère général (chap 011) | 1 971 342 | 2 256 186 | 2 594 975 | 2 760 083 | 3 464 132 | 3 564 132 | 3 664 132 | 3 764 132 | 3 864 132 | 3 964 132 | 4 064 132 | 4 164 132 | 4 264 132 | 4 364 132 | 4 464 132 | 4 564 132 | 4 664 132 | *5,53%* |
| Charges de personnel et frais assimilés (chap 012) | 5 034 805 | 5 569 017 | 5 899 403 | 5 907 992 | 6 686 125 | 6 853 278 | 7 024 610 | 7 200 225 | 7 380 231 | 7 564 737 | 7 753 855 | 7 947 702 | 8 146 394 | 8 350 054 | 8 558 805 | 8 772 775 | 8 992 095 | *3,69%* |
| Autres charges de gestion courante (chap 65) | 1 492 542 | 1 504 745 | 1 459 728 | 1 631 004 | 2 148 411 | 2 261 617 | 2 264 065 | 2 266 529 | 2 269 009 | 2 271 505 | 2 274 017 | 2 276 546 | 2 279 091 | 2 281 652 | 2 284 231 | 2 286 826 | 2 289 438 | *2,71%* |
| Intérêts de la dette (art 66111) | 316 470 | 276 852 | 301 263 | 377 772 | 579 324 | 684 409 | 647 231 | 623 106 | 602 406 | 583 250 | 564 588 | 547 209 | 526 351 | 506 701 | 487 881 | 468 093 | 447 178 | *2,18%* |
| Autres dépenses de fonctionnement | 1 420 909 | 1 462 690 | 1 495 703 | 1 743 148 | 2 349 676 | 1 612 023 | 1 662 761 | 1 664 198 | 1 663 586 | 1 664 244 | 1 664 193 | 1 663 641 | 1 663 993 | 1 664 245 | 1 663 676 | 1 664 237 | 1 664 117 | *0,99%* |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | **10 236 068** | **11 069 490** | **11 751 072** | **12 419 999** | **15 227 667** | **14 975 459** | **15 262 799** | **15 518 189** | **15 779 363** | **16 047 868** | **16 320 786** | **16 599 229** | **16 879 961** | **17 166 784** | **17 458 724** | **17 756 063** | **18 056 960** | ***3,61%*** |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Epargne de gestion** | **3 403 521** | **2 992 970** | **3 848 871** | **5 564 369** | **2 905 910** | **3 240 687** | **3 909 248** | **3 862 334** | **3 817 068** | **3 769 865** | **3 723 219** | **3 676 892** | **3 629 443** | **3 581 847** | **3 888 334** | **3 846 542** | **3 805 201** | ***0,70%*** |
| Intérêts de la dette | 316 470 | 276 852 | 301 263 | 377 772 | 579 324 | 684 409 | 647 231 | 623 106 | 602 406 | 583 250 | 564 588 | 547 209 | 526 351 | 506 701 | 487 881 | 468 093 | 447 178 | *2,18%* |
| **Epargne brute** | **3 087 051** | **2 716 118** | **3 547 608** | **5 186 597** | **2 326 587** | **2 556 278** | **3 262 016** | **3 239 229** | **3 214 662** | **3 186 615** | **3 158 631** | **3 129 683** | **3 103 092** | **3 075 146** | **3 400 453** | **3 378 449** | **3 358 023** | ***0,53%*** |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 1 272 392 | 1 275 151 | 1 260 160 | 1 314 959 | 1 227 683 | 1 167 036 | 974 158 | 812 608 | 759 873 | 751 155 | 759 319 | 767 705 | 776 321 | 729 629 | 719 331 | 727 665 | 736 252 | *- 3,36%* |
| **Epargne nette** | **1 814 659** | **1 440 967** | **2 287 448** | **3 871 638** | **1 098 903** | **1 389 241** | **2 287 858** | **2 426 620** | **2 454 789** | **2 435 459** | **2 399 312** | **2 361 978** | **2 326 771** | **2 345 517** | **2 681 122** | **2 650 784** | **2 621 771** | ***2,33%*** |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FCTVA (art 10222) | 845 032 | 1 047 981 | 1 018 982 | 1 031 454 | 1 228 693 | 2 052 861 | 1 240 866 | 1 020 273 | 1 075 140 | 867 318 | 869 468 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | *0,29%* |
| Emprunts | 1 000 000 | 2 200 000 | 0 | 9 388 682 | 3 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | *44,22%* |
| Autres recettes | 2 840 856 | 1 339 836 | 1 025 991 | 352 919 | 2 903 188 | 1 325 000 | 1 345 000 | 865 000 | 400 000 | 400 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | *- 15,28%* |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | **4 685 888** | **4 587 817** | **2 044 973** | **10 773 055** | **7 131 881** | **3 377 861** | **2 585 866** | **1 885 273** | **1 475 140** | **1 267 318** | **1 069 468** | **200 000** | **200 000** | **200 000** | **200 000** | **200 000** | **200 000** | ***- 17,89%*** |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total dépenses d'équipement | 7 647 290 | 7 178 651 | 8 189 060 | 10 235 543 | 15 852 890 | 8 866 000 | 7 320 000 | 7 590 000 | 6 190 000 | 6 205 000 | 250 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | *- 28,97%* |
| Autres investissements hors PPI | 351 063 | 19 745 | 36 794 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | *- 67,63%* |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 1 272 392 | 1 275 151 | 1 260 160 | 1 314 959 | 1 227 683 | 1 167 036 | 974 158 | 812 608 | 759 873 | 751 155 | 759 319 | 767 705 | 776 321 | 729 629 | 719 331 | 727 665 | 736 252 | *- 3,36%* |
| Autres dépenses d'investissement | 0 | 8 325 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Capacité d'investissement résiduelle | 0 | 0 | 0 | 0 | - 1 891 977 | - 4 098 897 | - 2 446 276 | - 3 278 107 | - 2 260 071 | - 2 502 223 | 3 218 779 | 2 561 978 | 2 526 771 | 2 545 517 | 2 881 122 | 2 850 784 | 2 821 771 | |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | **9 270 745** | **8 481 872** | **9 486 014** | **11 550 502** | **15 188 597** | **5 934 139** | **5 847 882** | **5 124 501** | **4 689 802** | **4 453 932** | **4 228 098** | **3 329 683** | **3 303 092** | **3 275 146** | **3 600 453** | **3 578 449** | **3 558 023** | ***- 5,81%*** |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fonds de roulement en début d'exercice | 5 352 803 | 4 019 049 | 3 217 598 | - 562 523 | 5 231 239 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | *- 12,78%* |
| Résultat de l'exercice | - 1 264 801 | - 809 440 | - 3 780 121 | 5 793 763 | - 4 631 239 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Fonds de roulement en fin d'exercice | 8 565 341 | 3 209 609 | - 562 523 | 5 231 239 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | *- 15,31%* |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Capital Restant Dû cumulé au 01/01 | 11 965 407 | 11 693 015 | 10 418 019 | 11 357 859 | 19 431 312 | 21 203 629 | 20 036 592 | 19 062 434 | 18 249 826 | 17 489 953 | 16 738 797 | 15 979 478 | 15 211 773 | 14 435 452 | 13 705 823 | 12 986 493 | 12 258 827 | *0,15%* |
| Capital Restant Dû cumulé au 31/12 | 11 693 015 | 10 418 019 | 11 357 859 | 19 431 312 | 21 203 629 | 20 036 592 | 19 062 434 | 18 249 826 | 17 489 953 | 16 738 797 | 15 979 478 | 15 211 773 | 14 435 452 | 13 705 823 | 12 986 493 | 12 258 827 | 12 149 582 | *0,24%* |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Mouvements d'ordre** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Fonctionnement** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | |
| 042 - Opérations de transfert entre section - Dépenses | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 042 - Opérations de transfert entre section - Dépenses Nouvelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 042 - Opérations de transfert entre section - Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 042 - Opérations de transfert entre section - Recettes Nouvelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 043 - Opérations à l'intérieur de la section fonctionnement - Dépenses | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 043 - Opérations à l'intérieur de la section fonctionnement - Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Epargne brute (financière)** | **3 087 051** | **2 716 118** | **3 547 608** | **5 186 597** | **2 326 587** | **2 556 278** | **3 262 016** | **3 239 229** | **3 214 662** | **3 186 615** | **3 158 631** | **3 129 683** | **3 103 092** | **3 075 146** | **3 400 453** | **3 378 449** | **3 358 023** | ***0,53%*** |
| **Epargne brute (budgétaire)** | **3 087 051** | **2 716 118** | **3 547 608** | **5 186 597** | **2 326 587** | **2 556 278** | **3 262 016** | **3 239 229** | **3 214 662** | **3 186 615** | **3 158 631** | **3 129 683** | **3 103 092** | **3 075 146** | **3 400 453** | **3 378 449** | **3 358 023** | ***0,53%*** |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Investissement** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | |
| 040 - Opérations de transfert entre section - Dépenses | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 040 - Opérations de transfert entre section - Dépenses Nouvelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 041 - Dépenses - Opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 040 - Opérations de transfert entre section - Recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 040 - Opérations de transfert entre section - Recettes Nouvelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 041 - Recettes - Opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Epargne nette (financière)** | **1 814 659** | **1 440 967** | **2 287 448** | **3 871 638** | **1 098 903** | **1 389 241** | **2 287 858** | **2 426 620** | **2 454 789** | **2 435 459** | **2 399 312** | **2 361 978** | **2 326 771** | **2 345 517** | **2 681 122** | **2 650 784** | **2 621 771** | ***2,33%*** |
| **Epargne nette (budgétaire)** | **1 814 659** | **1 440 967** | **2 287 448** | **3 871 638** | **1 098 903** | **1 389 241** | **2 287 858** | **2 426 620** | **2 454 789** | **2 435 459** | **2 399 312** | **2 361 978** | **2 326 771** | **2 345 517** | **2 681 122** | **2 650 784** | **2 621 771** | ***2,33%*** |